



Congo Economie

UNICONGO LE JOURNAL D'UNICONGO & AFFAIRES FINANCES

SUCCESS STORY



Trans Air Congo (TAC), les ailes du succès

Découverte de cette société rapidement devenue incontournable sur la place aéroportuaire nationale. Créée en 1994, son essor n'a cessé de se confirmer, étayé par les garanties qu'elle offre en matière de sécurité et de qualité de service. Trans Air Congo n'entend pourtant pas en rester là, comme en témoignent ses nombreux projets de développement, notamment dans la diversification de sa flotte.

Lire p. 14

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

L'ESSENTIEL

FOCUS UNICONGO

Les dossiers de l'Union

Retour sur l'assemblée générale d'Unicongo qui a vu la réélection de M. Barros à sa tête. Une Union qui poursuit ses efforts au service de l'emploi, comme en témoignent ses actions en faveur de la formation et le succès de son site Internet dédié au recrutement. A suivre également, le lancement imminent des premiers Trophées de la responsabilité sociétale des entreprises.

Lire p. 4

LASER

Les Centres d'éducation, de formation et d'apprentissage

La formation des compétences locales est un élément clé pour répondre aux nombreux besoins des entreprises installées au Congo. Dans la lignée des objectifs gouvernementaux, plusieurs Centres d'éducation de formation et d'apprentissage (Cefa) sont en cours de réalisation dans le pays. Plongée au cœur de ces projets qui vont enrichir les modèles classiques d'enseignement technique et de formation professionnelle.

Lire p. 11

TRANSPORTS

Air France, une longue présence au Congo

Depuis les années 1930, la compagnie aérienne n'a cessé d'ouvrir de nouvelles liaisons dans le ciel africain. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jean-Luc Lagarrigue, directeur d'Air France au Congo, revient sur les grandes dates qui ont façonné cette histoire et dessine les perspectives de développement de la compagnie.

Lire p. 44

RÉGION

Le Niari, au-delà de l'exploitation forestière

Jusqu'alors connu pour son activité d'exploitation du bois, le Niari est en passe de réaliser une mue notable, favorisée par la présence du chemin de fer puisque ce département bénéficie de deux lignes ferroviaires. Il en va de même au niveau des projets routiers qui devraient faire de la ville de Dolisie un grand carrefour du commerce transfrontalier congolais. Sans oublier une industrie en plein essor et un tourisme qui ne manque pas d'atouts...

Lire p. 46

Dossier

TOURISME HÔTELLERIE RESTAURATION

Un grand potentiel à exploiter

La République du Congo dispose de nombreux atouts susceptibles de valoriser son attractivité touristique. La richesse de son territoire et les opportunités à développer dans le domaine du tourisme d'affaires pourraient permettre à ce secteur de renforcer sa contribution aux ressources nationales. Par ailleurs, les progrès réalisés sur le plan des infrastructures de transport sont de nature à booster ses performances. Zoom sur une activité en devenir.

Lire p. 17

PAYS

L'Égypte à la croisée des chemins



Dans la lignée des Printemps arabes, l'Égypte a connu de nombreux soubresauts en interne, nourris par l'instabilité chronique qui règne dans la région. Le maréchal al-Sissi, nouvel homme fort du pays, a la charge de ressusciter ce sentiment d'unité national mis à mal ces dernières années. Au plan économique, la découverte d'un immense champ gazier dans ses eaux territoriales et l'élargissement du canal de Suez tombent à point nommé pour relancer de nouveaux objectifs de croissance.

Lire p. 48

AFRIQUE

L'Afrique face aux défis du changement climatique

Sujet de bien des controverses quant à ses raisons profondes et aux moyens d'y faire face, le réchauffement climatique est bien une réalité dont les possibles conséquences méritent d'être anticipées. Si l'Afrique est le continent le moins impliqué dans ses causes, elle pourrait faire partie des régions les plus impactées dans le monde. Et au-delà du seul aspect écologique, les retombées de ce phénomène pourraient bouleverser les équilibres socio-économiques du continent.

Lire p. 50



**DES SOLUTIONS ENTREPRISE
POUR VOUS ACCOMPAGNER
AU QUOTIDIEN**



Conctatez-nous : Tél. : 121 • Email: serviceclient@cg.airtel.com • www.airtelcongo.com

EDITO



Chers adhérents et membres associés, chers lecteurs,

En lançant le premier numéro de *Congo Economie* en août 2013, personne n'imaginait l'ampleur de l'audience qu'aurait notre journal dans la presse économique congolaise en si peu de temps auprès de nos adhérents, des administrations publiques et autres institutions congolaises, des organismes internationaux partenaires d'Unicongo et des représentations diplomatiques.

Pour faire de *Congo Economie* un instrument d'information au niveau international, nous avons décidé de le diffuser sur notre site web (www.unicongo.org) qui affiche tous les numéros sur sa page d'ouverture.

Cette nouvelle édition ne déroge pas à notre option de traiter chaque fois du dossier d'un secteur de l'économie congolaise grâce aux interviews des principaux chefs d'entreprises privées, mais également des entreprises publiques, sans oublier les administrations directement concernées. De même, un long article est consacré à un département du Congo, car chaque partie de ce pays recèle une diversité d'opportunités économiques que les lourds investissements publics en infrastructures rendent de plus en plus viables.

Le tourisme et l'hôtellerie, au cœur du dossier de ce numéro, devraient tirer profit des énormes efforts que le Congo consent en matière d'infrastructures depuis une décennie, car la contribution de ce secteur au développement du pays est bien en deçà de son potentiel. Au-delà des infrastructures, une politique appropriée touchant tous les aspects d'appui, de facilitation et de simplification, de formation et de mise aux normes internationales est indispensable, afin que le tourisme et l'hôtellerie deviennent un des leviers importants du développement économique et social du Congo.

L'effondrement du cours du baril de pétrole a confirmé la vulnérabilité de l'économie congolaise, de même que celui du fer, qui a brutalement estompé le mirage de l'embellie des mines, perçues comme le second souffle immédiat de cette économie.

C'est dans ce contexte qu'Unicongo a un rôle essentiel à jouer dans la diversification de l'économie congolaise, en tant que partenaire des pouvoirs publics dans la définition et la mise en œuvre des politiques économiques et sociales, grâce au dialogue public-privé permanent.

CHRISTIAN BARROS, PRÉSIDENT D'UNICONGO

Sommaire



Focus sur Unicongo

D'une assemblée générale à une autre : les perspectives d'Unicongo	p. 4
La formation professionnelle continue : enjeux, stratégie et contribution de l'Union	p. 4
Lancement des 1 ^{ers} trophées de la RSE au Congo	p. 5
www.emploi.cg : l'e-recrutement de référence au Congo	p. 5
Unicongo s'est aussi mobilisé pour...	p. 5
Stéphane Madaule, directeur de l'agence AFD du Congo-Brazzaville	p. 6
Unicongo au forum « Investir au Congo-Brazzaville »	p. 6

Laser

La suprématie de l'urbanisation sur le maraîchage dans les villes congolaises	p. 8
Introduction de nouvelles matières au droit des affaires Ohada	p. 8
Zoom sur le Programme régional de mise à niveau de l'industrie en Afrique centrale	p. 9
Les Centres d'éducation de formation et d'apprentissage	p. 11
Chevron annonce la première production du développement de Lianzi	p. 12

Grand angle

Trans Air Congo (TAC), les ailes du succès	p. 14
--	-------

Dossier

La fédération Hôtellerie et Restauration, ou le défi de l'atonie du tourisme au Congo	p. 17
Secteur touristique : des potentialités à transformer en opportunités économiques	p. 18
Un vecteur potentiel de développement et de diversification de l'économie congolaise	p. 19

Hôtellerie :

Aliette Parfony, directrice de l'hôtel Elais	p. 20
Patrick Dhoore, directeur général du Radisson Blu à Brazzaville	p. 22
Hôtels Azur International, Azur le Gilbert's, le Migitel et le restaurant l'Abri-Côtier	p. 23
Maher Ghidaoui, directeur général de l'hôtel Ledger Plaza Maya-Maya	p. 25
Olivier Peix directeur de l'hôtel-restaurant Hippocampe	p. 26
Venance Alexis Gomes, directeur de l'hôtel Victory Palace	p. 30
Talal Rihan, directeur général de l'hôtel Olympic Palace	p. 31
Dominique Marcel Viard, directeur général de Pefaco Hôtel Maya-Maya	p. 32

Restauration :

Restaurant-bar Sous les Manguiers : la recette du succès	p. 35
Pellegrini Catering Congo	p. 36
De Socorest à Sodexo Congo : une évolution remarquable	p. 38

Transports

Durlon Abiaga, directeur général de Tractafic Equipment	p. 40
Le Pool TPV, ou comment rentabiliser l'assurance	p. 42
Entretien avec Jean-Luc Lagarrigue, directeur d'Air France au Congo	p. 44

Région

Le Niari, au-delà de l'exploitation forestière	p. 46
--	-------

Pays

L'Egypte à la croisée des chemins	p. 48
-----------------------------------	-------

Afrique

L'Afrique face aux défis du changement climatique	p. 50
---	-------



CONTACTS UNICONGO



RELATIONS ADHÉRENTS, MEMBRES ASSOCIÉS & NON ADHÉRENTS	ÉTUDES & DOCUMENTATION
Processus d'adhésion	Sollicitations / Conseil d'ordre juridique, social & fiscal - Documentation pour l'entreprise
Koussiamma Gouadi-B - Chargée des adhérents (BZV) +242 06 855 27 46 / adherentsbzbv@unicongo.org	Nelly Saboga - Chargée des adhérents (PNR) +242 06 929 74 65 / adherentspnr@unicongo.org

RELATIONS D'AFFAIRES & PARTENARIATS	ÉVÉNEMENTIEL
Accompagnement des entreprises Informations économiques et sectorielles...	Salons et événements (JMSST, SEEC...)
Christelle Akobo : Responsable Développement +242 06 635 40 40 / developpement@unicongo.org	

APPUI RECRUTEMENT	FORMATION	SERVICES DIVERS
Dépôt d'offres / candidatures Site : www.emploi.cg Responsable : Joana De Jesus Gomes	Analyse des besoins et inventaire des offres (formation initiale, continue...) Responsable : Hubert Ngouma	Location salle et visioconférence / Vente d'agendas Distribution Journal Eco / Facturation & règlements
Marguerite Kounkou : Assistante administrative (BZV) +242 06 841 04 07 / secretariatbzbv@unicongo.org	Belle Motondo Kiba : Assistante administrative (P-N) +242 06 629 59 06 / secretariatpnr@unicongo.org	

CONGO ÉCONOMIE	unicongo.org
CONGO ÉCONOMIE est une publication éditée par l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo.	
PRÉSIDENT : Christian Barros Email : c.barros@codisco-congo.com DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Jacques Samba Tél. : +242 06 661 48 61 Email : jean-jacques.samba@unicongo.org DIRECTION DE LA RÉDACTION : Jean Banzouzi Malonga Tél. : +242 05 557 02 03 / 06 985 41 79 Email : jbmalonga@yahoo.fr SECRETARIAT DE RÉDACTION : Didier Bras DIRECTION ARTISTIQUE : Jean-Noël Dubois	ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Jean Banzouzi Malonga, Didier Bras, Chouki Chaib Cherif, Jean de la Haute, Armand Claude Demba, Joana de Jesus Gomes, Charles Nganga, Hubert Ngouma, Alexandre Planelles, Jean-Jacques Samba, François Sita. PUBLICITÉ : Alizée Multi Presse Jean-Marc Sand - Email : jmsand33@gmail.com Tél. : (+242) 06 663 13 90 / 05 774 14 74 (+33) 06 08 28 18 58

D'une assemblée générale à une autre : les perspectives d'Unicongo

Unicongo a tenu son assemblée générale annuelle ordinaire le 17 novembre 2015 à l'hôtel Elais de Pointe-Noire de 10h à 12h15.

Cette assemblée générale s'est tenue en présence de Mme Yvonne Adelaïde Mougany, ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat, des adhérents des douze fédérations professionnelles et des membres associés de l'Union, ainsi que des nombreux invités officiels représentants différentes administrations publiques et institutions partenaires. Le message de la ministre à l'Union a notamment porté sur les principaux projets dans le domaine des PME et de l'artisanat, requérant particulièrement le soutien et le partenariat des grandes entreprises membres d'Unicongo. Les deux moments forts de cet événement ont été la présentation, d'une part, du rapport moral de la période 2013-2015 de Monsieur Christian Barros, président de l'Union, et des rapports d'activités du secrétariat général et des différentes fédérations



succession, en compagnie de Monsieur Alphonse Missengué, vice-président, et de Monsieur Prosper Bizitou, trésorier, tous membres du bureau du conseil d'administration.

Les rapports d'activités 2015 de la majorité des secteurs ont relevé que la chute du cours du baril de pétrole, cette matière première qui représente environ 90% des exportations du Congo et les deux tiers de son PIB, a impacté négativement l'ensemble de l'économie congolaise. Par ailleurs, l'effondrement du cours mondial du fer, dont l'important potentiel des gisements récemment découverts au Congo a eu pour conséquence la baisse drastique des investissements dans le secteur, et le report de l'entrée en production de la quasi-totalité des entreprises minières. Monsieur Christian Barros a été réélu président d'Unicongo, de même que Messieurs Alphonse Missengué et Prosper Bizitou ont été reconduits respectivement vice-président et trésorier de l'Union pour la période 2016-2018. Le programme d'actions du triennat se focalise sur la consolidation du professionnalisme de l'Union avec le renforcement de l'organisation, des ressources humaines et logistiques du secrétariat général. Une attention particulière sera portée sur le secteur informel et les PME ne répondant pas aux critères d'adhésion à l'Union, par le lancement d'une étude sur les possibilités de leur insertion. La dynamisation des commissions thématiques, pratiquement absentes dans les grands dossiers au cours de la période précédente, est l'une des grandes préoccupations du programme d'actions. Par ailleurs, l'Union s'engage dans le développement durable avec le projet « Unicongo vert », à travers des actions en faveur de l'environnement et des forêts. Tous les rapports d'activités ainsi que le programme d'actions du prochain triennat du président de l'Union sont sur le site www.unicongo.org.

des pratiques professionnelles). Elle n'a de sens que si elle est étroitement intégrée à la stratégie de l'entreprise mise en œuvre pour maintenir le cap de la compétitivité. Elle doit constituer un investissement au service de la stratégie de l'entreprise, qui intègre la formation dans ses grandes orientations stratégiques, tant pour acquérir une culture d'entreprise que pour faciliter la réalisation des projets de développement.

des pratiques professionnelles). Elle n'a de sens que si elle est étroitement intégrée à la stratégie de l'entreprise mise en œuvre pour maintenir le cap de la compétitivité. Elle doit constituer un investissement au service de la stratégie de l'entreprise, qui intègre la formation dans ses grandes orientations stratégiques, tant pour acquérir une culture d'entreprise que pour faciliter la réalisation des projets de développement.



JEAN-JACQUES SAMBA

La formation professionnelle continue : enjeux, stratégie et contribution de l'Union

Face à l'évolution technologique rapide, aux exigences de qualité, de réactivité et d'innovation, une entreprise est obligée d'affronter la concurrence économique et de s'adapter constamment pour assurer sa croissance et sa pérennité. Cela suppose d'accorder une attention particulière aux processus de formation du personnel.

Constatant que l'homme est le facteur essentiel du progrès de l'entreprise, il est nécessaire qu'il soit compétent et qualifié, notamment par les biais de la formation professionnelle continue. Forte de ses vertus mobilisatrices, la formation est perçue aussi comme un signe de stabilité, de sécurité et comme une promesse de promotion, ce qui fait d'elle l'outil par excellence de la gestion des itinéraires d'emplois et de gestion de carrière.

La formation est à la base de la plupart des améliorations de performance :

- Elle permet de renforcer la qualité de son travail, sa capacité d'adaptation, son ouverture aux autres et diminue la résistance au changement. Un salarié bien formé gagne du temps dans l'exécution de son travail et a confiance en ses capacités.
- La productivité et la qualité des services rendus à la clientèle sont majorées grâce à des salariés qualifiés et motivés.
- Elle valorise l'image de l'entreprise et incite les autres employés de l'entreprise à suivre des activités de formation en prouvant les compétences de ses salariés.
- Enfin, la formation permet d'améliorer l'organisation et la mise en place des tâches en élevant le niveau des connaissances que les formés ont de leur environnement. Au regard de ces enjeux, la formation doit être considérée comme un investissement plutôt qu'une simple dépense.



La rapidité des évolutions technologiques et des attentes du marché – et d'une manière générale de l'environnement de l'entreprise – rend par ailleurs urgente la mise à jour des compétences.

Pour qu'elle ait une incidence dans l'entreprise, la formation doit être planifiée en fonction des attentes et besoins endogènes et exogènes de celle-ci. En donnant du sens à la politique de formation, l'entreprise a réellement un moyen pour devancer les risques de pertes de compétences ou de déficiences vis-à-vis de la concurrence. En effet, la formation ne se décrète pas. Elle nécessite un travail de remise en question permanente, tant au niveau de l'entreprise (organisation de travail, identification des compétences) que de l'individu (dynamique d'apprentissage, interrogation

des pratiques professionnelles). Elle n'a de sens que si elle est étroitement intégrée à la stratégie de l'entreprise mise en œuvre pour maintenir le cap de la compétitivité. Elle doit constituer un investissement au service de la stratégie de l'entreprise, qui intègre la formation dans ses grandes orientations stratégiques, tant pour acquérir une culture d'entreprise que pour faciliter la réalisation des projets de développement.

Mutualisation des besoins et des ressources

Le service d'appui à la formation professionnelle, mis en place par Unicongo en mars 2014, contribue dans une certaine mesure à répondre à ces enjeux. L'année dernière, 87 personnes ont été formées et 9 thèmes de formation développés. Le management des équipes, le développement personnel, la formation des formateurs ont dépassé les demandes de formations en informatique. Comme baromètre des actions de formation réalisées pour nos adhérents au cours de l'année 2015, 210 personnes formées, 18 thèmes de formation abordés, 36 entreprises différentes ayant participé.

La relation client, l'accueil en entreprise, la gestion des équipes et le leadership, la comptabilité, la fiscalité, le délégué du personnel et le syndicaliste, les langues et l'informatique (qui reste une valeur sûre avec 40% de l'ensemble des demandes) sont des exemples de thèmes développés. Là encore, c'est un signe que les entreprises veulent préserver la motivation de leurs salariés à un moment où le contexte est difficile, le besoin de mettre à jour ses compétences étant impératif.

Notre principe de « mutualisation des besoins et des ressources, pour des formations simples efficaces et à moindres coûts » porte ses fruits. Plusieurs thèmes de formation seront abordés en 2016 et deux projets majeurs seront mis en œuvre : « la professionnalisation des aides ménagères » et « la formation sur les chariots élévateurs », pour lesquels les échanges ont commencé avec le Pade (Projet d'appui à la diversification de l'économie).

HUBERT NGOUMA,
RESPONSABLE FORMATION À UNICONGO

Lancement des 1^{ers} trophées de la RSE au Congo



Au Congo-Brazzaville, beaucoup d'entreprises font de la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) sans le savoir ! Mais leurs démarches sont peu formalisées et connues des parties prenantes et elles n'ont pas les moyens de s'offrir les services d'un responsable de ce département. Les patrons des entreprises au Congo n'ont surtout pas forcément une vision spontanée pour le sujet. Ils ont, en effet, d'abord tendance à n'y voir qu'une série de contraintes supplémentaires liées à la protection de l'environnement. Cependant la véritable question n'est-elle pas de savoir comment le concept de RSE doit être appréhendé par les chefs d'entreprise, artisans et autres parties prenantes ?

Dans certains groupes internationaux comme Total, ENI, Chevron, MTN et bien d'autres, le concept de RSE est avant tout une démarche stratégique et de management en toute responsabilité, c'est-à-dire qu'elle consiste à déployer de bonnes pratiques environnementales (gestion des déchets, éco-conception...), sociales (bien-être, formation et développement des salariés, qualité de vie au travail...) économiques (achat responsable, contrôle qualité, sensibilisation des partenaires...) afin de contribuer à la performance de l'entreprise d'une part, pour accroître le facteur innovation en matière de marchés nouveaux d'autre part.

C'est donc tout naturellement qu'Unicongo, en partenariat avec le géant de la téléphonie mobile MTN et le ministère du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, souhaite valoriser les initiatives des entreprises congolaises en matière de responsabilité sociétale et environnementale en organisant les premiers « Trophées de la RSE ». Ceux-ci mettront en compétition une vingtaine de sociétés dans quatre catégories :

- Responsabilité économique ;
- Responsabilité sociale ;
- Responsabilité sociétale ;
- Responsabilité environnementale.

Un jury composé de membres du secteur public et des représentants du secteur privé désignera les vainqueurs lors d'une cérémonie qui se tiendra à Brazzaville à la fin du premier trimestre 2016.

ALEXANDRE PLANELLES

www.emploi.cg : l'e-recrutement de référence

Avec plus de 50 000 candidatures envoyées et près de 400 nouvelles entreprises inscrites, www.emploi.cg aura connu un véritable succès tout le long de l'année 2015, pour finalement se positionner en tête de liste sur le marché de l'e-recrutement au Congo.

Fort de cette visibilité sur la Toile, cette plateforme en ligne a développé récemment un nouveau service. Avec 60% des visiteurs âgés de 18 et 34 ans sur les 50 000 concernés, [emploi.cg](http://www.emploi.cg) permet maintenant de faire connaître votre entreprise et vos activités à travers différents espaces publicitaires. Disposant de seize emplacements au total, répartis sur différentes pages les plus visitées du site et proposant quatre types de bannières, [emploi.cg](http://www.emploi.cg) est l'emplacement idéal pour toucher une population active et dynamique : recruteurs (acteurs majeurs de l'économie au Congo), chercheurs d'emploi, simples visiteurs en veille... Les avantages sont nombreux : diffusion d'un message ciblé et personnalisable (promotion d'une entreprise, d'un service, d'un produit...), augmentation de la notoriété de votre entreprise et du trafic de votre site internet, possibilité de mettre en avant une offre ciblée, transmission de statistiques mesurant l'impact de cette publicité, ... Pour plus de renseignements, n'hésitez pas de contacter le service Appui-Recrutement d'Unicongo.

JOANA DE JESUS GOMES

Unicongo se mobilise aussi pour...

Assemblée générale annuelle ordinaire : 17 novembre 2015

Unicongo a organisé son assemblée générale annuelle ordinaire à l'hôtel Elais de Pointe-Noire en présence de Mme Yvonne Adelaïde Mougany, ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat, et des nombreux invités officiels représentants les administrations publiques et institutions partenaires. Au cours de cette assemblée générale, Monsieur Christian Barros, président de l'Union depuis 2012, suite à l'adoption des nouveaux statuts, a été réélu à la tête d'Unicongo pour un second triennat, en compagnie de Messieurs Alphonse Missengué et Prosper Bizitou, respectivement vice-président et trésorier de l'Union.



Unicongo au forum « Investir au Congo-Brazzaville » : 19/21 novembre 2015

L'Union a participé au forum « Investir au Congo-Brazzaville » organisée sous le haut patronage du président de la République du Congo. Outre l'atelier thématique sur les zones économiques spéciales et les PME où Unicongo a été l'un des panelistes, les représentants de l'Union ont pris part aux différentes conférences animées par les ministres. Près de vingt entreprises membres de l'Union appartenant à différents secteurs économiques ont participé à l'exposition organisée au Palais des congrès dans le cadre de ce forum. La présence des entreprises marocaines et tunisiennes à cette exposition a été remarquable.

Les premiers trophées de la RSE au Congo : premier trimestre 2016

En partenariat avec MTN et le ministère du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Unicongo va organiser les premiers Trophées de la RSE au Congo. Cet événement vise à encourager dans les entreprises congolaises les bonnes pratiques environnementales, sociales, sociétales et économiques pour promouvoir le développement durable dans le pays. Un jury composé de membres du secteur public et des représentants du secteur privé désignera les vainqueurs lors d'une cérémonie qui se tiendra à Brazzaville à la fin du premier trimestre 2016.



Gestrim ocean
www.gestrim-ocean.com

**PARTICULIER ou PROFESSIONNEL
VOUS AVEZ UN PROJET IMMOBILIER**

**LOUER, ACHETER,
VENDRE,**

OU FAIRE GERER VOTRE BIEN

**GESTRIM Océan LEADER DE L'IMMOBILIER DEPUIS 10 ANS
EST À VOTRE DISPOSITION POUR VOUS CONSEILLER ET VOUS ASSISTER
AVEC PROFESSIONNALISME EN TOUTE CONFIDENTIALITÉ.**

PNR : 9 Avenue de Bobbo 242.22.294.18.75
contact_pnr@gestrimocean.com

BZV : 02 rue William GUINET 242.05.721.62.25
contact_bzv@gestrimocean.com

« La coopération entre le Congo et la France, un vecteur de stabilité et d'échanges fructueux »

Institution financière publique, l'Agence française de développement (AFD) finance et accompagne plusieurs projets de développement au Congo au travers de prêts et subventions. Parmi ces projets, ceux des Cefa de Brazzaville pour les métiers du bâtiment et de Pointe-Noire pour la maintenance industrielle intéressent particulièrement Unicongo. Explications avec M. Stéphane Ma-daule, directeur de l'agence AFD du Congo-Brazzaville.

Quels sont vos champs d'intervention général et au Congo en particulier ?

Les champs d'intervention de l'AFD sont multiples. En Afrique subsaharienne, l'AFD promeut l'accès aux services essentiels, villes durables, infrastructures, agricultures familiales, préservation des ressources naturelles et développement d'entreprises privées au service des populations. En Méditerranée et au Moyen-Orient, l'AFD intervient dans une logique d'intégration euro-méditerranéenne visant à la création d'emplois et à l'aménagement du territoire. En Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'AFD soutient une croissance verte et solidaire avec une grande majorité d'opérations ayant un effet direct bénéfique sur le plan climatique. Dans l'outre-mer de la République française, l'AFD soutient les collectivités locales, le secteur privé, le développement de l'habitat. Les principaux secteurs d'intervention de l'AFD sont les suivants : la santé, l'éducation et la formation professionnelle, l'agriculture et la sécurité alimentaire le développement durable et le climat, le soutien à la croissance.

En République du Congo, les axes d'intervention sont les suivants :

- le développement humain, afin de contribuer à court terme à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et défavorisées ;

- les infrastructures, avec l'objectif à moyen terme de développer une économie diversifiée grâce au fonctionnement dans la durée d'infrastructures de base (eau, assainissement, déchets urbains, électricité) ;
- le développement durable à long terme, avec un appui au secteur forestier, à l'agriculture et à l'environnement.

A quelles difficultés êtes-vous souvent confrontés ?

Il n'y a pas de difficultés majeures à coopérer au Congo dans le cadre de l'aide publique au développement car les besoins sont importants et les relations confiantes entre l'AFD et les maîtrises d'ouvrages locales. Les quelques écueils que nous rencontrons parfois ont trait à la lenteur dans le traitement administratif et financier des dossiers. A titre d'exemple, les circuits de paiement sont parfois beaucoup trop longs pour décaisser les financements.

Plus généralement, les investissements que nous finançons ont besoin, pour atteindre leurs objectifs de développement (impact durable positif sur les populations), d'acquiescer une plus grande pérennité d'exploitation. En clair, il ne suffit pas d'investir. Il convient également d'être en capacité de gérer ses

Quels sont les projets en cours de financement et les volumes de financement ?

Dans les trois axes d'intervention cités précédemment, les projets en cours de financement sont nombreux. On peut relever parmi eux :

- un projet de formation professionnelle visant à créer deux centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (Cefa) à Brazzaville et à Pointe-Noire, respectivement dans les métiers du bâtiment et des travaux publics et dans la maintenance industrielle ;

- un projet de construction sur 5,3 km de la route de la Corniche associée à la rénovation d'une partie des arrondissements de Makélékélé et Bacongo sous l'angle de voirie et de l'assainissement (drainage pluvial) ;

- un projet d'aménagement des concessions forestières du sud du Congo visant à appuyer la mise en œuvre de plans d'aménagements forestiers dans toutes les concessions forestières.

Plus généralement, les financements de l'AFD en République du Congo sont en hausse sensible en 2014 puisqu'ils ont atteint 177 millions d'euros. Les deux outils d'intervention majeurs sont les prêts (130 millions d'euros engagés en 2014 dans les secteurs de l'électricité et du drainage pluvial) et les subventions (150 millions d'euros de disponibles sur la période 2015-2019). En 2015, les engagements nouveaux de l'AFD seront proches de 150 M€ avec une importante opération en faveur des investissements de la SNDE (à terme, 300 000 personnes supplémentaires bénéficiant d'un accès à l'eau potable).

A quelles difficultés êtes-vous souvent confrontés ?

Il n'y a pas de difficultés majeures à coopérer au Congo dans le cadre de l'aide publique au développement car les besoins sont importants et les relations confiantes entre l'AFD et les maîtrises d'ouvrages locales. Les quelques écueils que nous rencontrons parfois ont trait à la lenteur dans le traitement administratif et financier des dossiers. A titre d'exemple, les circuits de paiement sont parfois beaucoup trop longs pour décaisser les financements.

Plus généralement, les investissements que nous finançons ont besoin, pour atteindre leurs objectifs de développement (impact durable positif sur les populations), d'acquiescer une plus grande pérennité d'exploitation. En clair, il ne suffit pas d'investir. Il convient également d'être en capacité de gérer ses

investissements dans la durée, de les maintenir en état de fonctionnement pour les biens des populations qui doivent en retirer un service durable. Investir, oui. Appuyer le fonctionnement et la maintenance de ces investissements dans la durée pour le plus grand bien des populations, c'est encore mieux. C'est sur ce point que porte plus précisément l'attention de l'AFD.

Peut-on connaître vos projets en termes de développement au Congo ?

Les projets les plus emblématiques en cours d'instruction sont les suivants : drainage pluvial à Pointe-Noire, alimentation en eau potable à travers le financement d'une partie du programme d'investissement à la Société nationale de distribution d'Eau (SNDE), protection sociale en



faveur des plus pauvres par l'instauration de filets sociaux et l'appui à l'insertion professionnelle, construction d'un Institut national des travailleurs sociaux (INTS), relance de la filière cacao au Nord, appui à l'agriculture vivrière périurbaine à Brazzaville et à Pointe-Noire, réhabilitation du système d'alimentation et d'évacuation des eaux du CHU de Brazzaville.

Un dernier mot ?

Que la coopération entre le Congo et la France, à travers l'action de l'AFD, continue d'être un vecteur de stabilité, un socle puissant d'échanges fructueux entre nos deux pays, au service de l'amélioration des conditions de vie des populations.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

Unicongo au forum « Investir au Congo-Brazzaville »

Le forum « Investir au Congo Brazzaville » a été organisé du 19 au 21 novembre 2015 au Palais des congrès de Brazzaville sous le haut patronage du président de la République du Congo.



La présentation générale du forum par le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé a été suivie d'une plénière sur la vision « Chemin d'avenir » et le Plan national de développement animée par le ministre du Plan et de l'Intégration. Par la suite, une série de conférences et d'ateliers thématiques a été animés par des ministres sur la forêt, le tourisme, l'hôtellerie et l'environnement, le foncier et l'agriculture, le Congo-porte d'entrée sur l'Afrique centrale, mines et hydrocarbures, innovation et TIC, zones économiques spéciales et PME, financement des projets, faire des villes des pôles de croissance et d'emplois sur l'ensemble du territoire.

Unicongo a participé à l'atelier sur les zones économiques spéciales et les PME animé par le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou et le représentant de la ministre des PME et de l'artisanat. Le vice-président de l'Union, Monsieur Alphonse Missengué, a été l'un des panelistes de cet atelier sur le volet de l'environnement des affaires au Congo. Par ailleurs, plusieurs entreprises membres d'Unicongo ont participé à l'exposition organisée dans l'enceinte du Palais des congrès à l'occasion de ce forum. Il s'agit de Radisson Blu M'Bamou Palace, CIB Olam, CFAO Congo, MTN et Azur, Société Générale Congo, BCI, Ecobank, Crédit du Congo, LCB Bank, BGF Bank, Banque Postale du Congo, BCH, Total Congo EP, AOGC, Boloré Africa Logistic, Trabec, Socotrans, Bernabé et Ernst & Young. Comme exposants étrangers, la présence des entreprises marocaines et tunisiennes a été remarquable. Le dernier jour du forum a été consacré à la signature des contrats d'affaires entre participants.

JEAN-JACQUES SAMBA

EXTENSION DES INFRASTRUCTURES DU CENTRE DE SERVICES PÉTROLIERS D'ILOGS

Integrated logistic Services (Ilogs) une filiale de la Société nationale des pétroles du Congo a inauguré le 12 Octobre 2015 les 200 mètres supplémentaires d'extension du quai, ainsi que l'aménagement des 40 hectares de surface de son Centre de Services Pétroliers (CSP). La cérémonie de mise en service de ces nouvelles infrastructures s'est déroulée sous le haut patronage du Président de la République, M. Denis Sassou-Nguesso.



Alain Ludovic Okoi
Directeur Général de ILOGS

Situé dans le Port Autonome de Pointe-Noire, le Centre de Services Pétroliers d'Ilogs est une plateforme dédiée à la logistique pétrolière. Il a pour objectif de proposer aux sociétés pétrolières et connexes, une offre de solutions logistiques intégrées dans les domaines de l'Oil & Gas, à travers une gamme complète d'équipements et services. C'est pour répondre à cette mission qu'Ilogs s'est dotée d'installations portuaires destinées aux navires de support de l'industrie pétrolière, et d'un service de base logistique de transit sol-mer du matériel pétrolier et autres.

Les travaux des nouvelles infrastructures ont été menés dans le cadre d'un programme triennal d'investissements (2013-2015), notamment, dans la perspective de répondre très rapidement aux attentes exprimées par les entreprises de l'industrie pétrolière en termes de capacités d'accueil des navires et d'équipements répondant aux normes de manutention des charges très lourdes.

Ces travaux ont porté sur la réalisation de six principaux chantiers dont la plupart ont été lancés en 2013. Parmi ces chantiers, il y a entre autres, l'extension du quai existant qui est passé de 200 à 400 mètres linéaires, et le dragage du bassin portuaire à une profondeur de 9 mètres. A cela, il faut ajouter l'aménagement d'une zone de travail en arrière quai, le terrassement de yards (terre-pleins), ainsi que les travaux divers d'assainissement, de voirie, etc. La surface aménagée du Centre de Services Pétroliers (CSP) est passée de 20 à 40 hectares. La totalité de l'espace occupé par Ilogs au sein du Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN) a donc été valorisé, complétant ainsi les travaux d'aménagement et de construction du Port, engagés dans le cadre de son programme d'investissements prioritaires. "Cela conforte le PAPN dans son rôle de hub d'Afrique centrale" a déclaré le Dg du PAPN M. Séraphin Bhalat, dans son allocution de circonstance.



Toutes ces réalisations ont permis de conforter Ilogs dans ses capacités de travail comme l'explique son Directeur général :

" Grâce au nouveau quai, nous avons une augmentation du linéaire d'accostage. Ce qui nous donne une flexibilité opérationnelle et une homogénéité des

conditions d'intervention de manutention-lavage sur toute la longueur du quai. La preuve en est donnée par l'utilisation d'une grue de 800 tonnes à chenille sur toute l'esplanade du nouveau quai. Par ailleurs, nous avons une augmentation de la puissance du quai qui, en couplant ses capacités en charge de surface avec sa profondeur opérationnelle en font le quai dédié Oil & Gas le plus puissant de la baie de Pointe-Noire. Il se place parmi les plus remarquables du Golfe de Guinée après l'Angola et le Nigeria" affirme M. Alain Ludovic Okoi. L'ensemble des travaux d'extension des infrastructures du CSP a nécessité un investissement de 35 milliards de FCFA.



En sus de ces travaux, la société Ilogs a investi dans la modernisation de ses engins d'exploitation. Sa flotte est composée de grues, de chariots élévateurs, de camions tracteurs, de portes-charges et remorques, des nacelles, etc. Soit un parc de près de 150 unités, avec une forte tendance à renforcer le créneau des engins très lourds. "La présence d'une grue de 800 tonnes, sans doute la plus forte capacité au Congo et dans le Golfe de Guinée est un exemple d'illustration de notre capacité de levage et de traction" a déclaré Alain Ludovic Okoi. Le Dg d'Ilogs.

Déjà, les nouvelles infrastructures du Centre de Services Pétroliers ont un effet immédiat sur ses performances, en raison d'une demande pressante des sociétés pétrolières opérant au Congo, telles que le français Total sur le projet Moho Nord et l'américain Chevron sur le projet Lianzi.

Ainsi, en tonnage manipulé, les performances d'Ilogs passent de 250.000 tonnes en 2014 à 450.000 tonnes attendues à fin 2015. Soit une hausse de 80%.

Le CSP de la société Ilogs est en passe de devenir au Congo le carrefour des activités des secteurs clés conjugués : le maritime et le pétrolier. Deux secteurs représentés par le Port Autonome de Pointe-Noire et la SNPC, actionnaires associés d'Ilogs, respectivement à hauteur de 20% et 80% du capital.

Jean De La Haute

La suprématie de l'urbanisation sur le maraîchage dans les villes congolaises

Le maraîchage est une agriculture de proximité qui s'est essentiellement développée en zone urbaine et périurbaine, du fait de l'origine urbaine des agriculteurs qui l'exercent, du caractère périssable de ses produits, de la forte demande des villes et de la nécessité de minimiser les coûts de conservation et de transport. La construction des infrastructures publiques et l'extension anarchique des villes anéantissent les zones maraîchères qui s'étiolent avant de disparaître.

Les principales zones maraîchères de Brazzaville ont été créées et se sont développées à partir de 1964, suite au rapatriement massif de Léopoldville (Kinshasa) des ressortissants du Congo-Brazzaville après la brouille politique survenue entre les deux pays. Le gouvernement congolais avait installé ces populations en majorité maraîchères à Léopoldville dans différents bassins urbains humides, propices au maraîchage. Ainsi, fut créée la zone maraîchère (appelée « usine Kronenbourg-Kéba na virage »), dont les exploitants, venus tous de Léopoldville, furent les tout premiers habitants du quartier Talangaï. D'autres zones maraîchères furent créées dans différentes parties de Brazzaville, telles que la zone maraîchère de Sans-fil à Ouenzé, la zone de la corniche du fleuve Congo jusqu'à la Flotille, la zone de la vallée de l'Orstom et le long des rives de la rivière Mfilou, celle des cascades du Djoué en contrebas de Mafouta et Matsimou et la grande zone maraîchère de Kombé qui a bénéficié d'une forte assistance technique de la Chine populaire. Ces zones maraîchères ont régulièrement



approvisionné Brazzaville en légumes frais (endives, ciboules, céleris, persils, choux, tomates, et autres légumes en feuilles) particulièrement prisés par la population. L'impressionnante production de ces bassins avait même conduit le gouvernement congolais à suspendre par arrêté l'importa-

tion de certains légumes en 1966, du mois de juin au mois de septembre. Dans le cadre du déploiement de son programme expérimental, AgriCongo a développé depuis une vingtaine d'années des zones de production maraîchère à Kombé et à Mayanga après la cité de l'OMS et à Pointe-Noire.

Une menace pour l'approvisionnement des villes en légumes ?

Les lotissements anarchiques par des propriétaires fonciers, ainsi que la construction d'infrastructures publiques ont considérablement réduit les espaces autrefois réservés au maraîchage dans les villes. A Pointe-Noire, les zones maraîchères du Kilomètre 4, de Comapon au quartier Savon et de Loandjili, ainsi que tous les bassins maraîchers de Brazzaville ne seront bientôt plus qu'un souvenir, de même que la tradition héréditaire de maraîchers de certaines familles venus de Léopoldville. La baisse considérable de la production maraîchère urbaine et périurbaine qui en résulte face à la demande exponentielle des villes représentant environ les deux tiers de la population de la République du Congo, aboutit à une hausse effrayante de prix rendant les légumes de plus en plus inaccessibles aux ménages à faible revenu. La relocalisation dans d'autres zones périurbaines des maraîchers « expulsés » de certains bassins urbains ne pourrait être une solution durable, face à l'expansion effrénée des villes.

Il est toutefois important de relever qu'un développement notoire du maraîchage observé loin des villes, à Ngo, dans le département des Plateaux, à Louomo, Louingui, Boko et Mati dans le département du Pool. Cette tendance confirme une évolution récente de l'agriculture maraîchère qui devient de plus en plus une agriculture rurale qui sera certainement amplifiée par l'expansion démographique des nouvelles villes nées de la municipalisation accélérée. Le développement du maraîchage loin des villes profite dans une certaine mesure de l'amélioration des routes. Cependant, les problèmes de conservation, de conditionnement, de transformation et de transport, de promotion des cultures hors saison nécessitent des solutions dans le cadre d'une politique idoine, afin de garantir un approvisionnement régulier du marché.

JEAN-JACQUES SAMBA

Introduction de nouvelles matières au droit des affaires Ohada

Le traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Ohada), signé à Port-Louis, capitale de l'île Maurice, le 17 octobre 1993, et révisé à Québec au Canada, le 17 octobre 2008, a pour principal objectif de contribuer de manière significative à l'amélioration du climat des affaires dans ses Etats parties, au nombre de dix-sept à ce jour.

Le champ du droit Ohada

S'il ne définit pas théoriquement ce qu'il entend par « droit des affaires », le traité énumère néanmoins, en son article 2, les matières qui entrent dans ce domaine. Chacune de ces matières a, depuis, fait l'objet d'un Acte uniforme ; elles comprennent donc l'ensemble des règles relatives au statut juridique des commerçants, au droit des sociétés commerciales et coopératives, au recouvrement des créances, aux sûretés, aux voies d'exécution, au régime de redressement des entreprises et de la liquidation judiciaire, au droit comptable, au droit des transports. Fait notable et toujours selon l'esprit du traité, le droit Ohada peut inclure toute autre matière

que le Conseil des ministres (de l'organisation) déciderait à l'unanimité, ce qui a ouvert la voie au droit du travail, qui est un droit social dont l'avant-projet d'acte uniforme, élaboré à Douala en novembre 2006, demeure à ce jour en instance.

L'ambition d'uniformiser tous les droits impactant le climat des affaires

En sa session tenue le 17 juin 2011 à Bissau (Guinée-Bissau), le Conseil des ministres, organe législatif, donnait mission au Secrétariat permanent de l'Ohada de commander une double étude de faisabilité et d'opportunité d'extension du droit des affaires Ohada à de

nouvelles matières, et notamment : l'affacturage, le crédit-bail, la médiation commerciale, la franchise, la sous-traitance, les contrats de partenariat public-privé, la coentreprise (ou joint-venture), le règlement des conflits de lois et la circulation des actes publics. Au cours de sa réunion tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) les 30 et 31 janvier 2014, le Conseil des ministres prenait acte de la réalisation des études y afférentes et autorisait le Secrétariat permanent à convoquer une réunion spéciale du Comité des experts de l'Ohada, aux fins d'en exploiter les rapports. En exécution de cette instruction, le Secrétariat permanent a réuni le Comité des experts à Douala (Cameroun), du 11 au

notaires, huissiers, enseignants d'université, juristes d'entreprise, notaires et étudiants.

La contribution du Congo

Les communicateurs choisis en raison de leur expertise et expérience ont présenté les grandes lignes de chacune des nouvelles matières, afin de forger utilement la conviction des participants. C'est ainsi qu'ont été entendus tour à tour maître Hombessa, avocat à la Cour (sur le crédit-bail et le règlement des conflits de lois), monsieur Bienvenu Babela, Premier président de la Cour d'appel

de Ouesso (sur la médiation commerciale et la circulation des actes publics), monsieur Jean de Dieu Batchy, conseiller à la Cour des comptes et de discipline budgétaire (sur la coentreprise), maître Mabassi, ancien bâtonnier de Brazzaville (sur l'affacturage) et monsieur Alix Moukiama, procureur de la République près le tribunal de commerce de Brazzaville (sur la franchise). D'une manière générale, tous les participants à la réunion se sont accordés pour reconnaître le bien-fondé de l'introduction de ces nouvelles matières dans l'espace juridique Ohada

et, partant, dans le droit positif congolais. Le rapport final des travaux transmis au Secrétariat permanent contient, entre autres, une recommandation relative à la nécessité de réunir le Groupement d'intérêt économique (GIE) et la coentreprise dans un même Acte uniforme en raison des similitudes existant entre ces deux notions.

ARMAND CLAUDE DEMBA, MAGISTRAT
HORS HIÉRARCHIE, PRÉSIDENT DE LA
COMMISSION NATIONALE OHADA

Zoom sur le Programme régional de mise à niveau de l'industrie en Afrique centrale

L'Afrique centrale se caractérise, sur le plan économique, par l'abondance de matières premières. Cependant, les pays de la sous-région affichent des performances insuffisantes en matière de transformation de ces matières. Bien qu'il y ait des différences importantes en ce qui concerne le tissu industriel entre les pays de la sous-région, il demeure embryonnaire, peu diversifié et ne permet pas de répondre à la demande du marché régional. L'environnement des affaires reste par ailleurs peu favorable au développement du secteur privé.

Conscient de la faible contribution du secteur industriel à la croissance économique dans les pays de la sous-région, et face aux enjeux inhérents à l'Accord de partenariat économique (APE) et à l'Agenda d'intégration économique régionale, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) – en concertation avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) – a lancé officiellement le 10 juin 2015 à Yaoundé (Cameroun) le Programme régional de mise à niveau de l'industrie en Afrique centrale (PRMN).

Financement, objectifs du programme et pays couverts

Ce programme, financé par l'Union européenne (UE) dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement (FED), est mis en œuvre par l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (Onudi). Il couvre sept pays de la sous-région : Cameroun, Gabon, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad. Le PRMN vise à contribuer au renforcement des capacités productives au niveau national et régional, en particulier du secteur agro-industriel, afin que la sous-région puisse faire face, de manière soutenue, au défi de l'intégration régionale et de la concurrence internationale. D'une manière plus spécifique, le PRMN poursuit l'objectif de soutenir la dynamique de mise à niveau du tissu industriel à travers une assistance technique fondée sur un ciblage adéquat des secteurs porteurs de chacun des pays bénéficiaires.

En parallèle avec d'autres instruments de la politique industrielle, la mise à niveau fournit des appuis techniques adaptés aux besoins des entreprises industrielles, conformément aux bonnes pratiques internationales, en matière d'amélioration du management de la qualité, l'accompagnement des entreprises à la certification aux normes ISO, la maîtrise des coûts de production, l'accès aux marchés extérieurs, la formation du personnel technique aux bonnes pratiques de production, un meilleur accès au financement, etc.

Les cibles du PRMN

Ce programme cible les entreprises industrielles éligibles à la mise à niveau (ainsi que les entreprises de services liées à l'industrie selon les besoins identifiés), les structures d'encadrement du secteur industriel, les organisations professionnelles et associations

C2A Conseils Associés en Afrique Congo

Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal

Partenaire **STC Partners**
Société d'Avocats

Agrément CEMAC n° SCF 10

C2A est un réseau de cabinets de conseil juridique et fiscal présent depuis plus de trente ans en Afrique francophone sub-saharienne.

Eric TASI NDJODO

Associé

Tél : +(242) 06 516 88 88

Email : endjodo@c2a-ci.com

327, avenue Marien Ngouabi - BP 4905 Pointe Noire

Tél : 00 (242) 06 953 97 97

Autres bureaux :

Abidjan-Côte d'Ivoire • Conakry-Guinée • Douala-Cameroun
Libreville-Gabon • Malabo-Guinée Equatoriale

De nouvelles vibrations en Afrique de l'Ouest

Vibe Radio, tel est le nom de la nouvelle radio lancée à Abidjan par le groupe français Lagardère, via sa filiale Lagardère Active Radio International (Lari). Déjà implanté au Sénégal, le groupe affirme ainsi sa volonté d'investir le marché des médias en Afrique de l'Ouest, puis en Afrique centrale. « La Côte d'Ivoire, le Burkina, le Cameroun, le Gabon, le Tchad et la République démocratique du Congo sont nos premières cibles francophones », a expliqué Daniel Galinski, directeur général de Lagardère Active Radio International. Rappelons que le groupe français est aussi présent en Afrique du Sud depuis une vingtaine d'années.

Le Bill Gates africain confirme son leadership

Le célèbre magazine *Forbes* a dévoilé son classement annuel des grandes fortunes de ce monde. Un palmarès toujours dominé par l'incontournable Bill Gates du haut de sa fortune estimée à quelque 79,2 milliards de dollars. Plus « modeste », le Nigérian Aliko Dangote continue, lui, de truster la première place en Afrique avec des revenus estimés plus de 25 milliards de dollars. Après avoir bâti son empire dans le ciment, il a étendu son empire à de nombreux secteurs, dont celui de l'énergie. Via la Dangote Foundation, sa success story emprunte aussi les voies de la philanthropie. Dernier engagement en date, son implication dans la lutte contre la poliomyélite au Nigeria. Un combat qui a produit ses effets puisque le pays vient d'être retiré de la liste des pays où la maladie est endémique. A noter, cet engagement a été mené en collaboration avec la fondation de... Bill et Melinda Gates !

BMW met le turbo en Afrique du Sud

Le célèbre constructeur allemand va financer un nouveau plan de développement doté de 6 milliards de rands (389 millions d'euros) pour sa filiale sud-africaine située à Rosslyn, près de Pretoria. La moitié de cette somme sera investie dans de nouvelles installations de pointe, l'autre moitié étant consacrée à la mise à niveau des fournisseurs, aux frais de lancement et à la formation des collaborateurs. Cet investissement est destiné à fabriquer le nouveau modèle de la BMW X3, une gamme de SUV, à la place des berlines BMW série 3, dont la construction sera transférée à d'autres unités du réseau mondial du groupe. En 2014, l'usine de Rosslyn, qui emploie plus de 2 900 salariés, a fabriqué plus de 68 000 véhicules et l'exportation.



de producteurs du secteur privé, les institutions financières, les cabinets d'études, de conseil et consultants individuels, les institutions de formation universitaire et professionnelle, et les administrations publiques en charge de l'industrie et des petites et moyennes entreprises.

Les entreprises sont néanmoins la principale cible du programme. Leur adhésion au programme est volontaire et, elles s'engagent à respecter les procédures de gestion, les critères et les règles du programme.

Les différentes phases du programme

La durée totale du programme est de 67 mois, répartie en deux phases : une phase 1 de 31 mois qui a démarré en décembre 2014, et une phase 2 de 36 mois. La phase 1 a pour activités principales la mise en place des structures de pilotage et de gestion du programme au niveau régional et national ; le développement des outils et procédures ; le renforcement des capacités des structures publiques et du marché de conseil ; et l'ac-

compagnement d'entreprises pour améliorer leur compétitivité.

La phase 2 permettra d'accompagner les structures nationales et régionales à pérenniser l'approche de mise à niveau des entreprises à travers le schéma développé pendant la première phase ; de développer les services offerts par les structures intermédiaires ; d'appuyer à la mise en œuvre des programmes nationaux de mise à niveau ; et de favoriser la mise à niveau énergétique et environnementale des entreprises sélectionnées.

Les organes de gestion du programme

Le programme est piloté à deux niveaux : régional et national. Au niveau régional, la Commission de la Cemac est l'organe politique. Elle agit pour le compte des pays bénéficiaires, donne les orientations et facilite la mise en œuvre du programme. Elle est appuyée par le Comité de pilotage régional (CPR), qui assure le suivi de l'exécution technique et financière du programme et l'approbation des procédures clés d'exécution.

tion de celui-ci. Le comité est composé des représentants des Etats, des secteurs privé et financier. La mise en œuvre opérationnelle du programme au niveau régional est assurée par la Cellule technique de mise à niveau (CTMN), composée de trois experts de l'Onudi, travaillant sous la supervision du chef de projet basé au siège de l'Onudi à Vienne (Autriche).

Au niveau national, les ministères en charge de l'industrie jouent un rôle clé dans l'appropriation des activités du programme et dans l'apport politique nécessaire. Ils assurent également la recherche de fonds afin de renforcer les ressources des programmes nationaux respectifs. L'engagement politique est un élément essentiel pour la mobilisation du secteur privé, des banques et des partenaires techniques et financiers.

Dans chaque pays bénéficiaire, un Comité national de pilotage national (CNP) est mis en place. Il assure la gestion stratégique du programme et l'interface avec le comité de pilotage régional. Il est composé de représentants de l'administration et des secteurs privé et financier. Pour exécuter le plan d'ac-

tions du programme, un Bureau de mise à niveau ou un Guichet de mise à niveau est créé. Il assume les responsabilités de gestion quotidienne : la promotion du programme auprès des entreprises, le choix des experts (internationaux et nationaux) en concertation avec les entreprises et le suivi-validation de leurs prestations, la gestion des dossiers de mise à niveau, l'évaluation de l'impact du programme sur les entreprises bénéficiaires et l'économie nationale.

En République du Congo, le comité national de pilotage est créé depuis juillet 2015 et un guichet de mise à niveau est mis en place au sein de l'Association Pointe-Noire industrielle (Apni). Trois activités principales vont être menées au cours des prochaines semaines : d'abord l'organisation par le guichet de mise à niveau de journées d'information et de sensibilisation des entreprises à travers le pays, avec l'appui des organisations professionnelles. Puis la mise à niveau d'un échantillon d'entreprises sélectionnées sur la base de critères d'éligibilité, et enfin la formulation du programme national de mise à niveau des entreprises en République du Congo, qui pérenniserait les acquis du programme régional.

(1) Les programmes nationaux de mise à niveau des entreprises seront formulés dans chaque pays bénéficiaire pendant la phase 1.

CHOUKI CHAIB CHERIF,
EXPERT ONUDI DU PRMN POUR LE CONGO

Les Centres d'éducation de formation et d'apprentissage, un modèle innovant de formation professionnelle au Congo

Plusieurs années après le lancement de la création des Cefa sur financement de l'Agence française de développement (AFD) et de la Banque africaine de développement (BAD), le démarrage effectif de ces nouveaux établissements de formation professionnelle se fait encore attendre.

Le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi (METPFQE) a lancé le processus de refondation du sous-secteur dans le cadre des grandes orientations gouvernementales consacrées au pilier 4, point 1 du Document stratégique de politique générale en matière de redressement et de développement de l'enseignement technique et professionnel au Congo (Dostrapoge). Cette refondation a pour objectif principal la constitution « d'un gisement de ressources humaines compétentes, adaptées aux besoins de développement de l'économie nationale », grâce à l'amélioration de l'offre de formation professionnelle et technique, en vue de lutter contre le chômage endémique des jeunes, observé paradoxalement en période de forte croissance économique, et de contribuer efficacement au développement national durable et homogène.

L'analyse diagnostique menée par le ministère, avec la participation de tous les acteurs du système éducatif, a abouti à la mise en évidence de l'ensemble des défis qui se posent au sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel. Quatre objectifs majeurs ont été retenus à l'issue de cette analyse :

- Améliorer et accroître l'efficacité et l'efficience des dispositifs de formation institutionnels, publics et privés, en renforçant leurs capacités et leurs performances opérationnelles.
- Répondre au plan central et local, tant public que privé, à la demande massive et diversifiée de qualifications professionnelles et techniques dans des conditions administratives, réglementaires, pédagogiques et budgétaires de qualité, accessibles à tous et dans l'équité.
- Assurer une meilleure adéquation formation-emploi en tenant compte des besoins et de l'environnement social, économique et technologique en perpétuelle mutation

et de l'évolution du marché de l'emploi, en concordance avec les offres de formation et les capacités opérationnelles de l'enseignement technique et professionnel.

- Faciliter l'insertion professionnelle et économique des personnes ou groupes sociaux par les activités génératrices de revenus : emplois salariés, auto-emploi, création d'entreprises.

Organisation des Cefa et implication du secteur privé

Pour atteindre ces objectifs, le METPFQE a engagé un processus de conception et de mise en œuvre des nouveaux dispositifs de formation par l'apprentissage, impliquant les secteurs productifs et les partenaires de la société civile. Il a ainsi été projeté la création de deux Cefa dans le cadre du Projet d'appui à la refondation du système d'éducation et de formation (Parsef), l'un à Brazzaville pour la formation dans les métiers du bâtiment,

et l'autre à Pointe-Noire pour la formation dans la maintenance industrielle, grâce à un financement de 6 millions d'euros de l'AFD.

Trois Cefa sont également prévus dans le cadre du Programme d'appui à la réinsertion socio-économique des groupes défavorisés (Parsegd). Deux pour la formation dans les métiers des services à Brazzaville et à Pointe-Noire, et le troisième à Dolisie pour la formation dans les métiers ruraux, grâce à un financement de la BAD de 3,2 milliards de francs CFA.

Afin de mieux saisir la portée innovatrice des Cefa, notons que ceux du Parsef sont placés sous la tutelle du METPFQE et sous la supervision du Comité technique et organisationnel de gestion (CTOG) ayant un pouvoir délibératif, dont le secteur privé est l'un des membres. Les deux Cefa disposent d'un même statut juridique et jouissent d'une autonomie administrative et financière. Ils formeront des apprentis et des ouvriers qualifiés qui recevront, au terme de leur formation, un Certificat d'aptitude professionnelle (CAP). La gestion des Cefa, en partenariat avec le secteur productif représenté par Unicongo pour le Cefa de la maintenance industrielle de Pointe-Noire, et par Unoc pour le Cefa des métiers du bâtiment de Brazzaville, vise une meilleure adéquation formation/emploi.

Ainsi, cette cogestion impliquant le patronat et les professionnels de l'entreprise devrait dynamiser le dispositif de formation alternant l'école et l'entreprise. De même que la présence des professionnels et tuteurs d'entreprises au sein de l'équipe des formateurs des Cefa jouera un rôle essentiel au niveau de l'analyse des besoins en formation et du

Hôtel Azur 4*



LE GILBERT'S

au bord de l'océan et à deux pas du centre ville



Restaurant-Bar

L'ABRI-CÔTIER

en bord de mer

Spécialités de fruits de Mer et Grillades

Réservations au
05 761 68 42 / 05 557 66 80

RÉSERVATIONS

HÔTEL AZUR LE GILBERT'S

Tél. : + (242) 222 94 27 71 / 222 94 19 7400 / 06 657 30 30

resa@hotelazurle Gilbert's.cg

HÔTEL AZUR INTERNATIONAL

Tél. : 00 (242) 222 94 02 72 / 222 94 23 85 / 05 761 68 42

reservation@hotelazurinternational.cg

Email : contact@hotelazurinternational.cg

Site internet : www.hotelsazur.cg

Du 1^{er} janvier
au 1^{er} février

CHAMBRE STANDARD : -35% (hors taxe de séjour)

* Valable unique pour paiement CASH.



Anne-Françoise Degryck, Directrice générale de Total Congo, a annoncé le lancement officiel du concours « Startupper de l'année par Total », au cours d'une conférence de presse à l'Institut français du Congo de Brazzaville, le 13 novembre dernier, en présence des médias et des chefs d'entreprises de la place.

Ce concours lancé simultanément dans 34 pays africains est l'initiative et l'engagement de Total en faveur des jeunes entrepreneurs et vise à identifier, primer et accompagner les meilleurs projets de création ou de développement d'entreprises.

Il est ouvert gratuitement à tout congolais âgé de 35 ans au plus au moment du dépôt de candidature, à l'exception des collaborateurs du Groupe Total, ayant un projet de création d'entreprise ou dirigeant une entreprise créée depuis moins de 2 ans en cours de développement, répondant aux critères définis dans le règlement du concours.

les candidats ont jusqu'au 31 Janvier 2016 pour soumettre leur projet sur le site dédié : www.startupper.total.com

Les trois meilleurs projets recevront un label : « Startupper de l'année 2016 par Total », une aide financière, un accompagnement de Total Congo et Total E&P Congo.

Ils bénéficieront aussi d'une campagne de communication nationale pour leur promotion à travers le réseau des 40 stations de Total Congo.

Les partenaires de Total Congo pour cet accompagnement sont notamment Aries Investissements, le Forum des Jeunes Entreprises du Congo, la fondation Bantou Hub, les Mucodex et le cabinet de conseil Deloitte.

DEVENEZ
STARTUPPER DE L'ANNEE
ET GAGNEZ LE SOUTIEN DE TOTAL



Énergisons votre idée !

Les idées ont besoin d'énergie pour grandir. C'est pourquoi Total lance le challenge STARTUPPER DE L'ANNEE.

VOUS ÊTES JEUNE ENTREPRENEUR, VOUS AVEZ UN PROJET DE CRÉATION D'ENTREPRISE ? ET VOUS Y CROYEZ ?

Alors, n'attendez plus! Rendez-vous sur startupper.total.com pour soumettre votre projet avant le 31 janvier 2016. Un jury nommera les 3 meilleurs projets de l'année de votre pays*. Ils recevront le label STARTUPPER DE L'ANNEE 2016 du Congo, ainsi qu'une aide financière et un accompagnement de la part de Total. Alors, n'hésitez pas... votre passeport pour le succès est sur startupper.total.com pour tenter de gagner le soutien de Total.

Visitez nous sur www.startupper.total.com

SOUMETTEZ VOTRE PROJET SUR
STARTUPPER.TOTAL.COM
ENERGISON VOTRE IDÉE



contenu des enseignements à dispenser. Par ailleurs, il est prévu dans chaque Cefa un conseil pédagogique, un conseil de discipline et une commission hygiène, sécurité et environnement

Niveau d'avancement des Cefa du Parsef

A ce jour, les bâtiments des deux Cefa sur financement AFD sont entièrement construits. A Brazzaville, la réception provisoire a eu lieu le 17 Juin 2015, tandis qu'à Pointe-Noire elle devrait intervenir incessamment, à cause des travaux du grand atelier qui ont connu un retard. Certains autres travaux d'aménagements, tels que l'installation des équipements dans les ateliers, les groupes électrogènes, les bâches à eau, le mobilier administratif, sont en cours de finalisation. L'ensemble des documents administratifs et de gestion, pédagogiques et partenariaux qui, pour l'essentiel, sont déjà élaborés, attendent d'être validés et publiés par les autorités compétentes. Les cadres administratifs du METPFQE en charge de la direction sont déjà installés. Une ébauche des formateurs du ministère qui seront recrutés dans ces établissements a déjà été faite.

Ainsi, les points saillants suivants restent à résoudre pour rendre effective la rentrée dans ces nouveaux établissements de formation :

- la validation et la publication des textes administratifs, de gestion et pédagogiques devant régir le fonctionnement de ces établissements, à l'instar du « Manuel d'organisation institutionnelle et administrative » ;
- le recrutement des formateurs métiers et tuteurs réunissant les exigences pédagogiques et de gestion requises pour ce nouveau type d'établissements ;
- l'activation des accords de partenariat interne et externe, notamment en vue de la va-

ludation des référentiels des activités professionnelles et d'évaluation/certification.

A quand leur ouverture ?

A la lumière de ce qui précède, il peut être indiqué que l'ouverture officielle de ces deux Cefa devrait intervenir au cours de l'année académique 2015-2016, le temps de finali-

ser et de remplir l'ensemble des conditions indispensables au bon fonctionnement de ces Cefa, qui vont bouleverser les modèles classiques d'enseignement technique et de formation professionnelle au Congo. Le partenariat public-privé jouera un rôle essentiel grâce à la capacité des différents acteurs à travailler ensemble et à s'engager résolument

à apporter les ressources matérielles, humaines, financières et communicationnelles requises, pour la réussite des Cefa au Congo.

FRANÇOIS SITA, ENSEIGNANT-CHEFCHERCHER D'UNIVERSITÉ, EXPERT EN INGÉNIERIE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE PAR COMPÉTENCE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE HUMAN RESOURCES & VALORIZATION

Chevron annonce la première production du développement de Lianzi

Chevron Corporation a annoncé le 2 novembre dernier que sa filiale, Chevron Overseas (Congo) Limited, a commencé la production de pétrole et de gaz à partir du champ de Lianzi, situé dans la zone d'unitization offshore entre la République du Congo et la République d'Angola.

Situé à 65 miles (105 km) au large des côtes, à une profondeur approximative de 3 000 pieds (900 mètres) d'eau, le projet Lianzi est le premier actif opéré par Chevron en République du Congo et le premier projet de développement pétrolier transfrontalier au large des côtes de l'Afrique centrale. La production attendue de ce projet sera en moyenne de 40 000 barils de brut par jour. « Cette étape démontre que nous continuons à faire des progrès réguliers dans la réalisation de grands projets de développement », a dit Jay Johnson, vice-président du comité exécutif de l'Amont Pétrolier, Chevron Corporation. « Nous avons la plus grande liste de grands projets d'investissement de l'industrie, qui fourniront une valeur et un accroissement de production considérables. »

« En tant que premier développement énergétique offshore franchissant les frontières nationales de la région de l'Afrique centrale, Lianzi représente une unique approche de coopération pour le partage des ressources et pourra servir de modèle pour le développement de champs transfrontaliers similaires entre deux pays », a expliqué Ali Moshiri, président de Chevron Exploration et Production, Afrique et Amérique latine.

Un spectre d'activités très large

Le champ, découvert en 2004, comprend un système de production sous-marine et 27 miles (43 km) de conduite chauffée électriquement, la première de son genre à cette profondeur d'eau. Le système transporte le pétrole du champ à la plate-forme de Benguela Belize-Lobito Tomboco dans le Bloc

14 en Angola, et utilise un système de chauffage électrique direct (DEH) pour assurer l'écoulement de fluide dans une large variété de conditions. Chevron Overseas (Congo) Limited est l'opérateur du champ Lianzi et détient 15,75% de participation, aux côtés de sa filiale Cabinda Gulf Oil Company Limited (15,5%), Total E&P Congo (26,75%), Angola Block 14 BV (10%), Eni (10%), Sonangol P&P (10%), SNPC (la société nationale pétrolière du Congo, 7,5%) et GALP (4,5%). Chevron Corporation est l'une des principales compagnies énergétiques internationales intégrées. La société, basée à San Ramon en Californie, participe pratiquement à chaque facette de l'industrie énergétique. Chevron recherche, produit et transporte le pétrole brut et le gaz naturel ; raffine, commercialise et distribue les carburants et lubrifiants ; fabrique et vend les produits pétrochimiques et additifs ; génère de l'électricité et produit de l'énergie géothermique ; et élabore et déploie des technologies qui améliorent la valeur dans tous les aspects des opérations de la société.

LA RÉDACTION

BRÈVES ÉCO

Ralentissement confirmé pour l'économie continentale

Dépréciation de la valeur des matières premières, économie chinoise en berne, conditions financières moins favorables et persistance de faiblesses domestiques font partie des raisons qui expliquent le pronostic de croissance moindre (estimé à moins de 4%) de l'économie continentale, selon le FMI et La Banque mondiale, pour l'exercice 2015. Si cette prévision se confirme, elle constituerait un retour au bilan 2009, bien loin des 6,5% en moyenne enregistrés avant la fameuse crise des subprimes démarrée en 2007. Toutefois, d'après le Sénégalais Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, la baisse des matières premières peut aussi être une chance pour le développement durable si elle incite les pays africains à diversifier leurs économies, à améliorer le climat des affaires et la collecte de l'impôt, et à poursuivre les investissements permettant de moderniser le secteur agricole.

Le Doing Business 2016 salue les réformes entreprises en Afrique

Édité par la Banque mondiale, ce rapport annuel planche sur la réglementation des affaires et son application effective dans 189 économies mondiales. Singapour occupe la première place de ce classement où Maurice trône au premier rang africain (32^e mondial) devant le Rwanda, le Botswana et l'Afrique du Sud. Dans sa publication, l'Organisation internationale se réjouit des avancées constatées sur le continent, au sein duquel « un total de 69 réformes ont été mises en place dans 35 économies de l'Afrique subsaharienne. Parmi ces réformes, 29 ont été mises en place par 14 des 17 membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohad) ». Un bémol cependant selon les experts de la Banque mondiale, les efforts qui restent à fournir pour développer « un système efficace de résolution des litiges commerciaux, un domaine dans lequel la région obtient les scores les plus faibles à l'échelle mondiale ».

Ethiopian Airlines à l'honneur

L'Association des compagnies aériennes africaines (Afraa) a tenu sa 47^e assemblée générale annuelle le 11 novembre dernier à Brazzaville. L'occasion de désigner la compagnie aérienne de l'année, décernée pour la quatrième fois consécutive à la compagnie aérienne éthiopienne, qui a notamment récolté les fruits de ses excellents résultats financiers enregistrés en 2014. Pour justifier son choix, l'Afraa a souligné l'expansion constante du réseau intra-africain de cette compagnie, son plan de développement solide, sa rentabilité constante et ses choix stratégiques, ainsi que la justesse de ses partenariats avec d'autres compagnies aériennes africaines.

Le chiffre

40% C'est le niveau de baisse des investissements chinois en Afrique au premier semestre 2015, selon Shen Danyang, porte-parole du ministère chinois du Commerce. Le géant asiatique doit faire face à une inflexion importante de son activité économique, confirmée au troisième trimestre avec un taux de croissance estimé à 6,9%, son plus mauvais résultat trimestriel depuis 2009, date à laquelle la Chine était devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Conséquence fâcheuse pour de nombreux pays africains, ce ralentissement de la demande chinoise s'est aussi traduit par une chute importante du prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Marie-Laure, Guy et toute l'équipe du SEA CLUB tenaient à vous faire part de leur décision de fermer leur restaurant. Après vingt ans de service, ils ont décidé de tourner la page. Ils remercient toute leur clientèle de leur confiance et de leur fidélité tout au long de ces années et souhaitent bonne route à l'équipe d'Unicongo.

CO. DIS. CO

- Quincaillerie industrielle
- Parc Acier (tôles, poutrelles, laminés marchands)
- Fer à béton • Froid & climatisation
- Désinsectisation, désinfection, dératisation
- Magasin de pêche



Venez découvrir notre nouvel espace en magasin : **LA BOULONNERIE**

NOUVEAU !



BP 459 - POINTE NOIRE - CONGO

Tél. 06 650 92 61

e-mail : codisco@codisco-congo.com

METATOUT

PREFABS

Qualité et développement Durable !

Logements pratiques prêts à l'emploi

Bâtiments en acier léger galvanisé

Bâtiments à systèmes modulaires

Bâtiments en acier structural

Cabines Mobilier urbain

Bâtiments préfabriqués

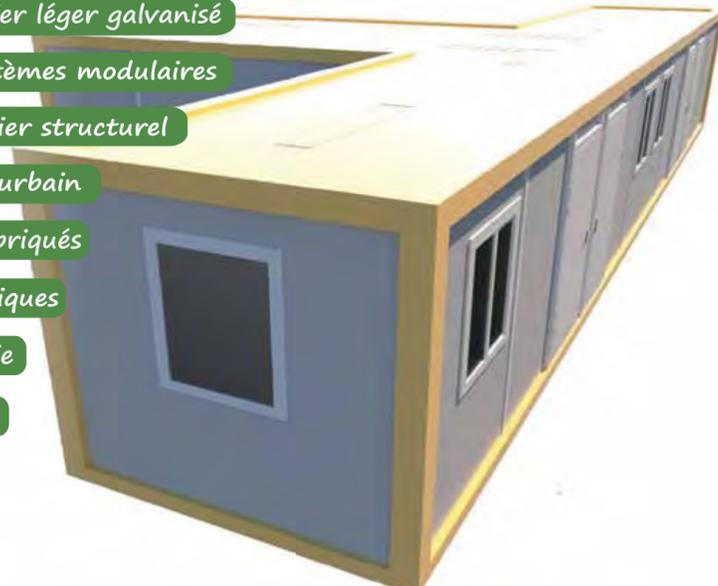
Bâtiments écologiques

Conteneurs de vie

Stations Services

Sanitaires

Hangars



Pointe-Noire Centre Ville - Avenue de Kimkambo (en diagonale de Servtec) Tel : 06 9999 666 - 06 947 22 22

Trans Air Congo (TAC), les ailes du succès

« Ce qui nous distingue des autres, c'est la qualité du service, la ponctualité et la sécurité »



Quand M. Bassam El Hage créa la compagnie aérienne Trans Air Congo (TAC) en janvier 1994, son initiative fut le fruit d'une analyse juste. La demande croissante à satisfaire, conjuguée à l'inefficacité des secteurs aérien et ferroviaire étatiques, permirent l'émergence de ce nouvel acteur. Aujourd'hui leader du transport aérien au Congo, TAC, dirigé par M. Ahmad et Mustapha El Hage, est un acteur incontournable sur la place aéroportuaire nationale.

Avec au départ un seul avion de type LET410, Trans Air Congo a d'abord régulièrement assuré les vols domestiques entre Brazzaville et Pointe-Noire. Ensuite, il a acquis des Antonov 24 permettant le désenclavement de villes telles qu'Impfondo, Owando, Nkayi et Dolisie. L'acquisition de ces avions a aussi permis de programmer des vols régionaux avec des dessertes sur Cotonou au Bénin, Libreville au Gabon, et Douala au Cameroun. Doté d'un capital de 1,4 Md de francs CFA, TAC compte aujourd'hui une flotte de 6 avions Boeing 737 et emploie environ 400 personnes réparties sur l'ensemble des sites précités. Dans le cadre d'un marché devenu très compétitif, Trans Air Congo confirme sa place

de leader. Avec en moyenne cinq rotations quotidiennes, cette compagnie aérienne a parfaitement saisi les enjeux du marché domestique. En matière de sécurité et de qualité de service, Ahmad El Hage nous a déclaré : « Depuis six ans nous sommes certifiés IOSA. C'est une certification IATA que nous passons tous les deux ans, avec succès. En ce qui concerne la sécurité de notre flotte, nous effectuons deux types de maintenance sur nos avions. La première est quasi permanente et est faite on line, la deuxième est périodiquement effectuée en Afrique du Sud. Pour un service plus performant, la société organise des formations en interne et externe. Nous avons des pilotes qui partent en formation sur simulateur en Afrique du Sud », conclut-il.

De nombreux projets en cours
Société de droit congolais, Trans Air Congo recrute majoritairement au Congo. Sur les 400 employés, 300 Congolais sont affectés à tous les niveaux, tant à l'administration qu'au niveau du personnel navigant commercial et du personnel navigant technique. « Ce qui nous distingue des autres, c'est la qualité du service et la sécurité de nos vols. La ponctualité est aussi l'une de nos priorités. Nous essayons d'être toujours à l'heure », rajoute M. Zehil, directeur de l'assurance qualité. En matière de développement, TAC envisage de changer et diversifier sa flotte pour utiliser des appareils Boeing nouvelle génération et, à court terme, acquérir un appareil de type Airbus A319. La société se penche

Grand angle

TAC
TRANS AIR CONGO



aussi sur la création d'un hangar de maintenance à Pointe-Noire dans l'optique d'accroître le taux de check effectué localement. Toujours dans le chapitre des projets, TAC étudie la possibilité d'augmenter le nombre de vols tant en national qu'en régional, pour que les passagers aient davantage de choix sur les jours et les horaires de vols. « Mais déjà nous offrons des services qui ne sont pas chez nos concurrents. Par exemple l'achat d'un billet et l'enregistrement en ligne. Le passager peut gagner du temps en imprimant son billet et en passant directement aux formalités s'il n'a pas de bagages en soutes. Ensuite nous sommes en train de réorganiser notre site internet pour pouvoir ajouter d'autres options, telle que l'accès d'un service Prime pour nos membres Miles Plus. Par ailleurs, nous avons élaboré une application pour iPhone et Android qui permet l'achat de billets et la réception des notifications ponctuelles sur nos flashes. Tous ces services seront mis en place avant la fin de l'année 2015 », affirme Sonia El Hage, responsable marketing. De même, TAC a mis en place un programme de fidélité à travers lequel les clients fidèles peuvent être récompensés, par exemple par des billets d'avion gratuits. Toujours à l'affût de nouvelles idées, la compagnie vient d'officialiser le lancement de son partenariat avec la société ADN Logistique afin d'acheminer ses passagers business de l'aéroport à leur domicile par des voitures de luxe. Ce partenariat garantit une flotte de plus de quarante véhicules à Pointe-Noire et Brazzaville.

JEAN BANZOUZI MALONGA

Laico Hotels

LEDGER

PLAZA MAYA MAYA *****

Brazzaville - Congo

Meilleurs Vœux 2016

Tél. : +242 05 666 95 95 / 06 948 35 48 - E-mail : reservations@ledgerplaza-mayamaya.com - www.ledgerhotels.com - www.laicohotels.com

OLYMPIC PALACE

Sejour, Charme et Gastronomie

54 CHAMBRES LUXES • 3 SUITES PRESTIGES • 1 SUITE EXECUTIVE

- Chambres spacieuses, vue sur piscine, Internet wifi, coffre-fort, mini-bar...
- Salles de réunion : ouverture en 2016 d'une salle de banquet de 1 000 m²
- Détente, piscine dans un cadre de verdure unique
- Restaurant « Le Missalas », cuisine gastronomique européenne et mets raffinés congolais
- Restaurant « L'Oriental », cuisine spécialités marocaines et libanaises
- « Gusto » grill tapas, au bord de la piscine, brunch tous les dimanches
- Fêtez vos événements privés
- Centre de fitness d'exception avec espace de musculation, saunas, Jacuzzis, ainsi que deux salles de massages thaïlandais
- Galerie de boutiques

Olympic Palace Hôtel

15, avenue de l'Amitié

BP 1050, Brazzaville - Congo

Tél. : +242 22 281 12 49 / +242 05 730 16 16

E-mail : contact@olympic-palace-hotel.net

www.olympic-palace-hotel.net

Radisson BLU
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

TRU BLU

UNE NOUVELLE
EXPERIENCE

RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL

Avenue Amilcar Cabral Centre-Ville, Brazzaville, Republic of Congo

T: +242 22 260 60 60 info.brazzaville@radissonblu.com radissonblu.com/en/hotel-brazzaville

TOURISME HÔTELLERIE RESTAURATION

La fédération Hôtellerie & restauration, ou le défi de l'atonie du tourisme au Congo

Bien que regroupant trois grands secteurs d'activité – l'hôtellerie, la restauration et le tourisme – la fédération Hôtellerie et Restauration n'est pas très représentative au sein d'Unicongo, pour diverses raisons évoquées par Alette Parfonry responsable de cette fédération.

D'après les dernières statistiques officielles en notre possession (2012), il y aurait 987 établissements hôteliers au Congo, dont 405 à Brazzaville et 278 à Pointe-Noire, pour une capacité totale de 12 427 lits. Seuls 24 établissements hôteliers sont « étoilés », un gros travail restant à faire concernant la normalisation des étoiles dans ce pays. Et d'après ces mêmes sources, le pays enregistrerait moins de 400 000 mouvements internationaux à l'arrivée (voyageurs surtout d'affaires).

Le tourisme a besoin d'être impulsé

Naturellement, ces chiffres ont depuis lors considérablement évolué, mais hélas sans pour autant satisfaire les attentes. Pourtant, le pays est exceptionnellement beau, avec une diversité dans la flore et la faune, que beaucoup de pays lui envient. Il n'y a toujours que très peu de touristes au Congo. Les conditions de ce développement ne sont pas encore réunies, malgré la volonté affichée des autorités congolaises de « créer les conditions propices à l'émergence d'une industrie touristique et des loisirs pour faire de cette activité, d'ici 2016, l'un des secteurs clés, capable de contribuer au PIB à hauteur de 10% ». C'est l'objectif que s'était fixé le gouvernement congolais il y a sept ans, au moment du lancement du programme de gouvernement dit « le Chemin d'avenir ». Il est encore long le chemin à parcourir...

Cet objectif affiché était fondé sur la base d'une stratégie de diversification de l'offre touristique, afin de la rendre attrayante et compétitive à travers la mise en valeur des nombreuses potentialités touristiques dont regorge le pays. Autrement dit, une mise en valeur qui passe par l'aménagement des sites, des voies de communication et la valorisation du patrimoine culturel

traditionnel et historique. Mais une fois de plus, hélas, à l'orée de cette échéance de 2016 on constate que cet objectif est encore loin d'être atteint...

Au-delà de l'aménagement des sites, des voies de communication sont nécessaires pour pouvoir développer le tourisme dans un pays, « il faut, entre autres, un prix du billet d'avion attractif, une facilité d'obtention des visas, des infrastructures correctes et des réceptifs pour accueillir, transporter, guider, informer le touriste, etc. De plus, il faut des écoles pour former le personnel hôtelier, de restauration, les guides touristiques, les réceptifs... Les villageois doivent aussi apprendre à recevoir le touriste, à l'accueillir sur le long terme pour lui faire aimer son pays, en lui donnant envie de revenir. Tout cela n'existe pas vraiment au Congo, bien que le tourisme soit un des sept clusters de diversification économique dans les priorités du gouvernement », explique Madame Alette Parfonry la directrice générale de Elais Hôtel de Pointe-Noire, présidente de la fédération Hôtellerie d'Unicongo qui comprend également le tourisme.

De nombreuses difficultés à résoudre

Les entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme en général, celles qui sont membres de la fédération en particulier, sont confrontées à de nombreuses difficultés. Alette Parfonry les résume en ces termes : « Nous avons comme beaucoup d'autres secteurs d'activité la difficulté de devoir faire face au secteur informel, et donc à une forme de concurrence déloyale importante. Les taxes liées à nos activités sont élevées. Outre les TVA et centimes additionnels normaux, nous avons une taxe spéciale sur la restauration. En hôtellerie, en plus de la classique taxe de séjour, nous devons payer une taxe touristique de 10% sur le prix de vente de nos chambres, soit près de 30% de taxes ! Beaucoup de structures par-

viennent à éluder ces dernières et le mal est aggravé par la concurrence des « guest houses », qui fournissent le même service que les hôtels, mais à titre... privé. »

En plus de cela, il y a la difficulté de recouvrement des créances, qui est devenue un mal national. Comme les hôtels sont en bout de course, ils le subissent à double titre car une grande partie de leurs opérations passe par des réservataires qui attendent eux-mêmes d'être payés avant de payer les hôtels, leurs délais de paiement en sont d'autant rallongés, explique Madame Alette Parfonry. Et d'ajouter : « Nous regrettons le peu de dialogue avec nos ministères de tutelle pour trouver des solutions à nos problèmes. » Par ailleurs, le niveau de formation dans le secteur est, à de rares exceptions, réellement médiocre. « A tel point que nous sommes obligés de reprendre le b.a.-ba et d'apporter un accompagnement de nos équipes 24h/24 et 7j/7, car le service ne s'arrête jamais », souligne Alette Parfonry.

Quelques pistes de solutions

A la question de savoir comment faire pour améliorer la situation du secteur, la présidente de la fédération pense qu'il y a un long combat à mener « pour convaincre les nouveaux adhérents que leurs intérêts se trouvent dans le groupe, dans la fédération, et qu'ensemble nous parviendrons à faire bouger les choses. Ace titre, bienvenue au Radisson Blu M'Bamou Palace Hôtel qui a rejoint notre union patronale. Et nous devons aussi convaincre le gouvernement que c'est dans son intérêt de récolter les taxes de façon plus harmonieuse. Des pistes sont possibles ». Au moment où nous mettions sous presse, la fédération comptait à peine une quinzaine d'adhérents.

Le tourisme au Congo : des potentialités à transformer en opportunités économiques

Le tourisme est un secteur en friche au regard des énormes potentialités qu'il présente, de la faible attractivité de la destination Congo et de sa contribution insignifiante au développement économique et social du pays.

Le lac Bleu, appelé encore Anneau de Saturne, se situe à 136 km sur la RN2 de Brazzaville.

À cheval sur l'équateur, le Congo s'étire sur 1 200 kilomètres, de la côte de l'océan atlantique à la frontière avec la République centrafricaine. Il offre une diversité de reliefs faits de plages côtières surplombées de falaises érodées à certains endroits, de massifs montagneux dans le Mayombe, de collines dans les pays du Niari et au Pool, de Plateaux au centre, et de plaines dont une partie est inondée dans le nord. Le décalage des saisons entre l'hémisphère sud et l'hémisphère nord est couplé à une variété de végétation allant de la savane arborée à la forêt dense. La riche hydrographie du pays est constituée de nombreux cours d'eau dont la plupart sont navigables. Des cours d'eau au bord desquels ont été érigées certaines villes sur

des sites offrant une vue extraordinaire du plan d'eau, telles que Impfondo au bord de l'Oubangui, Ouesso au bord de la Sangha, Owando au bord du Kouyou, Oyo au bord de l'Alima, et Brazzaville au bord du fleuve Congo. A ces cours d'eau, dont certains sont entrecoupés de chutes fabuleuses comme celles de la Loufoulakari et de Béla sur le fleuve Congo dans le département du Pool, et de Sounda non loin de Kakamoeka dans le département du Kouilou, se joignent les lacs parmi lesquels le plus célèbre et emblématique lac Télé, situé dans le département de la Likouala.

Les parcs nationaux, avec leurs riches ressources fauniques et leurs écosystèmes, complètent le potentiel touristique naturel du Congo. C'est le cas du Parc national de

Nouabalé-Ndoki – couvert de forêt primaire, qui fait partie d'un espace transfrontalier plus vaste appelé Trinational de la Sangha, entre les frontières de la République centrafricaine, du Cameroun et de la République du Congo – du Parc national d'Odzala, l'une des plus grandes aires protégées d'Afrique centrale, à cheval sur le département de la Cuvette-Ouest et celui de la Sangha et le Parc national côtier de Konkouati-Douli, dans le Bas-Kouilou, très célèbre pour ses chimpanzés. L'hydrographie particulièrement abondante de Brazzaville crée d'énormes possibilités de développement touristique dans la ville.

L'histoire et la culture du Congo

Les trois anciens royaumes du Congo – le royaume Loango qui s'étendait sur la côte

du Cabinda (Angola), du Congo et du Gabon, avec pour capitale Diosso au Congo ; le royaume Kongo qui s'étendait en Angola, en RDC et au Congo, avec pour capitale San Salvador ou Bandza Kongo en Angola ; le Royaume Téké qui s'étendait en RDC, au Congo et au Gabon, avec pour capitale Mbé au Congo – ont fortement marqué l'histoire et la culture du Congo, qui portent l'empreinte de ses diverses ethnies du nord au sud, notamment dans l'art.

Le rôle majeur du Moyen-Congo au sein de l'Afrique équatoriale française, dont Brazzaville a été la capitale, et de Pointe-Noire (*Ponte Negre*, nom portugais qui désignait la pointe de terre noire vue de la mer, sur laquelle fut érigée plus tard la ville et duquel a découlé le mot « ponténégrin », nom actuel de ses habitants), ville qui a été la capitale du Moyen-Congo de 1949 à 1958, fournit au tourisme un fabuleux potentiel qu'on retrouve à travers les sites historiques très peu connus de ces villes, dont l'architecture des vieux bâtiments, derniers témoins de notre riche histoire, est dangereusement menacée de disparition par les nouveaux immeubles stéréotypés « sans âme ».

Les infrastructures nouvelles

Les énormes investissements publics réalisés ces dernières années dans les domaines des transports, notamment routier et aéroportuaire, ainsi que l'érection des grands hôtels souvent de niveau international, sont autant d'atouts à l'émergence du tourisme, à condition qu'elle s'adosse sur une politique et une stratégie nationales de développement du secteur.

JEAN-JACQUES SAMBA

Un vecteur potentiel de développement et de diversification de l'économie congolaise

Pendant la période coloniale, le tourisme au Congo n'était essentiellement pratiqué que par les administrateurs coloniaux et les commerçants étrangers qui avaient aménagé des sites à la périphérie de Pointe-Noire et Brazzaville. Dans les premières années d'indépendance fut créé l'Office national congolais du tourisme (ONCT) sur les cendres du Touring Club, avec pour missions la promotion et le développement du tourisme national et la gestion du parc hôtelier de l'Etat.

À côté du transport, l'hôtellerie est une composante fondamentale du tourisme. Il est important de relever que le mot hôtellerie concerne en fait une diversité d'hébergements tels que les hôtels et résidences de tourisme, les campings et villages de vacances, les chambres d'hôtes et auberges. Au Congo, l'hébergement est quasi exclusivement composé d'hôtels. En 1988, l'offre d'hébergement était de 187 hôtels pour 2967 chambres et 3385 lits, avec une prépondérance des hôtels publics, parmi lesquels l'hôtel Cosmos actuellement en ruine à côté du Beach de Brazzaville, le Méridien devenu Hôtel Ledger Plaza Maya Maya, l'hôtel Pullman M'Bamou Palace actuellement Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel, l'hôtel Olympic actuellement hôtel Olympic Palace, le Novotel Mbou Mvoumou actuellement Elais Hôtel, l'hôtel Atlantic actuellement Atlantic Palace Hotel, le Motel Ndjindji actuellement Hôtel Palm Beach. Les faibles performances du secteur public hôtelier ont ainsi conduit au désengagement de l'Etat à partir de 1991, avec la privatisation des hôtels d'Etat.

La période trouble de la fin des années 1990 et du début des années 2000 fut catastrophique pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, comme d'ailleurs pour l'ensemble des secteurs de l'économie congolaise. La relance du secteur par la construction et la rénovation des infrastructures hôtelières sur l'ensemble du territoire national s'est adossée sur le dispositif de promotion des investissements privés institué par la charte nationale des investissements en 2003 et sur l'extension du processus de privatisation à l'ensemble du parc hôtelier de l'Etat.

Suivant l'annuaire des statistiques du tourisme de l'année 2013, le parc hôtelier comprend 1270 hôtels agréés avec 14 583 chambres et 29166 places lits répartis concentrés aux trois quarts environ à Brazzaville et Pointe-Noire. Quelques hôtels appartiennent à des chaînes internationales : Ledger-Plaza Maya Maya, Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel et Pafeco Maya-Maya. Conformément à la réglementation actuelle, le dernier classement général des établissements remonte à 1986. Les actions majeures prévues dans l'hôtellerie par le ministère porteront sur le recensement des établissements hôteliers, le classement des établissements d'hébergement et de restauration et la formation du personnel.

Bref aperçu sur le tourisme

A peine 300 000 touristes visitent le pays chaque année. Seuls les quelques touristes européens et américains drainés par la Congo Conservation Company (CCC) dans les campements touristiques du parc national D'Odzala viennent pour visiter la nature. Quelques touristes français qui, pour des raisons historiques et linguistiques, s'intéressent également à ce produit touristique. L'activité touristique liée aux voyages de vacances et aux déplacements des populations est encore peu développée, la destination touristique « Congo » étant encore très peu connue pour diverses raisons : cherté de la destination avec des coûts de transport et d'hébergement élevés, accès difficiles des sites touristiques, sites non aménagés, tracasseries diverses aux frontières, absence de promotion du tourisme, faiblesse des acteurs dans la fabrication de produits et l'ingénierie touristique. En dépit de ces faiblesses, le Congo est un pays potentiellement touristique puisqu'il regorge d'importantes ressources touristiques, notamment les aires protégées, la faune et la flore, le littoral, le fleuve Congo et ses affluents et les vestiges historiques et culturels.

Les perspectives

Le tourisme et l'hôtellerie ont été identifiés comme l'un des secteurs de croissance et l'une des grappes de la diversification de l'économie congolaise dans le Plan national de développement de 2012 à 2016. L'objectif est de porter la contribution du tourisme et de l'hôtellerie à 10% du PIB du Congo. Dans cette perspective, le ministère du Tourisme a lancé un projet d'élaboration d'une stratégie et d'un plan directeur de développement durable du tourisme – SP3DT – financé sur fonds propres, avec l'accompagnement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'appui technique de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). La mise en œuvre des orientations de cette stratégie déterminera l'avenir du secteur. Nonobstant les orientations attendues de la stratégie nationale, les actions suivantes paraissent indispensables : le classement des établissements d'hébergement, la mise en œuvre effective de l'Office de promotion de l'industrie touristique, l'adoption des projets de loi d'orientation et portant réglementation de l'activité touristique et du projet de loi portant création de l'agence d'aménage-

ment touristique, l'inventaire exhaustif des sites d'intérêt touristique, la reprise de la participation aux salons et foires du tourisme pour préserver la visibilité à l'extérieur et l'assouplissement dans l'octroi des visas aux touristes potentiels.

Le Congo et l'Organisation mondiale du tourisme

Le Congo est membre de l'OMT depuis 1979. Il a été membre du Conseil exécutif au cours des années 80. Il a été suspendu de l'organisation pendant une longue période de 1992 à 2014 pour des raisons financières. Après s'être acquitté d'une



dette de plus de 250 millions FCFA, le Congo est de nouveau éligible aux organes de l'OMT et peut prétendre bénéficier de ses projets d'appui technique.

CHARLES NGANGA,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU TOURISME



Bernabé

Plus qu'un équipement, une protection












Donnons aux Hommes les moyens de bâtir l'avenir



MULTICATERING CONGO SARLU

Prestations de Restauration collective et d'hôtellerie on et off-shore

Cuisine centralisée pour préparation des repas.

Livraison de plateaux repas aux entreprises

Gestion des bases vie
Entretien et jardinage

Gestion des déchets – Service de désinsectisation et dératisation

Certifications :
ISO 9001:2008, 26000, 22000, 14001
OHSAS 18001



MULTICATERING CONGO SARLU
62 rue Livata - Songolo • 4145 POINTE NOIRE
Tél. : 05 626 57 57 • Mail : info.multicatering@gmail.com

Dossier Hotellerie

Aliette Parfonry, directrice de l'hôtel Elais

« Notre professionnalisme et notre expertise nous caractérisent »



ching et tournaient en « autogestion ». Certains étaient qualifiés mais travaillaient sans moyen et sans filet. Il a fallu un certain temps et pas mal de formation et de réorientation pour retrouver la qualité de service. Une attention toute particulière est donnée à la formation continue dans les maîtrises des techniques d'accueil, de fidélisation des clients, de service, d'hygiène et de sécurité, ainsi que dans toutes les techniques de l'hôtellerie et de la restauration. Nous avons doublé le nombre d'employés et nous sommes en permanence en train d'en former.

Qu'est-ce qui caractérise l'hôtel Elais et quels sont ses atouts ?

Ce qui nous caractérise, avant tout, c'est notre professionnalisme et notre expertise. Tous les directeurs sont des spécialistes de l'hôtellerie-restauration et notre personnel bénéficie en permanence de la formation

continue. La grosse difficulté dans notre métier est la pérennité et la maintenance de l'outil. Il est impératif que le service et les prestations soient mis à niveau en permanence. Le client qui arrive à l'hôtel Elais, qu'il vienne du Congo ou de partout dans le monde, reçoit les mêmes standards de service qu'il pourrait trouver à Bruxelles, Paris, ou ailleurs. Tout est fait pour que les clients d'affaires, majoritaires au Congo, trouvent rapidement leurs repères et ce dont ils ont besoin pour satisfaire leur séjour au meilleur rapport qualité-prix. Notre flexibilité et notre réactivité aux demandes des entreprises sont aussi vivement appréciées.

L'hôtel est par ailleurs situé en plein centre-ville dans un jardin luxuriant de 2,5 hectares, à dix minutes de l'aéroport ou du port, et près des sièges de toutes les grandes sociétés nationales et internationales. Notre capacité d'accueil, avec nos 191 chambres, permet

aussi aux entreprises de loger dans un même site des groupes importants, et nous développons ainsi des relations privilégiées avec de gros clients qui apprécient la flexibilité que nous ne cessons de leur offrir.

Avez-vous d'autres services offerts en plus des services traditionnels d'hébergement et restauration ?

L'hôtel Elais est aussi connu pour sa capacité à accueillir et d'organiser des grands événements, tels que le Green Business, le Race Wood, les missions économiques internationales comme Maroc Export ou celles du Medef. Nos partenaires sont aussi bien les administrations et le gouvernement congolais que le secteur privé national ou international, les organisations internationales etc. La Fifa et les Diables rouges nous ont fait confiance dans leur fabuleuse ascension. Nous sommes fiers d'avoir pu participer à leur succès.

La piscine et le terrain de tennis de l'Elais sont accessibles aux clients de l'extérieur qui peuvent ensuite profiter de notre bar-piscine pour se relaxer après l'effort. Pour les enfants, nous avons des coaches sportifs de renommée. Chaque année, nous organisons les stages tennis-vacances (auxquels s'est rajouté le basket cette année) qui rassemblent près de 150 participants. Certains de nos jeunes étaient aux Jeux panafricains, cette année à Brazzaville.

Quelles sont vos perspectives de développement ?

Nous sommes en train de construire un bâtiment de trois étages pour nous permettre d'offrir de nouveaux services à nos clients dès le troisième trimestre de 2016 : location de bureaux à court, moyen et long terme, salles de séminaires et réunions, ainsi qu'un nouveau restaurant haut de gamme avec bar panoramique. Nous profitons de l'occasion pour construire des cuisines ultramodernes. Comme vous pouvez le constater, nous investissons toujours, malgré les incertitudes liées au cours du pétrole et à la situation politique. Nous croyons à l'avenir du Congo. Et nous allons de l'avant avec toute notre équipe.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

Pouvez-vous présenter l'hôtel Elais aux lecteurs de Congo Economie ?

Le groupe Ogepar, dont fait partie la société Sogico, a repris l'hôtel Elais en décembre 2006, dans le cadre d'une privatisation. L'Etat congolais cherchait un reprenneur capable de redonner à l'ancien Novotel Mbou Mvoumvou ses quatre étoiles aux normes internationales. Pari gagné ! Nous avons renoué l'hôtel en deux parties, en commençant par les cinq pavillons autour de la piscine (87 chambres et suites). Ensuite nous avons attaqué le bâtiment sur le boulevard Général-de-Gaulle, qui a été inauguré en 2012 et qui porte l'ensemble des chambres et suites à 191 unités.

Lorsque nous avons repris l'hôtel, il était dans un tel état de délabrement que seule une quarantaine de chambres sur les 191 pouvaient être louées. Les 70 employés de l'époque manquaient cruellement de co-



ELAIS

POINTE-NOIRE

Boulevard Général de Gaulle
BP 790 Pointe Noire – République du Congo
Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84
info.pn@hotelelais.com
www.hotelelais.com

Elais Hôtel ****

2,5 hectares en plein centre des affaires de Pointe-Noire.

191 chambres, dont 24 suites-studios, 4 suites juniors, 1 suite présidentielle et 3 appartements de 2 chambres.

La plupart des chambres, décorées avec raffinement, sont orientées vers la piscine ou les jardins.

Restaurant, nouveau bar, piscine, tennis, salle de fitness, salle de séminaire (500 personnes), parking.



« Une expérience élégante, sophistiquée et légendaire »

Patrick Dhoore, directeur général du Radisson Blu à Brazzaville

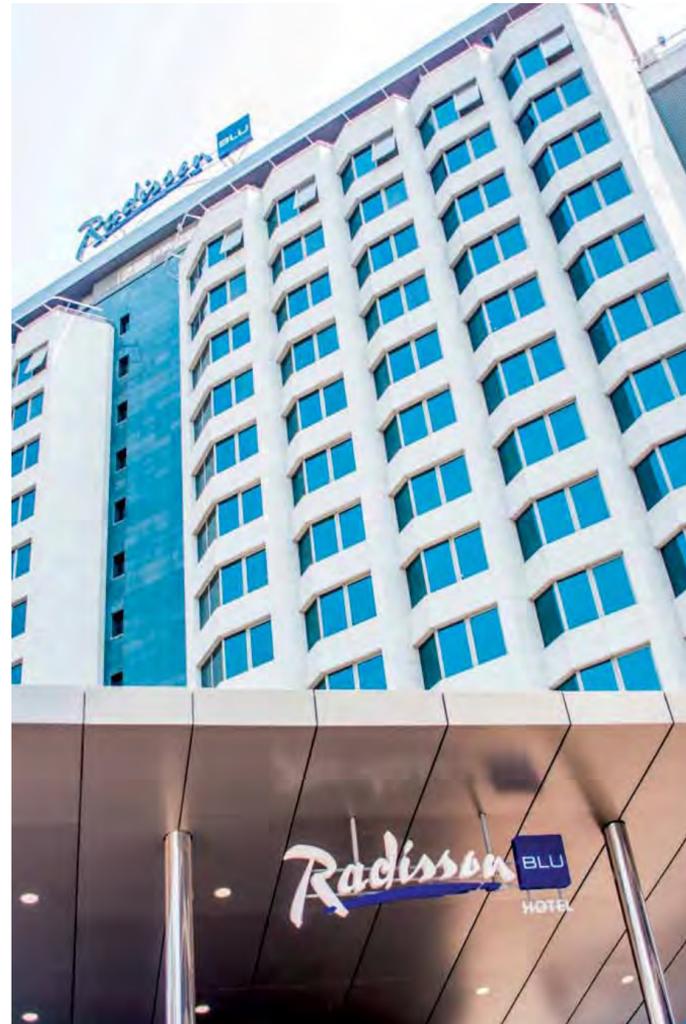
L'hôtel Radisson Blu est incontournable à Brazzaville. On comprend pourquoi lorsqu'on observe les services haut de gamme qu'il dispense. Et comme l'explique son directeur général, la présence de cet établissement constitue aussi un véritable levier de développement du tourisme au Congo.

Le Carlson Rezidor Hotel Group vient de prendre la gestion de l'ancien hôtel M'Bamou Palace, aujourd'hui Radisson Blu. Qu'est-ce qui a motivé votre groupe à s'intéresser à cet hôtel ?

Le Carlson Rezidor Hotel Group a toujours pris les devants dans les pays émergents. Ce continent a un potentiel de croissance énorme, il est en plein boom économique et son urbanisation est en plein essor. Cependant, il y a un manque cruel de chambres de qualité. Carlson Rezidor a le souhait d'établir notre marque phare haut de gamme, Radisson Blu, dans toutes les capitales et mégapoles économiques africaines. Radisson Blu a le plus grand nombre d'hôtels en développement sur le continent africain. (Source: *W Hospitality*, 2015).

Comment se présente actuellement le Radisson Blu ?

Le nouvel hôtel compte 178 chambres, dont 28 suites et deux penthouses, ainsi que 2600 m² d'espaces de réunion. L'hôtel offre un cadre de choix pour nombreux types d'événements, de la réunion d'affaires aux événements de plus grande envergure avec 700 participants. La salle de bal Cuvette, qui sera disponible en février 2016, est dotée d'une entrée séparée, ce qui la rend idéale pour accueillir des cérémonies de remise de prix, réceptions, diners de gala et mariages. Notre centre de remise en forme, le spa M'Bamou Palace, sera aussi disponible en février 2016. Il disposera d'une piscine extérieure bordée de cascades, d'une salle de



sport, d'un spa constitué de salles de massages et de soins individuels, d'un salon de coiffure, d'un sauna, d'un hammam et d'un jacuzzi. Le spa M'Bamou Palace bénéficiera d'une vue panoramique sur le fleuve Congo. Pour le plaisir des papilles, nous offrirons trois restaurants : le M'Bamou Larder & Lounge, qui est le restaurant gastronomique, le Feu des Saveurs, un restaurant-grill qui offre un panorama inégalable sur le fleuve Congo, et Il Taglio, situé à côté de la piscine, qui propose une cuisine italienne et conviviale d'un niveau exceptionnel.

Quels sont vos objectifs à court, moyen ou long termes ?

L'ouverture du Radisson Blu M'Bamou Palace Hôtel de Brazzaville marque l'arrivée au Congo de l'une des plus grandes marques d'hôtel du monde. Avec notre vision « Yes I Can » nous offrirons une expérience élégante, sophistiquée et légendaire aux voyageurs qui viendront au Congo.

Le secteur hôtelier est très concurrentiel à Brazzaville, sur quels atouts comptez-vous ? Notre localisation idéale, au bord du fleuve Congo et à quelques pas des banques lo-

cales et régionales et des institutions gouvernementales. De plus, nous proposons un service haut de gamme et international que beaucoup de voyageurs ont expérimenté dans notre chaîne d'hôtels à Dakar, Libreville ou encore Johannesburg. En outre, notre carte Club Carlson vous offrira des avantages dans tous les hôtels Radisson Blu du monde. Avec cette carte Club Carlson, les voyageurs peuvent aussi transformer leurs points en miles utilisables dans la plupart des compagnies aériennes.

Avez-vous des projets de développement, notamment dans le domaine touristique ?

Nous voulons être un soutien pour le développement du tourisme au Congo. Nous construisons une page web sur notre site pour promouvoir le parc Odzala, qui offre des visites dans les plaines des gorilles. Nous voulons nous appuyer sur notre notoriété pour aider le développement touristique du pays.

Un dernier mot ?

Nous avons aussi un engagement envers le respect de l'environnement et notre responsabilité à l'égard de la communauté locale. Nous avons planifié des actions pour soutenir des orphelinats ou des associations qui viennent en aide aux enfants de la rue. L'hôtel possède aussi un plan d'action « Entreprise responsable » qui couvre des domaines tels que la sensibilisation à la communauté, l'héritage culturel, les droits des salariés et des enfants, la santé et la sécurité ainsi que les améliorations environnementales. Nous sommes Brazzavillois !

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-JACQUES SAMBA

Congolaise de gestion de développement hôtelier et touristique (CGDHT) Les hôtels Azur International, Azur le Gilbert's, le Migitel et le restaurant l'Abri-Côtier

Groupe hôtelier fondé par Mme Micheline Potignon, la Congolaise de gestion de développement hôtelier et touristique (CGDHT) se décline en plusieurs établissements qui comptent 115 chambres se répartissant en trois catégories (Standard, Prestige, Suites). Le groupe emploie plus d'une centaine de salariés toutes catégories confondues.



L'Hôtel Azur le Gilbert's.

LCB Bank LA BANQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT



UN ÉCRIN
A LA HAUTEUR
DE VOS PROJETS

LCB Bank
GROUPE BMCE BANK

La garantie d'un transport fiable.
Le Mercedes-Benz Actros



rufin.lepembe@tractafricmc.com
www.tractafricmc-congo.com

Pointe-Noire
Boulevard du Président M. NGOUABI
B.P. 697 Pointe-Noire
Tél : (+242) 06 665 40 34

Brazzaville
113 av Edith Lucie BONGO ONDIMBA
(ex avenue du Port) - Brazzaville
Tél : (+242) 06 979 93 30

Situés en bord de mer, ces trois établissements font partie des hôtels les plus prestigieux de la ville de Pointe-Noire. Leur succès repose sur leur position géographique et la qualité de service qu'ils offrent. A cela s'ajoutent les prix attractifs (à la hauteur des prestations bien sûr) défiant toute concurrence. Bien évidemment, comme les autres établissements de ce secteur, ce groupe hôtelier rencontre des difficultés, notamment en termes de compétence du personnel. « Si un souhait ou un vœu était à formuler, il serait vraiment profitable à notre domaine d'activités de créer des structures de formations qualifiées et agréées, de préserver les équilibres de marché (respecter le prix en rapport avec l'offre), et garantir la notion de "compétitivité", c'est-à-dire offrir une hôtellerie juste sans favoritisme », explique Madame Alida Dany Tchicamboud, directrice commerciale de la Congolaise de gestion de développement hôtelier et touristique (CGDHT).

Azur le Gilbert's

Situé en bord de mer, dominant sur quatre étages la fameuse côte sauvage, l'hôtel Azur le Gilbert's offre une vue panoramique qui la classe parmi les meilleurs dans la ville. Il est l'un des rares hôtels quatre étoiles à Pointe-Noire qui offre des chambres luxueuses et un service de première classe. Le Gilbert's dispose d'une variété de 7 chambres standard dont 2 pour les personnes à mobilité réduite, 40 chambres prestige, 3 suites junior et 3 suites présidentielles. Toutes les chambres disposent d'un balcon avec vue sur la mer, à l'exception des chambres standard. L'éta-



La piscine de l'Azur International.

blissement est non-fumeur et les chambres sont équipées d'internet, air conditionné, télévision par satellite, réfrigérateur, coffre-fort électronique, téléphone... La salle du petit déjeuner (service en buffet) est ouverte tous les jours de 6h à 10h30. Le parking intérieur et extérieur est surveillé 24h/24 et 7j/7. Le transport de l'aéroport ou vers l'aéroport est gratuit sur réservation, au plus tard 24 heures auparavant et uniquement pour des groupes à partir de trois personnes.

Azur international

L'un des noms les plus connus dans la ville de Pointe-Noire est bien évidemment l'hôtel Azur International. Il existe depuis plus de trente ans. Un personnel chaleureux et professionnel assure le confort de 64 chambres dont 2 suites. L'hôtel Azur International est situé derrière l'hôtel Azur le Gilbert's. Les chambres sont spacieuses, abordables et équi-

pées de façon moderne de télévision satellite, du Wi-Fi, de l'air conditionné et de coffres-forts... La piscine, entièrement rénovée, est entourée d'un grand et beau jardin. La table de billard et le court de tennis sont quelques attractions à apprécier. La salle du petit déjeuner (service en buffet) de l'hôtel est ouverte tous les jours de 6h à 10h30. Le transport de

l'aéroport, ou vers l'aéroport, est gratuit.

Le Migitel

Hôtel pour une clientèle d'affaires, cet établissement est situé carrément sur l'avenue Charles-de-Gaulle, la principale avenue de la ville de Pointe-Noire. Donc très pratique pour un séjour professionnel ou pour des rendez-vous au centre-ville. Le Migitel, qui a ouvert ses portes depuis une quarantaine d'années, est un grand classique de Pointe-Noire. Il compte un peu plus d'une cinquantaine de chambres et appartient au même propriétaire (Groupe) que l'hôtel Azur International et le Gilbert's.

Le restaurant l'Abri Côtier

C'est l'une des meilleures tables de la ville de Pointe-Noire. Situé en face du Gilbert's, ce restaurant célèbre pour ses menus aux spécialités françaises et congolaises offre un cadre agréable, en bord de mer

JEAN BANZOUZI MALONGA



Le restaurant l'Abri-Côtier.

Des solutions de gestion pour améliorer la productivité de votre entreprise

sage Finance Commerce Paie & RH

DimoMaint Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur

- Référentiel Equipements
- Pièces Détachées
- Maintenance préventive, curative
- Gammes opératoires, etc.

AGIRH Gestion Intégrée Du Capital Humain

- Gestion du Capital Humain
- Paie
- Formation
- Carrière et Compétence
- Evaluation
- Recrutement

phd pheb Phéb Silié Publique

Pilotage Budgétaire et Gestion Engagements Achats

ORCHESTRA solutions

Solution Logiciel de Gestion et d'encaissement

Restaurant, Hôtel, Cafés, Bars, Buzine, Night-Club, Commerce de détail

MTI Integrated Business Solutions

MT@Cash Management Caisse de Fonctionnement Solution

Hôtel Restaurant Bar, Brasserie

Distributeur agréé : MT Informatique WWW.MTI-CONGO.COM

(+242) 05 553 16 10 / 06 629 11 68 - contact@mti-congo.com

LE ZANDOLI

UNE TABLE DE RÉFÉRENCE GASTRONOMIQUE À POINTE NOIRE

LE ZANDOLI
RESTAURANT GASTRONOMIQUE
IMMEUBLE MAISONS SANS FRÈRES CONGO
BP 1320 POINTE NOIRE
TÉL. : 05 511 59 45

UN RESEAU PLUS VASTE FAIT UN MONDE PLUS PETIT

Notre histoire n'est pas notre seul atout.
L'expérience de nos équipes, la fiabilité de nos programmes de vols,
l'engagement dans notre programme de fidélité et nos nombreux avantages
font de nous votre partenaire privilégié pour l'Afrique, Le Moyen-Orient et l'Europe*.
Nous avons pris un regard attentif pour l'année 2016 - de l'achat d'un billet jusqu'à l'obtention
de vos bagages - pour vous faire découvrir de nouvelles expériences.
Qualité et fiabilité sont vos priorités, à nous d'agir.

LA PERFORMANCE D'UNE COMPAGNIE NE SE RESUME PAS QU'A SA FLOTTE

Voyager n'est plus votre unique préoccupation lors de vos déplacements. C'est pour cela que
nous mettons des services uniques à votre disposition: transfert privé à l'aéroport,
enregistrement en ligne et priorité d'accès à l'aéroport font parties de nos engagements.

De plus, notre programme de fidélité a offert plus de 2 500 billets gratuits à nos membres
sur toutes nos destinations en 2015.

Votre fidélité est au coeur de nos priorités.

TAC
TRANS AIR CONGO

* voyagez sur un réseau plus vaste avec notre partenaire aérien.

TAC
TRANS AIR CONGO

www.flytransaircongo.com/milesplus

Pefaco Hôtel Maya-Maya, un nouvel acteur sur la place de Brazzaville

Dominique Marcel Viard, directeur général de Pefaco Hôtel Maya-Maya



Pouvez-vous commenter la structure de la clientèle de votre hôtel ?

Grâce à notre localisation privilégiée face à l'aéroport international Maya-Maya, nos clients sont principalement des voyageurs d'affaires mais aussi de loisirs. Quant à nos restaurants, ils sont fréquentés par les clients de l'hôtel mais également par les entreprises des alentours, des clients en repas d'affaires et des expatriés.

Quels sont vos projets à court, moyen ou long terme, en gros quelles sont vos perspectives ?

Notre priorité est la satisfaction de nos clients. Nous voulons continuer à former nos employés afin de garantir un service exceptionnel. Nous souhaitons devenir le lieu incontournable de Brazzaville. A court terme nous allons mettre en place des animations pour ouvrir l'hôtel sur la ville ; nous envisageons un programme de soirées à thème avec des spectacles.

Avez-vous des projets dans le domaine touristique ?

Actuellement nous avons deux hôtels ouverts au Congo : le Pefaco hôtel Alima Palace 5* à Oyo et le Pefaco hôtel Maya-Maya 5* à Brazzaville. Un autre projet verra bientôt le jour dans le village aéroportuaire de Brazzaville, avec la construction d'un complexe hôtelier de luxe intégrant un hôtel 5*, le Pefaco hôtel Prestige Brazzaville 5*, qui sera un centre de conférences international. Au Togo, un autre complexe hôtelier de luxe, le Pefaco hôtel Prestige Lomé 5*, est en cours de construction. Nous voulons développer Oyo au niveau touristique. Nous proposons d'ailleurs un week-end découverte en partenariat avec Eclair ; vol aller-retour depuis Brazzaville ou Pointe-Noire, pension complète au Pefaco hôtel Alima Palace 5* et visite des alentours. A chacun de mes passages, j'y apprécie la sérénité et le calme et je pense que cette destination est un endroit merveilleux pour se ressourcer le week-end, loin des tumultes et bruits de la ville, et pour profiter de la nature qui nous entoure.

Un dernier mot ?

Venez nous découvrir, l'expérience vous fera revenir !

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-JACQUES SAMBA

LA BRASSERIE DE LA MER

RESTAURANT - GLACIER - CATERING
BAR - BANQUET - EVENEMENTIEL



Le Warf, Pointe Noire, Congo-Brazzaville

+ 242 06 999 80 64 - 05 353 95 97

Monsieur le directeur, pouvez-vous présenter Pefaco Hôtel Maya-Maya ?

Pefaco Hôtel Maya-Maya 5* a ouvert le 25 août à l'occasion des 11es Jeux africains célébrés à Brazzaville. Il s'agit d'un hôtel cinq étoiles face à l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville, de 158 chambres de diverses catégories, 3 restaurants, 2 bars, des salles de conférences, une salle de sport ultramoderne, un court de tennis et une piscine. Pefaco Hôtel Maya-Maya 5* fait partie de la chaîne hôtelière espagnole Pefaco Hoteles, basée dans la ville cosmopolite de Barcelone. Pefaco Hoteles conçoit, finance, construit et exploite des complexes hôteliers de luxe en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Y'a-t-il un lien entre le projet de gouvernement de faire de Maya-Maya un hub et la création de Pefaco hôtel Maya-Maya 5* ?
L'hôtel fait partie intégrante du projet gouvernemental de faire du village aéroportuaire Maya-Maya la vitrine de Brazzaville.

Pefaco Hôtel Maya-Maya 5* est l'un des derniers-nés sur la place hôtelière de Brazzaville qui s'élargit. Quels sont ses caractéristiques et ses atouts face à la concurrence ?

Nos hôtels mettent à votre disposition les installations les plus prestigieuses de leurs destinations. Entre autres, le Pefaco Hôtel Maya-Maya 5* offre la qualité du service (avec les formations continues de notre équipe ; la proximité avec l'aéroport et la possibilité d'en venir ou de s'y rendre avec notre navette entièrement électrique et non polluante ; une cuisine internationale (française, africaine et italienne) ; un bar ouvert 24h/24 et la possibilité d'organiser des événements pouvant accueillir jusqu'à 1 000 personnes.

FACE À L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



ACCUEIL — CONFORT — STANDING



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



Situées en plein coeur du Village Aéroportuaire, les 158 chambres et suites du Pefaco Hôtel Maya Maya 5* vous accueillent dans un cadre idéal. La qualité des prestations et la localisation privilégiée de l'hôtel, ainsi que le raffinement et l'excellence du service, vous feront vivre une expérience unique pour vos voyages d'affaires et de loisirs.

www.pefacohotelmayamaya.com

ESSENCE BAR

HAVANA BAR

LE BISTRO PARISIEN

B5
CHELLI

MORINGA

ESPACE
MBONGUI

Boulevard Denis Sassou Nguesso | Brazzaville, République du Congo | tel : (242) 056 048 030/031 | info@pefacohotelmayamaya.com



Maher Ghidaoui, directeur général de l'hôtel Ledger Plaza Maya-Maya

« Nous avons enregistré une évolution annuelle constante »

C'est au terme d'une cure de jouvence particulièrement réussie que l'hôtel Ledger Plaza Maya-Maya a rouvert ses portes en 2012. Il offre aujourd'hui un ensemble de prestations à la hauteur de ses ambitions et des attentes de sa clientèle.



Monsieur le directeur général, pouvez-vous présenter votre hôtel à nos lecteurs ? L'hôtel Ledger Plaza Maya-Maya appartient à la société Laico Brazzaville. L'Etat congolais, propriétaire initial de l'hôtel le Méridien, l'avait cédé en 2006 à Laico Brazzaville, un ensemble immobilier à usage d'hôtel-restaurant d'une superficie de 30 000 m² à ce jour, géré par Laico hotels & Resorts Management. Laico Brazzaville s'est engagé à faire les travaux de réhabilitation et de modernisation pour atteindre le niveau de 5 étoiles. L'hôtel a repris ses activités le 15 juin 2012 après trois ans et demi de travaux, avec 158 chambres dont huit suites juniors, deux suites ministérielles et une suite présidentielle, deux restaurants, deux bars, une piscine extérieure, un centre de remise en forme avec un salon de coiffure et une salle de fitness,

un centre de congrès avec parking privé, un casino, une discothèque et une galerie commerciale avec un parking privé

Quels sont les principaux problèmes auxquels l'hôtel est confronté ?

Les principaux problèmes auxquels l'hôtel est confronté restent la stabilité du courant électrique, l'approvisionnement en pièces de rechange et en d'autres produits nécessaires à l'exploitation et au maintien du niveau de confort et des services proposés, et en disponibilité de travailleurs qualifiés, essentiellement au département maintenance.

Quelles sont ses spécificités ?

Au milieu de jardins paysagers luxuriants, à seulement deux pâtés de maisons du centre-ville, l'hôtel Ledger Plaza Maya-Maya est situé en plein cœur de Brazzaville. La capitale et la plus grande ville du Congo, c'est un véritable carrefour des cultures africaines. Entièrement rénové, l'hôtel abrite cinq salles de réunion pouvant accueillir jusqu'à 600 personnes, une piscine extérieure, un bar à vitamines et deux restaurants : Le Flamboyant, proposant des plats traditionnels français et congolais, et La Paillote. A seulement quelques minutes de l'Institut français du Congo et des rapides du fleuve Congo, Ledger Plaza Maya-Maya offre un pied-à-terre idéal pour explorer les trésors culturels et naturels de la région environnante.

Quelle a été l'évolution de l'hôtel dans le temps ?

L'hôtel Ledger Plaza Maya-Maya a été entièrement rénové entre 2009 et 2012 et répond aux normes hôtelières internationales. Depuis sa réouverture en 2012, il s'est positionné comme le plus grand

hôtel de Brazzaville et a enregistré une évolution annuelle constante pour clôturer l'année 2014 avec un taux d'occupation de 66,29%.

Quelles sont les activités spécifiquement dédiées aux touristes ?

Etant un hôtel de ville et d'affaires, le Ledger Plaza Maya-Maya héberge des conférences, des forums et des grandes manifestations nationales et internationales. Mais nous offrons à nos clients la possibilité de se relaxer au bord de la piscine, de profiter de notre centre de remise en forme, salle de fitness et terrain de tennis. Nous lui offrons la possibilité de se divertir dans notre discothèque ou casino.

Quelles sont vos perspectives de développement ?

Nous aspirons à consolider notre part de marché en développant une fidélité accrue de nos clients. Nous devons nous munir des moyens humains et matériels nécessaires pour rendre leur séjour encore plus agréable et confortable. Pour y parvenir nous avons l'obligation de rester à l'écoute de nos convives et veiller à la formation continue de notre équipe afin de répondre aux attentes de nos clients et les fidéliser. Par ailleurs, nous participons activement à la formation de jeunes pour la prise de conscience du métier d'hôtellerie et de restauration, en leur offrant des possibilités de stages pratiques d'insertion dans la vie professionnelle hôtelière, et en espérant contribuer à la création d'un centre de formation spécialisé dans l'hôtellerie et le tourisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-JACQUES SAMBA

Venance Alexis Gomes, directeur de l'hôtel Victory Palace

« Nous associons le charme d'une architecture coloniale avec le luxe et le confort d'un palace »

Idéalement situé dans le centre-ville de Pointe-Noire, le Victory Palace est l'un des plus anciens hôtels de la capitale économique du Congo. Venance Alexis Gomes, son directeur, nous dévoile les raisons de l'engouement que suscite son établissement.



Que peut-on retenir du Victory Palace, en guise de carte d'identité ?

L'hôtel Victory Palace est l'un des premiers hôtels de Pointe-Noire et du Congo, situé au 23, avenue Bouvanzi. Son positionnement stratégique dans la ville de Pointe Noire est idéal pour des personnes qui viennent dans le cadre du travail ou des affaires, comme pour celles qui souhaitent simplement découvrir notre si belle ville. Sa création remonte en effet à 1932, ce qui est remarquable par son architecture coloniale, très visible malgré la nouvelle décoration de sa façade. Entièrement rénové en 2006 par son nouveau propriétaire, l'hôtel Victory Palace associe aujourd'hui le charme d'une architecture coloniale avec le luxe et le confort d'un palace. Ses 47 chambres se composent de trois suites Prestige, une suite Junior, trente-trois chambres Exécutives et onze Duplex. Afin d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des services, le Victory Palace peut compter sur le professionnalisme et le dévouement de ses 75 employés. Nous mettons l'accent sur la disponibilité et

l'ouverture de notre personnel afin de mieux fidéliser nos clients.

Qu'est-ce qui distingue Victory Palace, quels sont ses atouts ?

En plus d'être idéalement situé dans le centre-ville de Pointe Noire, ce qui distingue le Victory Palace, hormis sa façade coloniale, c'est surtout le décalage entre cette même façade et la luxueuse décoration intérieure qui a pour objectif de surprendre les clients dès leur entrée dans l'hôtel, en leur offrant le confort d'un palace. Avoir misé sur le luxe du mobilier est aussi un atout non négligeable pour l'hôtel qui peut ainsi se différencier de ses concurrents directs. En effet, l'ensemble des chambres du Victory Palace sont climatisées et équipées d'un abonnement TV par satellite. Le Victory Palace offre aussi une connexion wifi gratuite, un petit déjeuner inclus dans le tarif des chambres, et un room service efficace et très réactif. Un autre de nos atouts réside dans la cuisine gastronomique que nous proposons dans



et dans une atmosphère raffinée et intimiste. Il est proposé une ambiance lounge avec des « happy hours » de 19h à 21h et un « before night-club » de 22h à minuit. Les amateurs de billard pourront aussi se divertir grâce à une table de billard professionnelle disponible.

Avez-vous d'autres services offerts en plus des services traditionnels d'hébergement et restauration ?

Oui, le Victory Palace offre aussi un service de location de voiture de luxe à travers l'entreprise EG MultiServices. Cette entreprise, leader dans le secteur de la location de voitures, est dotée d'un parc de véhicules haut de gamme, le plus complet de la ville de Pointe-Noire, et de chauffeurs professionnels. Afin de pouvoir répondre aux demandes de nos clients, nous proposons aussi des services de conciergerie personnalisée en fonction de leurs demandes. En effet, nos contacts et partenariats nous permettent de répondre à des demandes spécifiques relatives à l'acquisition ou la location de biens immobiliers, à la création d'entreprises ou de sociétés sur le territoire congolais, ou encore la mise en relation directe avec des avocats ou des juristes compétents à travers le cabinet d'avocat Gomes.

Dans un cadre plus léger, nous offrons la possibilité à nos clients de passer des nuits exceptionnelles dans le club le plus luxueux et le plus cosmopolite de la ville de Pointe-Noire. En effet, regroupant l'ensemble des professionnels les plus talentueux du monde de la nuit congolaise, le Crystal Club s'est imposé en un temps record comme la référence de la nuit dans la ville de Pointe-Noire. La



KANU EQUIPMENT

Experience The Support






Materiel de Terrassement et Construction Routiere
Pré-financements disponibles














sales@kanuequipment.com | www.kanuequipment.com

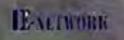
31 Avenue de la Frontière,
Ngoyo Centrale, Immeuble EBEH
BP: 5650, Pointe-Noire
République du Congo
RCCM: CG/PNR/09B1030
NUI: M2010110000574091

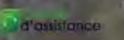


Société de Veille Technologique





NOS SERVICES

- Informatique
- Réseaux
- Systèmes & Sécurité
- Audit & Conseil
- Vidéosurveillance

- Gestion d'accès
- Développement Web
- Gestion des noms de domaines.
- Formations.

SAV: +242 06 646 38 38
NOUS SOMMES PRÊTS POUR VOUS AIDER

Spécialisé en réseau informatique, systèmes de télécommunication et en formation professionnelle, DE-Network vous conseille et vous fait profiter de son savoir-faire dans l'installation et l'évolution de votre système d'information.

www.toteka.com
www.de-network.net
www.formation.de-network.net
www.denetwork.freshdesk.com

+242 057 450 093 | contact@de-network.net | www.de-network.net

décoration magnifique, le haut standing du mobilier et les équipements haut de gamme, le professionnalisme du personnel et des DJs vous feront vivre des nuits inoubliables dans une ambiance festive et fraternelle.

Quelles sont vos perspectives de développement ?

Loin de vouloir se reposer sur ses acquis, le Victory Palace ambitionne de se doter d'une piscine à débordement qui sera située sur le toit de l'hôtel, au niveau de La Terrasse. Elle pourra offrir aux clients la possibilité de se relaxer en profitant de la vue panoramique et des charmes de la ville de Pointe-Noire au moment de son coucher de soleil. Un nouvel espace verra aussi le jour au niveau de La Terrasse. Il offrira aux clients une nouvelle carte de cocktails et de tapas. Un nouveau cadre chaleureux avec un mobilier chic et une ambiance guidée par un DJ professionnel. Des chichas modernes et très design agrémenteront cet espace de retrouvailles convivial et amical afin de proposer un nouvel endroit de divertissement et de relaxation dans la ville de Pointe Noire.

Le Victory Palace se lancera bientôt dans la rénovation des chambres exécutives afin de faire suite à la rénovation des duplex qui ont permis de ravir nos clients fidèles, et de séduire par la même occasion de nouveaux clients. Enfin, les perspectives de développements les plus importantes resteront secrètes, afin de pouvoir surprendre notre clientèle... et nos concurrents !

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

Talal Rihan, directeur général de l'hôtel Olympic Palace

« Nous privilégions le suivi et le bien-être de nos clients »

A l'hôtel Olympic Palace, la recherche de la perfection place les clients au centre de tout. Une offre permanente du bien-être envers ses hôtes, qui fait le prestige et la notoriété de cet établissement. Visite guidée avec son directeur général.

Situé en plein centre-ville, dans un havre de paix et de verdure, l'hôtel Olympic Palace est historiquement une société d'Etat qui fut privatisée en 2003. Après les troubles sociopolitiques et militaires de 1997, la réhabilitation complète de l'hôtel fut entreprise et achevée en 1998. Malgré sa renommée, l'hôtel ne comptait alors que 24 chambres dont 3 suites. Ainsi, afin de lui redonner sa réelle dimension et son prestige, un projet d'extension en plusieurs phases fut lancé. Une première



phase s'est achevée en 2007, portant la capacité de l'hôtel à 54 chambres tout confort, 3 suites Prestige et 1 suite Exécutive. Une deuxième phase d'extension des infrastructures s'est achevée en décembre 2012, avec l'ouverture d'un espace fitness, musculation, sauna, des salles de massage thaïlandais, un restaurant tapas et grillades au bord de la piscine, et une nouvelle salle de réunion de 100 m². Le nombre d'employés est ainsi passé de 40 en 1998 à environ 150 actuellement.

Tous ces investissements ont renforcé la notoriété de l'Olympic Palace Hôtel, notamment celle de ses restaurants : le Missala (gastronomie européenne et raffinée congolaise), l'Oriental (spécialités libanaises et marocaines), le Gusto (tapas et grillades) qui offrent une cuisine de qualité avec des produits frais arrivant de France, du Liban et du Maroc.

De nombreux projets en cours

Quand on demande à M. Talal Rihan, le patron de l'Hôtel Olympic Palace, pourquoi

cet hôtel demeure aussi célèbre après tant d'années, il répond : « L'hôtellerie est un métier où nous devons nous remettre en question chaque jour. Nous ne craignons pas et ne sommes pas victimes de l'usure. Nous privilégions le suivi et le bien-être de nos clients et, pour cela, faisons toujours notre maximum. » Ces propos expriment bien la recherche permanente de la perfection qui place les clients au centre de tout. Cette quête du bien-être et de la satisfaction des clients fait qu'en termes de perspectives de développement, l'hôtel Olympic Palace ouvre une salle de banquet de 1000 m² courant décembre 2015, peu avant les fêtes de fin d'année. « Une cuisine aux normes internationales et spécialement équipée pour la production de gros banquets verra le jour en 2016. Nous prévoyons également de rajouter notre hall de réception, de rafraîchir nos chambres et de réfectionner notre cuisine existante au Missala », précise M. Talal Rihan.

JEAN DE LA HAUTE



Global Développement
certifié
ISO 9001
apave certification

Fiabilité Efficacité Qualité Sécurité

Globalité

Votre santé, Notre priorité!



MAISONS SANS FRONTIÈRES CONGO
Construire Aujourd'hui votre villa de demain



Les Résidences Caraïbes

Dans la nouvelle ville de Kounda, le projet les « Résidences Caraïbes » intègre parfaitement le plan directeur de la ville de Pointe-Noire.

Situé à **15 minutes du centre-ville**, en empruntant une nouvelle route le long du littoral (CORAF), le projet de **3000 maisons de divers standing** est dans un site de 600 hectares environ, avec une vue imprenable sur la baie et le port de Pointe-Noire. Cette nouvelle ville répond à l'extension urbaine du centre-ville de Pointe-Noire, à l'horizon 2020. La commercialisation a commencé début 2015.

Les travaux de viabilisation ont commencé au mois de septembre 2014.

Cette nouvelle ville sera entièrement viabilisée (eau, électricité, routes et réseaux d'assainissement), selon un aménagement urbain en harmonie avec son environnement, conformément aux normes internationales.

Tel que le lotissement ROC de TCHIKOBO, au centre-ville de Pointe-Noire, les habitants du lotissement les « Résidences Caraïbes » bénéficieront de la proximité d'une zone tertiaire au centre de la ville.

BORD DE MER / Loisirs



BORD DE MER / Hôtels



BORD DE MER / Villas



Nos vastes projets correspondent pleinement aux objectifs socio-politiques fixés par le Président de la République du Congo, Monsieur Denis SASSOUS N'GUESSO, dans son programme «Chemin d'Avenir». Ainsi, nous répondons objectivement à la volonté des autorités gouvernementales et municipales pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

Copyright : MAISONS SANS FRONTIÈRES © 2014 All Right Reserved

Rejoignez-nous sur : [WWW.MSFCONGO.COM](http://www.msfcongo.com)

Siège social : B.P. 13934 Brazzaville
Succursale : B.P. 1320 Pointe-Noire, République du Congo
Téléphone : (+242) 22 294 17 60
Courriel : promotions@msfcongo.com

 Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

FORMATION - CONSEIL ASSISTANCE TECHNIQUE

- ✓ FORMATION CONTINUE POUR LES PROFESSIONNELS
- ✓ INGENIERIE ET CONSEIL EN FORMATION
- ✓ APPUI, ACCOMPAGNEMENT ET SERVICES AUX PME
- ✓ ETUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET SECTORIELLES
- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE AU SECTEUR PUBLIC

Une expertise à votre portée

CONTACTS

+242 22 281 10 33 / 06 859 76 20
iprc@iprc-training.com
www.iprc-training.com

Entretien avec Olivier Peix directeur de l'hôtel-restaurant Hippocampe

« Un rapport qualité-prix unique en centre-ville »

Le directeur de l'Hippocampe s'est prêté à l'interview de *Congo Economie* pour parler de cet hôtel-restaurant très attachant par sa taille et ses spécialités culinaires.

Pouvez-vous présenter votre hôtel-restaurant à nos lecteurs ?

Le restaurant Hippocampe a été repris en 1987 par Antoine Nguyen Kien et sa femme Yvonne, arrivés au Congo quelques années plus tôt. Situé initialement en face de l'hôtel Bikoumou, le restaurant n'est alors ouvert que le soir et sert plusieurs centaines de couverts les jours d'affluence. En 1991 le restaurant déménage et s'établit en face de l'ancienne Radio Congo, en plein centre-ville, lieu qu'il occupe toujours aujourd'hui. L'hôtel du 8-Novembre, antérieurement exploité par la Confédération syndicale congolaise (CSC), est repris et réhabilité. En plus des six chambres qu'il propose, six nouvelles sont construites. Ainsi, l'Hippocampe devient un hôtel-restaurant.

Après les événements de 1997, et grâce à l'aide de plusieurs amis expatriés et congolais, il est l'un des premiers établissements à rouvrir ; Monsieur Antoine Nguyen Kien – dit Tony – et son épouse ayant fait le choix de ne pas quitter le Congo. En 2004, leur fille Catherine et son mari Olivier décident de venir les aider dans la gestion de l'établissement au quotidien. Aujourd'hui, le personnel est composé de 16 nationaux et 3 expatriés. Outre les qualités individuelles de chacun, le personnel national est très fidèle depuis de nombreuses années puisque 20% travaillent au sein de l'établissement depuis plus de vingt-cinq ans, 50% depuis plus de dix ans et 30% seulement depuis moins de dix ans. A noter aussi qu'un seul licenciement a dû être prononcé ces cinq dernières années. Cette stabilité est sans conteste un atout majeur dans les relations clients-personnel-gestionnaires.

Qu'est-ce qui différencie votre hôtel de ses concurrents ?

Le principal atout de notre établissement est son rapport qualité-prix-emplacement-services, unique au centre-ville. Le caractère familial et sans prétention permet de rassurer aussi bien les clients, les gestionnaires que le personnel. L'écoute des clients, la compréhension de leurs problèmes et de leurs attentes, et les réponses apportées permettent à ceux-ci de se sentir toujours au mieux.

Quelle a été l'évolution de l'hôtel ?

La capacité de l'hôtel n'a pas évolué depuis sa création et c'est une volonté souvent réaffirmée. Nous sommes persuadés qu'augmenter cette capacité ferait perdre à l'Hippocampe son âme et son caractère familial.

Quelle est la structure de votre clientèle ?

Pour la partie hôtel, notre clientèle est très diverse, avec en premier lieu les forestiers (fidèles depuis la première heure),



les organismes internationaux, des consultants en mission et des hommes d'affaires du continent. Le restaurant, quant à lui, accueille une clientèle d'expatriés, mais

Quelles sont les difficultés auxquelles l'hôtel est confronté ?

Nous ne rencontrons pas de difficultés particulières. Je noterais plutôt une amélioration

des relations avec l'administration en général, plus coopérative que répressive au fil des années. Ceci est primordial pour la confiance.

Quelles sont vos perspectives de développement, notamment dans le domaine touristique ?

Le domaine touristique est à développer. Les touristes sont trop peu nombreux eu égard à la qualité des sites dont jouit le Congo. Nous rencontrons principalement deux catégories de touristes : des personnes fortunées qui connaissent la valeur unique des parcs et qui n'hésitent pas à dépenser des sommes conséquentes pour y avoir accès, et des personnes dites « routards » qui traversent le continent et dont les moyens sont plus limités, car leur voyage plus long. Le tourisme « de masse » n'existe pas. J'explique cela par des coûts de transport et de logistique élevés, des accès difficiles aux sites, un accueil des touristes négligé et une image souvent faussée de notre pays depuis l'étranger. L'amélioration constante des voies de communications terrestres, l'ouverture de nouvelles lignes aériennes régionales et internationales et la stabilité politique permettent d'être optimiste pour l'avenir.

Votre dernier mot ?

Depuis 2004 et notre arrivée au Congo, nous avons eu la chance de voir naître six enfants dans notre foyer, preuve que la vie au Congo, à Brazzaville et à l'Hippocampe ne doit pas être trop désagréable !

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-JACQUES SAMBA



EDEN
HOTEL - BAR - RESTAURANT

Récemment rénovée, la résidence hôtelière L'EDEN se situe à deux minutes de la plage du Wharf et de l'aéroport.

A partir de 50 000 fca la chambre TTC
Terrasse privative pour chaque chambre
Wifi gratuit, piscine,
canal +, climatisation
Restaurant aménagé avec terrasse

Telephone: + 242 06 620 12 12
email: reservations@edencongo.com



Dossier Restauration

Restaurant-bar Sous les Manguiers : la recette du succès

Au début des années 1988, Madame Antoinette Perray qui travaillait au service achats et ravitaillement en nourriture sur les chantiers d'une société pétrolière, décide de s'adonner à sa passion : la restauration. Parti d'un petit « nganda » (restaurant-bar de fortune) non loin du club hippique, sous les grands manguiers qui bordent l'avenue, ce célèbre restaurant de Pointe-Noire est devenu une référence locale.

Très rapidement, au début de la décennie 90, l'activité s'est développée, le coin est devenu très fréquenté, ce qui a nécessité la construction des infrastructures. Aujourd'hui, le restaurant-bar « Sous les Manguiers » est un ensemble de trois espaces : une grande paillette circulaire d'environ 70 places, une salle VIP d'un peu plus de 40 couverts, et un bar d'une capacité de 150 à 170 personnes. Soit une

capacité maximale de près de 300 personnes pour une grande manifestation festive. Une dizaine d'employés y travaillent à temps plein, auxquels il faut ajouter des tâcherons recrutés en fonction des besoins.

En sus du service traditionnel de restauration in situ, le restaurant offre des prestations de catering on shore et off-shore, l'installation et la gestion de base-vie, la location. Sur son

carnet de commande, on trouve des clients de renom. « Nous avons assuré le catering et prêtons nos services à des sociétés comme Chevron, Total, Eni, SDV-Bolloré, Panalpina, etc. Nous avons aussi organisé de nombreux repas pour les collectivités et administrations telles que la préfecture, la SNE, la CNSS, les services de douanes, des colonies de vacances, et autres », souligne Antoinette Perray avec une légitime fierté. Et de poursuivre : « Ce qui nous distingue des autres, c'est qu'en plus de la cuisine basique européenne, nous avons une bonne réputation sur les plats traditionnels congolais : le fameux saka-saka, le poisson, etc. Notre espace en plein air sous l'ombre du grand manguier est aussi prisé par les clients, surtout en saison de grandes canicules. Le cadre est tout simplement agréable et nous sommes ouverts tous les jours, du lundi au dimanche. »

Des projets en dépit de quelques contraintes

Mais comme la plupart des acteurs économiques de la place, le restaurant est obligé de faire face à certains inconvénients. Entre autres l'irrégularité de la fourniture d'eau potable par les services habilités, et l'électricité de mauvaise qualité qui met à mal le matériel et le dispositif de la chaîne de froid. On ne compte plus le nombre de citernes d'eau qu'il faut acheter par mois, ou encore la quantité de



carburant pour faire tourner le groupe électrogène. « Je crois qu'il y a un certain nombre de services publics qui ne sont pas convenablement assurés », dit le chef, amer. N'empêche, malgré ces difficultés, Antoinette Perray a des projets de développement. Il s'agit d'abord d'améliorer le site actuel avec un nouveau mobilier, de la décoration et du matériel plus moderne. Ensuite, investir dans l'exploitation du site hôtelier de FLM au Bas-Kouilou, non loin de l'embouchure du fleuve Kouilou sur la mer. Ce site est une merveille touristique que « Sous les Manguiers » se propose de valoriser davantage. Et, plus tard, ouvrir un autre cadre touristique sur un site déjà identifié, non loin de Madingo-Kayes. Puis, parallèlement, développer le service catering. En attendant la concrétisation de tous ces projets, Mme Antoinette Perray invite les gourmets, notamment les touristes, à venir apprécier les bons plats sous le manguier.

JEAN BANZOUZI MALONGA



Pellegrini Catering Congo

« Notre vision : être le meilleur prestataire en service de restauration »



CLINIQUE MEDICALE SECUREX

Ayant observé les conséquences souvent préjudiciables de l'arrivée tardive des soins ou des malades dans les lieux appropriés, le Docteur Jean-Daniel OVAGA créa la Clinique Médicale SECUREX avec un premier objectif : les Urgences Médicales. Cet objectif se concrétisa avec la création d'un Service d'Assistance Médicale d'Urgences (S.A.M.U) avec Ambulances.



La Clinique Médicale Securex est un établissement donnant des soins d'un haut niveau de qualité. Sa conception et son originalité au Congo Brazzaville lui confèrent une vocation nationale et internationale. Située en plein centre ville, la Clinique Médicale SECUREX est ouverte 24h sur 24. Elle possède une capacité de 20 lits, répartis en chambres climatisées communes ou individuelles, avec téléviseur. Le Service d'Assistance Médicale d'Urgence est la priorité spécifique de la clinique. Il est dirigé par un médecin urgentiste assisté d'une équipe d'infirmiers expérimentés, formés aux soins d'urgences et aux gestes de premiers secours.



Bloc d'accouchement



Bloc opératoire



Imagerie numérique



Stomatologie



Laboratoire



Parc automobile

La société Pellegrini Catering Congo intervient dans les secteurs de prestations de services de restauration (catering) et de nettoyage dans les entreprises, les hôpitaux, les établissements scolaires et sur les sites éloignés d'accès difficile, dans des environnements de cultures différentes.

Filiale du groupe Pellegrini, fondé en 1965 par Ernesto Pellegrini, président de la holding dont le siège se trouve à Milan en Italie, la société s'est installée à Pointe-Noire en 1986 sous la dénomination de Pellegrini International, pour accompagner la société Agip (devenue ENI Congo) dans ses activités de recherche et d'exploration-exploitation pétrolière. Du fait de l'avènement de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), dont le Congo est membre, et dans le souci de s'arrimer aux nouvelles dispositions juridiques, Pellegrini Catering Congo Sarl voit le jour en décembre 1998 en tant que société de droit congolais. Pellegrini Catering Overseas Sa, branche catering du groupe Pellegrini, est située à Lugano, en Suisse, et ses filiales sont présentes en Afrique (Lybie, Tunisie, Nigeria, Congo, Cameroun, Angola, Mozambique) et au Moyen-Orient (Iran, Oman, Arabie saoudite).

Une évolution remarquable

Avec à l'origine un seul client et un chiffre d'affaires annuel de moins de 1 milliard FCFA pour un effectif d'à peine 100 employés (directs et indirects), la société connaît le pic de sa croissance en 2012 en réalisant près de 10 milliards FCFA de chiffre d'affaires, grâce à la diversification de son portefeuille clients. Aujourd'hui, malgré la conjoncture difficile que connaît le secteur pétrolier (dont la société est fortement dépendante) à cause de la baisse du cours du baril de pétrole (moins de 50 dollars), le chiffre d'affaires annuel se stabilise autour de 9 milliards FCFA pour un effectif de 376 employés, dont 139 directs, et 17 expatriés dont une douzaine en rotation. La quasi-totalité des clients se comptent parmi les entreprises pétrolières (ENI, Total, Chevron) et paratpétrolières (Seadrill, Bassdrill, Saipem, Promar, Diamond...) pour la prestation de service de catering sur leurs différents chantiers que sont les plateformes, barges, bases vie, rigs, etc.

Des atouts face à une conjoncture de plus en plus difficile

Malgré la concurrence qui devient de plus en plus rude dans le secteur du catering au Congo, Pellegrini Catering Congo dispose de nombreux atouts pour y faire face : « Nous avons comme principaux atouts la qualité de nos prestations offertes par notre personnel qualifié et très expérimenté. Ensuite nous faisons une sélection rigoureuse des fournisseurs dans notre chaîne d'approvisionnement, tant sur le plan local qu'international. Et enfin nous avons des équipements de qualité supérieure et des moyens logistiques adéquats. Notamment un parc automobile de douze véhicules d'exploitation, plus un chariot élévateur et de nombreux conteneurs à température variable. Nous avons aussi un entrepôt de stockage de 1 200 m² dans l'enceinte portuaire de Pointe-Noire et une base logistique de 1 000 m² pour les opérations de chargement-déchargement et la manutention vers les différentes bases Total E&P Congo & ENI Congo », explique M. Sergio Glaudo, le directeur général de Pellegrini Catering Congo Sarl.

Dans la perspective de son développement, Pellegrini Catering Congo explore des niches telles que les hôpitaux, les maisons de retraites et les établissements scolaires pour les services de restauration, de nettoyage et de blanchisserie.

Guy KAMGA & J.B. MALONGA

SCAB - CONGO SA



Sécurité
Prévention et Protection
Gardiennage
Etude Audit et Formation
Téléalarme
Transport de Fonds
Cynotechnie
Dressage
Pension

Le véritable N°1 de la sécurité au Congo depuis 1975



Équipe d'intervention



Gardiennage



Téléalarme



Transport de Fonds



Équipe Cynophile

Siège Social & Direction :

Avenue Marien Ngouabi (vers ex usine Bata) - BP : 570 - Pointe-Noire (République du Congo)
Tél. : (242) 05 713 89 03 / 06 658 38 71 / 06 672 47 07 / 05 553 07 96 - E-mail : scabsecu@hotmail.com

Agence de Brazzaville : 166, rue Charles de Foucault - Quartier MFOA - BP : 15061
Tél. : (242) 05 578 53 11 / 06 627 71 62

www.scab-securex-congo.com

33 Avenue Amilcar Cabral, Centre Ville, Maya-Maya, Brazzaville, Congo

Tél.:(00242) 222.81.38.27 / (00242) 05.548.59.95

www.clinique-securex.com

Hôtel Azur Le Gilbert's

47 chambres, 3 suites junior et 3 suites présidentielles face à la mer.

5 salles de réunion de 10 à 400 personnes.

Tél. : 00 (242) 222 94 27 71 | 222 94 19 74 | 05 772 89 89 | 06 657 30 30



Du 1^{er} janvier
au 1^{er} février

CHAMBRE STANDARD :

● 90.000F CFA* (hors taxe de séjour)
du Lundi au Samedi

● 45.000F CFA* (hors taxe de séjour)
le Dimanche

* Valable unique pour paiement CASH.

BP 561 - POINTE-NOIRE - REPUBLIQUE DU CONGO
www.hotelsazur.cg

Emails de réservations :
resa@hotelazurle Gilbert's.cg
reservation@hotelazurinternational.cg

Renseignements :
contact@hotelazurinternational.cg

De Socorest à Sodexo Congo : une évolution remarquable

Présente sur de très nombreux sites industriels, la société Sodexo Congo a acquis une notoriété certaine dans le domaine du catering. Retour sur son histoire et les axes de développement de sa politique de responsabilité sociétale.



« Dans les années 60, en Provence, j'ai vu disparaître trois des plus grands chantiers navals mondiaux. J'ai fait alors, avant même de créer l'entreprise, un pari fou : Sodexo sera une entreprise de croissance », explique Pierre Bellon, le président du conseil d'administration de Sodexo. Pari tenu ! L'entreprise créée en 1966 à Marseille est présente dans plus d'une quarantaine de pays et connaît une croissance continue. Sodexo a ouvert sa filiale du Congo en 1981 sous l'appellation de Société congolaise de restauration

(Socorest). Très rapidement, la société s'impose au Congo, et particulièrement à Pointe-Noire, comme une référence dans le secteur du catering, précisément l'avitaillement des sites industriels. Socorest devient Universal Sodexo en 1999, puis Sodexo Congo en 2001. Sous la direction d'André Ozanne, Sodexo Congo emploie actuellement 505 agents, dont 121 en emplois directs. En faisant « de la fidélisation de ses clients et de la satisfaction de ses consommateurs et bénéficiaires la priorité du Groupe »,

Sodexo a acquis la confiance de grandes entreprises pour lesquelles elle assure la restauration et l'hôtellerie dans les sites industriels et les bases-vie. Elle opère entre autres dans les sites de Total, Penrenco, Bourbon, Sintoukoka, etc. L'entreprise est aussi en quête de marchés onshore avec les sociétés minières.

La RSE, un engagement permanent

Entreprise citoyenne, consciente de ses responsabilités sociétales, Sodexo Congo est en train de mener, dans le cadre du développement durable, un projet en partenariat avec Total E&P Congo. Il s'agit d'accompagner le développement des cultures maraichères des villages voisins du terminal de Djéno. C'est un projet créateur d'emplois dont les bénéficiaires pourraient aussi se constituer en fournisseurs de vivres frais auprès de Sodexo Congo. Jusque-là, Sodexo Congo importe l'essentiel de ses produits de restauration. Un peu à l'image du pays qui importe chaque année pour plus de 100 milliards de francs CFA de produits

alimentaires. Le Congo n'est pas vraiment un pays producteur agricole.

Par ailleurs, autant que possible, Sodexo Congo essaie de promouvoir le local content. « Sur les 505 agents nous n'avons que 16 expatriés. En dehors des cadres de management, sur nos sites nous n'avons que des "campboss" (responsables d'équipe de sites) congolais. Alors que d'autres sociétés font venir de l'étranger des cuisiniers, des pâtisseries que l'on peut trouver sur place, nous avons des chefs cuisiniers, des pâtisseries congolais », explique le chargé des ressources humaines de Sodexo Congo.

L'esprit de service, l'esprit d'équipe et l'esprit de progrès sont les valeurs prônées par Sodexo dont la vocation est d'améliorer au quotidien la qualité de vie de tous ceux qu'elle sert. Et aussi de contribuer au développement économique, social et environnemental des villes, des régions et des sites dans lesquels elle exerce ses activités.

JEAN DE LA HAUTE



Sofia Beach Qui peut faire ça ?



Parc de jeux pour enfants de 0 à 16 ans

Sur la Côte Sauvage (face à l'hôtel Azur Le Gilbert's)

1 anniversaire de 20 enfants = 5 ENTRÉES GRATUITES valables toutes l'année

SOFIA SERVICES - Tél. : (+242) 06 992 31 31 - (+242) 06 643 10 78
diradj.sofia_services@outlook.fr

M. Durlon Abiaga, directeur général de Tractaftric Equipment

« Le client, gros ou petit, est au centre de notre activité et de notre attention »



Tractaftric Equipment est le partenaire incontournable de nombreux acteurs économiques présents en République du Congo, dont les opérateurs des secteurs pétrolier et parapétrolier, ou encore des forestiers. M. Durlon Abiaga, son nouveau directeur général, revient sur les particularités de cette entreprise qui peut s'enorgueillir de quatre-vingts ans d'existence.

Vous êtes depuis le 1^{er} novembre dernier le nouveau directeur général de Tractaftric Equipment Congo. Quelle fiche d'identité peut-on dresser de cette entreprise ?

Je suis très heureux d'être appelé à diriger Tractaftric Equipment Congo. C'est une entité du groupe Optorg dont l'activité principale réside dans le service, l'accompagnement, la maintenance, la location et la vente du matériel Caterpillar comprenant entre autres les engins de terrassement, des unités de concassage et les équipements de production d'énergie. Notre activité s'étend également sur les engins de levage et de manutention et la mise en place de solutions complètes et spécifiques de générateurs, y compris l'ensemble des équipements électromécaniques et de sûreté pour tous les opérateurs industriels, miniers et pétroliers en on-shore ou en off-shore. Tractaftric Equipment compte à ce jour 103 employés répartis sur l'ensemble du pays avec deux agences : une à Pointe-Noire et l'autre à Brazzaville. Environ 80% des employés sont des nationaux. Il est à noter que cet effectif est constitué essentiellement de techniciens spécialisés dans chacun de nos domaines d'intervention pour répondre à tout moment aux sollicitations de nos partenaires clients.

Quels types de services proposez-vous exactement et à quel genre de clientèles (entreprises, ménages, etc.) ?

Nous proposons des services complets et à la carte suivant les besoins spécifiques des opérateurs des secteurs pétrolier et parapétrolier, par des équipements de production d'énergie au gaz ou diesel pour tout usage (base vie, forages et exploration off-shore, on-shore, sécurisation des installations, énergie solaire). Nous proposons également nos services aux forestiers par l'accompagnement, la mise à disposition des engins Caterpillar adaptés à cette activité exigeante, ainsi qu'aux activités des travaux publics et du bâtiment par le service, l'accompagnement et la mise à disposition des engins Caterpillar pour les terrassements, les VRD, le génie civil, la manutention, le levage et la production du concassé. Les agriculteurs trouvent également dans nos gammes du matériel adapté à l'environnement tropical comme les tracteurs agricoles, les chariots élévateurs et du matériel spécifique aux travaux et à l'activité agricole. De même, nous avons également du matériel adapté aux miniers, aussi bien dans les phases de découverte, de minage, d'exploitation, de transfert et de transport.

Par ailleurs, nous nous adressons également aux petites unités comme les PME et les particuliers pour l'acquisition du matériel spécifique comme des groupes électrogènes pour un usage domestique, les chariots élévateurs (Hyster), les tractopelles Caterpillar... Cet ensemble est complété par la gamme des produits disponibles auprès de notre société sœur Tractaftric

Tractaftric equipment,
à votre service depuis 80 ans



VENTE - OCCASION - LOCATION - SAV

**Tractaftric
equipment**

CAT

**Pointe Noire
Bd Président M. Ngouabi
Tél. 06 665 40 30**

Motors qui, entre autres, est concessionnaire des camions Mercedes et des camionnettes et pick-up Mitsubishi et Hyundai.

Vous venez de prendre la direction de cette société, dans quel état l'avez-vous trouvée ? Et quelles modifications ou changements allez-vous apporter ?

Tractaftric est une belle dame de quatre-vingts ans maintenant, autrement dit l'une des plus anciennes entités industrielles et commerciales installées en Afrique, et particulièrement au Congo. Demandez à n'importe quel Ponténégrin où se trouve le rond-point Tractaftric... Vous comprendrez notre notoriété et notre ancrage dans le paysage du pays. Nous avons accompagné le Congo dans son processus de développement depuis bien avant l'indépendance. Nous avons dû trouver des alternatives et des innovations pour nous adapter aux évolutions du pays, c'est de toutes les manières le fondement pour durer. Aujourd'hui, Tractaftric est dans un tournant comme le pays où il faut de nouveau innover et être inventif pour passer la période délicate actuelle consécutive au cours du pétrole qui a perdu 50% de sa valeur en moins de deux ans.

La feuille de route qui m'a été confiée par la direction du groupe est de miser à nouveau sur la plus grande des richesses de notre entreprise, la ressource humaine. Cette feuille de route sera axée entre autres sur :

- La formation de notre personnel technique en particulier le personnel local ;
- Le transfert des compétences ;
- Une incorporation des commerciaux dans tous les secteurs d'activités ;
- Des aménagements notables de nos espaces et de nos moyens de travail pour mettre dans

les meilleures dispositions nos collaborateurs dans l'exercice de leur fonction au quotidien. Nous avons la conviction que la solution à toute croissance se trouve d'abord en l'homme. Vous comprendrez qu'en fond d'écran, ma mission est d'actionner l'ensemble des paramètres permettant à notre entreprise de capitaliser tous les pôles de croissance à partir de la compénétration au-delà de la crise pétrolière qui je le pense et l'espère devrait commencer à s'estomper peu à peu dès l'année prochaine.

Comment appréciez-vous le marché de votre secteur d'activité ? Les difficultés ? Les améliorations souhaitées ?

Notre secteur d'activité étant intimement lié au développement des infrastructures dans le pays, a fortement attiré des nouveaux opérateurs durant la dernière décennie. Ceci a favorisé une forte concurrence dans le

secteur. Pour ma part, étant issu du milieu très concurrentiel des TP, vous comprendrez que la concurrence ne constitue pas une difficulté à mes yeux, mais plutôt un facteur de motivation supplémentaire pour aller de l'avant et de miser sur l'ingéniosité qui nous permet, à Tractaftric, d'avoir un coup d'avance ! Nos produits Caterpillar sont indémodables et les plus performants et les plus innovants du monde et particulièrement adaptés à l'Afrique. Avec cette base, il ne nous reste plus qu'à accentuer le service que nous mettons autour pour la satisfaction de nos clients. Après tout, c'est le client, gros ou petit qui est au centre de notre activité et de notre attention.

Quels sont vos projets en termes de perspectives de développement ?

Nous allons de nouveau mettre l'accent sur nos clients historiques que sont les forestiers.

Ce sont ces derniers qui disposent du plus grand parc d'engins Caterpillar. Il faut que nous leur offrions de nouveau le service et le conseil technique qu'ils méritent. Notre partenariat avec les industriels du secteur pétrolier doit nous permettre d'être en amont, source pour eux de propositions intégrées d'ingénierie EPG (Energie et Power Generation). De leur proposer des applications pour des équipements de qualité, de sécurité et de préservation de l'environnement. Nous pensons que nos actions sur ces acteurs de l'économie nationale – en y intégrant bien sûr les secteurs minier et agricole dont le développement devrait être exponentiel dans les prochaines années – permettront à notre entreprise de maintenir un niveau d'activité conséquent.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

Qui est le nouveau DG de Tractaftric Equipment Congo ?



Marié, père de trois enfants et âgé de 42 ans, M. Durlon Abiaga, le nouveau DG de Tractaftric Equipment Congo, a une double formation technique. Il est détenteur d'une maîtrise des Sciences et Techniques et d'un MBS (Master en Business Stratégie) obtenu à Lille, en France. Cette solide formation lui a permis d'exercer tour à tour les fonctions d'ingénieur des travaux hydrauliques, de conducteur de travaux, directeur de travaux, directeur d'exploitation et directeur général au sein de multinationales au Cameroun, au Maroc, au Gabon, en Guinée Equatoriale, à Sao Tomé... Il est pour ainsi dire issu du secteur du BTP africain. M. Durlon Abiaga a pris ses fonctions le 1^{er} novembre 2015. Il succède à Philippe Demeus qui était en poste depuis 2012. Présent au Congo depuis environ quatre-vingts ans, Tractaftric, une entité du Groupe Optorg, s'appelait auparavant Société commerciale du Haut-Ogoué (SHO-Congo). Il a été rebaptisé Tractaftric en 2011 lors de la séparation d'une part des activités Motors, représentant les marques Mercedes, Mitsubishi et Hyundai, et d'autre part des activités équipement.



LE CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET LA SANTE DES POPULATIONS



La mise en œuvre du projet d'extension du CENTS permet de rapprocher le CENTS des populations. Ainsi, en 2015, le poste de transfusion sanguine (PTS) de Ngabé a été inauguré par la Directrice Générale du CENTS Dr. Amélia BOKILO DZIA, évitant aux populations la traversée risquée du fleuve Congo. La transfusion a également démarré dans les localités d'Okoyo, Kélé, Mbomo, Mbama, Kindamba et Etoumbi après la

formation initiale réalisée du 19 au 22 août 2015 à Ewo du personnel de santé des hôpitaux de ces localités. Au total, le CENTS compte 36 postes de transfusion sanguine installés et fonctionnels au niveau des hôpitaux, à travers le pays.



La promotion du don de sang a connu plusieurs temps forts en 2015 parmi lesquels :

- La célébration le 14 juin 2015 sur toute l'étendue du territoire, de la journée mondiale des donateurs de sang avec environ 2500 diplômes remis. Ouesso capitale de la municipalisation accélérée a accueilli la célébration officielle de ladite journée et, a enregistré la participation d'un carré de donateurs de sang au défilé du 15 août 2015; La consolidation du partenariat du CENTS avec l'église et les forces armées congolaises (FAC) à Brazzaville à travers des collectes de sang au niveau des paroisses, des nouvelles recrues et, dix (10) éléments des FAC décorés par le Président de la République ;

- L'organisation avec le FNUAP et la Croix Rouge Congolaise des séances de sensibilisation et de collectes de sang pendant les 11^{èmes} Jeux Africains de Brazzaville à kintélé et au gymnase Maxime Matima.

Le partenariat, aspect très peu développé, qui mérite d'être promu au regard de la croissance annuelle d'activités du CENTS évaluée à 20% sans pour autant couvrir la demande nationale.

Il peut être de deux (02) ordres :

Le développement des partenariats public-privés, pour le financement du circuit du donneur et de la poche de sang, à savoir : la sensibilisation (recrutement des donateurs) et la prise en charge de la collation des donneurs, l'acquisition de consommables (prélèvement) et de réactifs (la sécurisation du sang), l'amélioration des processus, le renforcement du plateau technique ;



- Le renforcement du partenariat avec les formations sanitaires pour le suivi du malade, avec les administrations publiques et privées pour les campagnes de dons de sang et l'évolution du système transfusionnel vers les autres domaines (recherche, formation, qualité, éthique...).

Tous ces axes mis ensemble, contribuent à la sécurité transfusionnelle et à la disponibilité permanente et suffisante du sang et produits sanguins labiles. A titre de rappel, en 2014, malgré la disponibilité de 56.471 PSL, 30% des besoins n'étaient pas couverts, il en sera de même en 2015.



**Avec la contribution
de tous,
C'est possible !**

Le Pool TPV, ou comment rentabiliser l'assurance

Au début de la décennie 2010, quatre compagnies d'assurance installées au Congo-Brazzaville (ARC, AGC, Allianz et NSIA) constatent qu'en opérant chacune pour soi sur la branche assurance-automobile de transport public de voyageurs, les résultats obtenus sont très déficitaires. Elles décident alors de mutualiser leurs forces pour tirer profit de ce secteur en croissance. C'est ainsi que naquit le Pool Transport public de voyageurs (TPV) le 1^{er} janvier 2012.

Le pool a pour objet essentiel de répartir entre ses membres, après mise en commun, les risques d'assurances automobiles de transport public de voyageurs, y compris les véhicules de transport de tourisme. La mise en commun de ces risques a permis d'assainir la branche d'assurance-automobile de transport public des voyageurs. Une fois assainie, les sociétés d'assurance ont pu entrer dans une certaine rentabilité sur cette branche d'assurance affirme M. Justin Koguia, le directeur général de ce pool. « Le constat est que la sinistralité étant mise en commun, elle présente dorénavant des résultats plus intéressants. Le ratio sinistres à primes a baissé pour l'ensemble des compagnies. Il y a maintenant une rentabilité dans la branche automobile de transport public de voyageurs. Ce faisant, les sociétés d'assurance ont une certaine tré-

rorerie, et donc beaucoup plus de possibilité de payer les sinistres plus rapidement et plus efficacement », dit-il. En effet, avant la mise en place de ce pool, le ratio sinistres à primes sur cette branche arrivait à 120%, voire 130%. C'était une branche fortement déficitaire. « Elle tourne actuellement autour de 60% par an, sachant que le seuil de rentabilité est à 65%. En termes clairs et à titre d'exemple, cela veut dire que si les sociétés perçoivent une prime de 100 FCFA, ils payent des sinistres de 60 FCFA. C'est donc un ratio sinistres à primes très intéressant », conclut M. Justin Koguia. Il faut retenir que c'est à travers le ratio sinistres à primes qu'on détermine si une branche d'assurance se porte bien ou mal. Les statistiques de 2014 n'étant pas encore totalement closes, en se référant à l'année 2013 le montant versé par les sociétés d'as-

surance au Pool TPV s'élevait à 4,160 milliards de FCFA, contre un montant total de charges sinistres à payer d'un peu plus de 2,5 milliards de FCFA au titre de la même année, pour environ 25 000 véhicules TPV assurés.

Une communication utile autour des tarifs

De janvier à mai 2014, les cessions des primes effectuées par les compagnies d'assurance au Pool étaient d'environ 1,120 milliard de FCFA. Un montant partiel, d'autant plus que quelques compagnies d'assurance n'avaient pas encore versé leurs primes à cette période. Mais c'est non sans difficulté que le Pool TPV a démarré ses activités, d'autant plus, par exemple, qu'il a fallu augmenter de 5% les tarifs standards utilisés par les compagnies d'assurance afin de couvrir les frais



JEAN BANZOUZI MALONGA

ATLAS LOGISTIQUE - TRANSPORT & TRANSIT s.a.r.l.u.
Mieux vous servir, c'est notre devoir !

TRANSPORT

- Voie Aérienne
- Voie Maritime
- Voie Terrestre

TRANSIT

- Aérien (Import/Export)
- Maritime (Import/Export)

LOGISTIQUE

- Entreposage
- Consignation des navires
- Manutention

Représentant Hesnault France

Nos contacts

Direction Générale,
 37, Avenue Germain BIKOUMAT
 Centre-ville Pointe-Noire / République du Congo
 Tél : +242 05 530 46 58 / 22 294 10 12 - Fax : 22 294 10 46

E-mail : info@atlas-altra.com
 Site Internet : www.atlas-altra.com



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Boulevard DENIS SASSOU NGUESSO

B.P. 182 - BRAZZAVILLE



I. PRÉSENTATION DE LA CNSS

Le système congolais de sécurité sociale tire ses origines de l'arrêté 1925 ITT/MC du 28 juin 1956 avec la création de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales (CCPF). Dans sa forme actuelle, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale en abrégé « CNSS », établissement public à caractère social doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, est instituée par la loi 004/86 du 25 février 1986 portant code de sécurité sociale en République du Congo.

II. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

La CNSS est administrée par un Conseil d'Administration tripartite de neuf (09) membres et dirigée par un Directeur général qu'assistent sept (07) Directeurs divisionnaires.

Outre les directions centrales au siège à Brazzaville, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale est présente à travers sept (07) directions départementales dont six (06) à l'intérieur du pays (Kouilou, Niari, Bouenza-Lékoumou, Cuvette, Sangha, Likouala) et une (01) à Brazzaville.

La CNSS gère tous les travailleurs relevant du Code de travail sans distinction de race, de nationalité, de sexe et d'origine lorsqu'ils sont occupés sur le territoire congolais pour le compte d'un ou plusieurs employeurs nonobstant la nature, la forme et la validité du contrat, la nature et le montant de la rémunération.

La loi instituant le Code de Sécurité Sociale assimile aux travailleurs salariés : les apprentis, les stagiaires, les présidents directeurs généraux et directeurs généraux des sociétés anonymes, etc.

III. MISSIONS

La CNSS a pour mission essentielle de gérer le régime de sécurité sociale au Congo. A ce titre, elle sert les prestations sociales en espèces et en nature des trois branches suivantes :

- La branche des prestations familiales chargée du service des prestations familiales et de maternité ;
- la branche des risques professionnels chargée du service des prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ;
- la branche des pensions chargée du service des prestations de vieillesse, d'invalidité et de décès.

III. 1. Les Prestations Sociales Servies

A. Les prestations familiales et de maternité

- Elles prennent en compte :
- les allocations prénatales ;
 - les allocations et aides aux jeunes ménages ou prime à la naissance ;
 - les allocations familiales ;
 - les indemnités journalières de maternité et les soins prévus à l'article 113 du Code du travail ;
 - les prestations en nature.

B. Les prestations relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles

- Elles concernent :
- la prise en charge des soins et frais médicaux ainsi que les frais occasionnés par la réadaptation fonctionnelle et la rééducation professionnelle ;
 - l'attribution de la rente en cas d'incapacité permanente, temporaire ou partielle de travail ;
 - l'attribution d'une indemnité journalière ;
 - l'allocation de frais funéraires et rente de survivant en cas de décès de l'assuré (victime).

C. Les pensions

- Elles comprennent :
- les pensions de vieillesse normale, proportionnelle, anticipée,
 - les pensions de survivant,
 - l'allocation de décès,
 - l'allocation de survivant.

Le service légal des prestations est prolongé par une action sanitaire et sociale.

IV. LES RESSOURCES

IV. 1. La ressource principale

Les cotisations constituent la ressource essentielle et principale de la CNSS. Elles financent à 90 % les différentes branches aux taux ci-après :

- 12 % pour la branche des pensions dont 8 % à la charge de l'employeur et 4 % à la charge du salarié ;
- 10,03 % pour la branche des allocations familiales à la charge de l'employeur exclusivement ;
- 2 25 % pour la branche des accidents du travail et maladies professionnelles à la charge de l'employeur.

IV.2. Les ressources subsidiaires

Les ressources subsidiaires sont constituées des majorations encourues pour cause de retard dans le paiement des cotisations sociales ou dans la production des déclarations nominatives des salaires ; des produits des immeubles de rapport et des placements de fonds de subventions de l'Etat.

Les cotisations encaissées sont utilisées pour l'essentiel au paiement des prestations à hauteur de 85% et les 15% restants sont destinés au fonctionnement et à l'investissement.

IV. 3. La CNSS en chiffres (année 2015)

Qualité	Nombre
Employeurs actifs	88 271
Assurés simples	137 100
Allocataires	30 118
Pensionnés	39 331
Rentiers	2 329
Montant annuel des presta-	47 056 040 060 F CFA

V. PERSPECTIVES

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale a décidé de la mise en œuvre des réformes visant essentiellement la révision de la loi instituant le code de sécurité sociale afin de l'adapter au contexte socio-économique actuel.

Cette révision devra intégrer les impératifs ci-après :

- l'extension de la protection sociale aux couches les plus vulnérables et les plus défavorisées ;
- l'élargissement de la couverture sociale au secteur informel et l'ouverture d'autres régimes tel que l'assurance maladie ;
- le renforcement des capacités de gestion de la CNSS ;
- le rétablissement des équilibres financiers ;
- le relèvement des basses pensions ;
- la redynamisation et le renforcement de l'action de la CNSS en matière de recouvrement des cotisations ;
- la réorganisation de services en vue de la mise en œuvre d'une sécurité sociale de proximité par le transfert partiel ou total des pouvoirs de la direction générale vers les structures déconcentrées (Directions départementales et agences) ;
- l'ouverture automatique des droits à la retraite.

La CNSS ! votre assurance aujourd'hui et demain

Entretien avec Jean-Luc Lagarrigue, directeur d'Air France au Congo

« La concurrence est saine car elle pousse Air France à rester un leader »

Air France peut se targuer d'une très longue présence dans le ciel africain. Son directeur au Congo revient sur les grandes dates de cette histoire et dessine les contours de son futur.

Air France est la plus ancienne et la plus grande des compagnies aériennes desservant le Congo. Quelles furent les grandes étapes, les grands moments de son installation au Congo ?

En 1930, une convention a été signée pour l'établissement d'une liaison aérienne d'Aéromaritime hebdomadaire dans les deux sens, reliant Dakar à Brazzaville, avec escale à Conakry, Abidjan, Lomé, Cotonou, Port-Gentil et Pointe-Noire. La durée du voyage ne devait pas excéder cinq jours. **Dès 1936**, Air France, la Régie Air Afrique et la Sabena ont exploité une liaison France/Congo/Madagascar. Et, l'année suivante, Air France et Aéromaritime assuraient un service accessible aux passagers entre Toulouse, Dakar et Pointe-Noire.

En 1943, les Lignes aériennes militaires (LAM) dirigées par le colonel de Marmier ouvrent une liaison Pointe-Noire/Libreville/Douala/Lagos/Accra/Kano/Fort-Lamy (N'Djamena aujourd'hui). Ces vols sont assurés principalement par des Junkers JU.52. Les lignes de l'Aéromaritime furent attribuées à la nouvelle société nationale Air France **en 1945**. **L'année 1949** voit la création de l'UAT par les Chargeurs réunis, fondateurs de l'Aéromaritime, qui ouvre une liaison Paris/Douala/Pointe-Noire en Liberator. **En 1950**, Air France ouvre une ligne bimensuelle Paris/Alger/Kano/Lagos/Brazzaville en DC-4, qui deviendra hebdomadaire en août 1947.

A partir de 1951, l'amélioration de l'infrastructure en Afrique centrale permet à Air France la multiplication des liaisons directes avec la métropole. Sont ainsi desservies directement par les vols long-courriers : Dakar, Conakry, Bamako, Abidjan, Niamey, Lomé,

Douala, Fort-Lamy, Fort-Archambault, Bangui et Brazzaville. **Le 21 janvier 1951**, Air France inaugure une première ligne régulière hebdomadaire Paris/Tunis/Fort-Lamy/Bangui/Brazzaville, en DC-4 de 55 places. **En 1951**, les Constellations remplacent progressivement les DC-4 sur la ligne Paris/Douala/Brazzaville, offrant un gain de temps de six heures, et un an plus tard vers Pointe-Noire. Enfin, une agence Air France est inaugurée à Pointe-Noire **en septembre**



1952. La même année, Air France améliore ses services première classe vers Brazzaville en équipant les avions qui desservent ces lignes de fauteuils-couchettes. **En 1954**, UAT ouvre des liaisons hebdomadaires en DC-6 :

- Paris/Alger/Douala/Libreville/Pointe-Noire/Brazzaville/Bangui/Fort-Lamy/Nice/Paris.
- Paris/Alger/Niamey/Douala/Brazzaville/Pointe-Noire/Brazzaville/Bangui/Fort-Lamy/Tripoli/Marseille/Paris.

France met en ligne le Boeing 707 sur la ligne Paris/Douala-Brazzaville. **En juin 1960**, UAT reçoit son premier DC-8. Cet appareil est mis en service sur la liaison Paris-Douala-Brazzaville **le 11 septembre 1960**. Il offre 28 fauteuils en classe first et 88 en classe touriste. **Le 25 septembre 1961**, un DC-8 de l'UAT établit un nouveau record du monde entre Paris et Johannesburg, soit environ 9 000 km, en 10h17. Cet appareil a relié Paris et Brazzaville en 6h54 et Brazza-

ville à Johannesburg en 3h23. Le précédent record était de 11h10.

En 1992, Air France prend le contrôle d'UTA. **En avril 1993**, conjointement avec Lina Congo, Air France ouvre une ligne Paris-Pointe noire, via Brazzaville. **Fin 1996**, Air France assure cinq vols vers Brazzaville (contre deux l'hiver précédent). **Le 5 janvier 1998**, conjointement avec Air Afrique, Air France lance un vol hebdomadaire sans escale entre Paris et Pointe Noire, assuré en Airbus A310. Les vols d'Air France en direction de Brazzaville, suspendus depuis **octobre 1997** pour des raisons de sécurité, reprennent progressivement à partir de **mars 1998**, une fois par semaine le lundi, puis à compter du **13 avril**, deux fois par semaine, le lundi et le jeudi. Durant l'hiver **1998/1999**, trois fréquences hebdomadaires Paris-Brazzaville sont exploitées par Air France : deux via N'Djamena, une via Bangui. **En janvier 1999**, la desserte de Brazzaville est à nouveau suspendue. A compter du **2 mai 2000**, la compagnie assure un vol hebdomadaire entre Paris et Brazzaville, via N'Djamena, en A310. Puis à l'hiver, Air France dessert Brazzaville deux fois par semaine, puis sans escale en été.

Puis est venue la création d'une nouvelle compagnie Air Afrique, une société privée dont les Etats auraient une minorité du capital, aux environs de 20%, et Air France 35%. Cette entreprise utilise le nom, le logo et les droits de vol de l'ancienne compagnie.

En mars 2003, Air France propose une 3^e fréquence hebdomadaire Paris-Brazzaville. **Le 28 janvier 2004**, Air France ouvre l'escale de Pointe-Noire avec le nouveau produit Dedicate. Ce concept a été développé pour permettre aux collaborateurs des entreprises énergétiques ou engagées dans la reconstruction de rejoindre aisément leurs centres d'exploitation ou leurs chantiers. C'est à la demande des professionnels du pétrole qu'Air France a ouvert des vols directs vers Pointe-Noire. Une troisième fréquence hebdomadaire est ajoutée dans le programme été. **En mars 2005**, Air France ajoute deux fréquences hebdomadaires supplémentaires sur Pointe-Noire, soit cinq vols par semaine en A319 Dedicate. Brazzaville est desservie à raison de trois vols hebdomadaires en Airbus 330. Durant l'été **2007**, les dessertes de Brazzaville et Pointe Noire sont assurées par Air France à raison de trois vols hebdomadaires, sans escale. Actuellement, Air France offre dix fréquences par semaine au départ du Congo, quatre au départ de Brazzaville et six au départ de Pointe-Noire en Airbus 330.



Peut-on connaître les chiffres clés de la présence de cette compagnie au Congo ?

On dénombre dix vols Air France de et vers le Congo par semaine. Nous proposons quatre vols directs par semaine en Airbus 330 entre Paris et Brazzaville, la capitale administrative, et six vols par semaine entre Paris et Pointe-Noire, la capitale économique du pays. A bord de l'Airbus 330-200, 208 sièges sont répartis en trois cabines de voyage (40 sièges en Business, 21 en Premium Economy et 147 en Economy). Soit 2 080 passagers possibles par semaine entre Paris et le Congo. Les horaires des vols permettent des correspondances optimales vers le réseau moyen-courrier et le long courrier d'Air France via le hub de Paris-Charles-de-Gaulle.

Qui sont les clients d'Air France au Congo ?

Le trafic est majoritairement à motif professionnel : cadres et chefs d'entreprises, officiels, diplomates, ONG, commerçants,

PME. Mais il est aussi plus saisonnier, avec des Congolais rendant visite à leurs proches, des expatriés voyageant pendant les vacances scolaires.

Air France emploie directement 33 personnes au Congo, à Brazzaville et Pointe-Noire. L'activité des équipes se répartit entre les escales, les fonctions commerciales et administratives et les deux agences de vente grand public en centre-ville, à Brazzaville et Pointe-Noire. Chaque agence à un plateau affaires, un point de vente à l'aéroport de Brazzaville et un site internet d'information et de vente (www.airfrance.cg). Par ailleurs, des commerciaux visitent les entreprises pour proposer des contrats de transport avec des conditions négociées. Air France se caractérise aussi par un service après-vente important et disponible.

L'ensemble des équipes opère sous la responsabilité d'une délégation régionale Air France basée à Libreville, qui regroupe sept pays (Cameroun, Centrafrique, Congo,

Gabon, Guinée équatoriale, République du Congo, Tchad). D'autre part, Servair, filiale du Groupe Air France, acteur majeur de la restauration aérienne sur le continent, est présente à Brazzaville. Sur les douze derniers mois à fin septembre 2015, Air France a transporté 154 387 passagers (+7%) depuis et vers le Congo (soit 82% de part de marché sur Paris, source Aerco).

Qu'est-ce qui distingue Air France des autres sociétés concurrentes installées au Congo ? Quelle est votre appréciation de la concurrence ?

Avec son hub de Charles-de-Gaulle, Air France propose des destinations dans le monde entier. La concurrence est saine car elle pousse Air France à rester un leader dans tous les domaines du transport aérien, en améliorant toujours son offre de produits et services. Au niveau mondial, Air France est en concurrence forte avec les compagnies américaines, européennes, asiatiques et du Moyen-Orient. Pour les ventes réalisées au Congo, les principaux concurrents d'Air France sont Ecar, Royal Air Maroc, Ethiopian Airlines.

Quelle est l'implication d'Air France, ou comment cette société participe-t-elle au développement du tourisme au Congo ?

Air France est la compagnie qui offre le plus de sièges depuis Paris vers le Congo en vols directs. Son réseau et l'alliance Skyteam permettent de relier le monde entier au Congo. La compagnie propose des tarifs négociés de bout en bout moins cher – par exemple un (BZV CDG WAS) en un seul billet est

moins cher que (BZV CDG+ CDG WAS) séparés. C'est encore plus vrai si vous n'utilisez pas la même compagnie. Son réseau de vente est mondial et peut toucher tous les clients potentiels intéressés par le Congo. La politique tarifaire souple permet de proposer des tarifs très bas selon les dates.

Quelles sont les perspectives, en termes de projet de développement, d'Air France au Congo ?

Air France a fortement augmenté son offre de sièges sur le Congo en 2014. L'objectif est de solidifier cette structure de vols, avant d'envisager de l'augmenter. A moyen terme, Air France travaille sur des projets de services H24 pour tous au Congo (téléphonie et services aux entreprises).

Un dernier mot ?

Il ne faut pas oublier que dans le transport aérien le niveau tarifaire est justifié par la qualité du produit et des services. Selon les compagnies, ces produits et services sont plus ou moins nombreux et développés. Les critères de satisfaction des clients sont très variés, comme par exemple les types d'appareils ; le service à bord ; la gastronomie servie ; les fauteuils ; le choix des destinations (programme propre plus alliances) ; la fréquence des vols ; la sûreté ; la ponctualité ; les services après-vente ; l'image de marque ; le programme de fidélisation ; les innovations technologiques ; la qualité de l'information ; les tarifs...

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

Jardin des Saveurs Restaurant

Tél: 05 525 22 61 / 05 617 20 85



BLUEBIZ

AIRFRANCE KLM

La façon la plus simple de récompenser votre entreprise

BlueBiz est le programme d'Air France et KLM exclusivement dédié aux entreprises. Profitez dès à présent de l'inscription gratuite en prévision de vos prochains voyages et cumulez des Blue Credits pour réserver vos billets Prime.



Inscrivez-vous gratuitement sur airfrance.com
ou flashez ce code avec votre smartphone



Droits réservés

Le Niari, au-delà de l'exploitation forestière

A mi-chemin entre la capitale Brazzaville et la côte atlantique abritant le port de Pointe-Noire, le département du Niari jouit d'une position géographique favorable à l'épanouissement de son potentiel économique, confiné jusqu'à récemment à la seule exploitation du bois. Mais les perspectives industrielles, minières et agricoles sous-tendues par la modernisation des infrastructures énergétiques et de transport, feront dorénavant du Niari un des moteurs de l'économie congolais.

Arbre de Brazza, à l'entrée de Dolisie.

Voisin du Kouilou à l'ouest, de la Bouenza et la Lékoumou à l'est, le département du Niari est aussi limitrophe du Gabon au nord-ouest, de l'Angola (Cabinda) et la République démocratique du Congo au sud. Il s'étend sur 25 925 km² (soit 7,5% de la superficie totale du pays), traversés par le fleuve Niari d'où il tire son nom. Son chef-lieu est Dolisie, la troisième ville du pays, créée en 1934 et surnommée capitale de l'or vert. La ville tire son nom de Louis Henri Albert Dolisie, alsacien né à Mutzig le 22 décembre 1856 et compagnon de l'explorateur Pierre Savorgnan de Brazza qui lui confia Loango, ainsi que la mission d'ouvrir une route du Kouilou au Niari. Explorateur et administrateur colonial français, Dolisie fonda le poste de Bangui le 25 juin 1889 à l'issue de l'exploration des bassins de la Sangha et de l'Oubangui. Il fut lieutenant-gouverneur du Congo français du 1^{er} juin 1894 au 22 janvier 1899, date de son décès à Orléans.

La prépondérance de l'exploitation du bois

En effet, pendant longtemps, depuis la période coloniale, les forêts du Niari ont été le principal pôle de production du bois au Congo. Notamment avec la fameuse Société congolaise des bois (Socobois) installée en 1964 à Dolisie. Cette société à capitaux allemands disposait d'un complexe de transformation de bois (sciage, déroulage, tranchage, fabrication de contreplaqués et séchage artificiel de bois débités) d'une capacité annuelle de 100 000 m³. La société faisait travailler jusqu'à près de 900 employés. De nombreux autres petits exploitants nationaux s'étaient greffés autour de la Socobois, à qui ils fournissaient leurs productions, contribuant ainsi au développement de cette activité et au rayonnement de l'exploitation forestière dans le département du Niari.

Hélas, l'arrêt de l'exploitation de la voie ferrée de la Comilog en 1992 et les guerres sociopolitiques et militaires de 1997-98 avaient

sonné le glas du développement économique de la région du Niari. Pillée et détruite, la Socobois, qui faisait vivre Dolisie et le Niari, avait cessé ses activités.

La reprise économique

Heureusement, depuis plus de cinq ans déjà, on observe une relance économique de la région, certes lente, mais tout à fait concrète. Une reprise du développement économique consécutive à la conjugaison de plusieurs facteurs. Il y a d'abord la relance de l'exploitation forestière par des sociétés malaisiennes. Il s'agit de Asia Congo Industries (qui a repris les actifs de l'ex-Socobois), la Compagnie industrielle des bois du Niari, ainsi que Taman Industrie et la Sofli qui, toutes sont concessionnaires des Unités d'exploitation forestière, d'où sortent de nombreuses essences nobles : l'okoumé, le kambala, le limba, l'acajou, etc. La plus grande partie de leur production est acheminée à Pointe-Noire par route et par train. Ces sociétés d'exploitation forestière ont ouvert et entretiennent de nombreuses routes pour l'évacuation de leurs productions, qui constituent tout autant de pistes agricoles au bénéfice des paysans producteurs agricoles.



Une rue dolisienne.

Ensuite, il y a la construction de la route Pointe-Noire Brazzaville via Dolisie. Elle connaît un incessant ballet de passage de conteneurs qui traduit un important trafic de marchandises, favorable aux activités de transit et de logistique dans la région en général et sa capitale Dolisie en particulier. Le Conseil congolais des chargeurs y a d'ailleurs installé une base logistique au service des transporteurs et convoyeurs de marchandises par route ou par rail.

La voie ferrée, vecteur de développement

Le rail, c'est justement un autre facteur de développement économique du Niari. De fait, le département du Niari est le seul à bénéficier de deux lignes ferroviaires. D'une part le Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) qui traverse le département d'est en ouest, de la gare de Mvouti à la frontière avec le département du Kouilou, jusqu'à la gare de Lou-dima à la frontière avec le département de la Bouenza ; et d'autre part la ligne dite de la Comilog (Compagnie minière de l'Ogoué) sur 285 km environ. La ligne de la Comilog part de la gare de Mont-Bélo sur le CFCO



L'aéroport de Dolisie

jusqu'à Mbinda, une bourgade située à la frontière avec le Gabon. Elle servait jadis à l'évacuation du manganèse exploité dans le sud du Gabon. Cette voie est très faiblement exploitée actuellement par le CFCO, en cours de rénovation, elle devrait pouvoir supporter l'évacuation des forts tonnages de l'exploitation à moyen terme du minerai de fer de Mayoko.

Ces deux lignes ferroviaires constituent d'importants facteurs de développement du département du Niari. De nombreuses cités ont été construites tout le long : Mvouti, Dolisie, Mont-Bélo, Mayoko, Makabana, Mossendjo, etc. D'autres projets routiers du Niari, qui devraient contribuer à booster le commerce international du Congo, sont en attente de réalisation. On parle de plus en plus du projet de bitumage de la route nationale 3. Elle permettra de relier Libreville au corridor Pointe-Noire/Brazzaville via les villes de Ndené au Gabon, et Dolisie au Congo, soit 225 km dans la partie congolaise. C'est un projet transafricain de la CEEAC dont les appels d'offres pour la réalisation des études de faisabilité sont déjà en cours. De même, le département du Niari tirerait profit des projets de construction de la route qui relierait Dolisie à la frontière du Cabinda (Angola) par

le district de Kimongo, et son prolongement à la frontière de la République démocratique du Congo par le district de Londelas-Kayes. Toutes ces routes ont pour point de jonction la ville de Dolisie qui, inévitablement, va devenir un grand carrefour du commerce transfrontalier congolais.

Montée en puissance de l'industrie

Sur le plan industriel, outre l'exploitation forestière, le département du Niari connaît une montée en puissance de son industrie. Une cimenterie a été inaugurée il y a bientôt deux ans, le 22 mars 2014. Située à Louvakou, à quelques encablures de Dolisie, la cimenterie Forspak, à capitaux chinois, dispose d'une capacité de production de 300 000 tonnes par an. Autour de cette cimenterie qui emploie un peu plus de 150 personnes devrait se créer un

pôle de production de matériaux de construction, en mettant à profit la qualité des sols favorables à la fabrication des tuiles, pavés, carreaux et autres systèmes d'assainissement urbain. De même est en attente le projet d'une fonderie pour la fabrique de fer à béton. Il s'agit d'un projet du groupe mauricien Samlo, d'une capacité de 2 millions de tonnes/an.

Sur le plan de l'agro-industrie, il y a de l'espoir à développer une unité industrielle de production d'huile de palme et dérivés. On se souvient en effet qu'il y a un peu plus de six ans, en mai 2008, la compagnie énergétique italienne Eni avait annoncé un projet d'investissement dans un projet de plantation de 70 000 hectares de palmiers à huile dans la région du Niari, avec une production prévisionnelle de 340 000 tonnes d'huile de palme brute par an. Hélas, depuis cette annonce, le

projet est resté sans suite. Mais les populations du Niari gardent espoir que le projet verra le jour tôt ou tard.

Espoir aussi de voir aboutir le projet d'exploitation du gisement de fer de Mayoko par la société sud-africaine Exxaro. Avec une production prévisionnelle d'environ 5 millions de tonnes/an, le projet d'exploitation de fer de Mayoko est pratiquement bouclé. Il est en attente de meilleures conditions de démarrage. Entre autres : la remise à niveau du chemin de fer pour l'évacuation de la production vers un port dédié à Pointe-Noire, la disponibilité de l'énergie à bon prix et la remontée des prix de la tonne de fer sur les marchés mondiaux. Un autre gisement de fer sur lequel le Niari pourrait fonder ses espoirs de développement, c'est celui de Bikélélé, dans le district de Mossendjo. Le gouvernement congolais a accordé le 28 octobre 2015 un permis de mise en exploitation de ce gisement à la Sino Congo Ressources, une société à majorité de capitaux chinois. Le démarrage des activités de cette société est prévu pour fin 2016, avec dans un premier temps une production de 1,5 à 2 millions de tonnes/an. Sino Congo Ressources prévoit la construction d'une usine d'enrichissement du minerai. A eux seuls, ces deux projets d'exploitation de fer devraient considérablement impulser l'industrialisation du département du Niari, avec des effets socioéconomiques induits considérables.

Des sites touristiques en attente d'aménagement

Comme l'ensemble du pays, le Niari regorge de nombreux sites touristiques qui, malheureusement, attendent encore d'être mis en valeur.

Accès difficiles, absence d'aménagement, d'infrastructures d'accueil, etc. N'empêche, avec un bon véhicule 4x4 et de la volonté, on peut atteindre la réserve de la Nyanga : 7 700 hectares de savane arbustive, avec quelques forêts galeries. Ou encore la réserve du Mont-Fouari (15 000 hectares) située dans le district de Divénié. On peut y chasser le gros gibier (buffle, antilope rouge) ou observer l'éléphant. Hélas, aucune possibilité d'hébergement aménagé dans ces deux réserves.

A défaut des réserves de faunes, on peut aller rêver au bord du lac Bleu, à 10 km de Dolisie sur la nationale 3. Bien que la couleur bleue ne saute pas forcément aux yeux (surtout par temps couvert), le coin est plutôt charmant pour un pique-nique. Reste aussi la possibilité d'observer les nombreux oiseaux, ou encore de s'adonner à la pêche aux carpes. A moins de préférer la crevette d'eau douce au bord du fleuve Niari : une gageure si on ne connaît pas la technique. Et peut-être aller admirer les chutes de Dimani, un peu plus loin vers Divénié...

Quant au touriste qui voudrait rester à Dolisie et ses environs, il ne manquera pas d'aller visiter les grottes et falaises de Mpassi-mpassi à Louvakou, ou prendre un verre aux abords du lac Thomas. Sans oublier « l'arbre de Brazza », énorme baobab bicentenaire et point de repère de la piste des caravanes qu'empruntaient les missions colonisatrices reliant la côte atlantique à Brazzaville. La légende dit que Pierre Savorgnan de Brazza s'y reposa avec son coéquipier et comparse Albert Dolisie.

JEAN DE LA HAUTE



Cimenterie à Dolisie.

EQUATEUR VOYAGES CONGO

AGENCE DE VOYAGES ET DE TOURISME

IATA BILLETTS D'AVIONS ELECTRONIQUE // TRANSFERT D'ARGENT WESTERN UNION

WESTERN UNION WU moving money for better

AVEC EQUATEUR VOYAGES CONGO, DECOUVREZ LE MONDE AVEC LE SOURIR

Brazzaville

Av. Marechal Foch face
Ministère des finances
Tel 06 652 94 94
Email evc_agence@yahoo.fr

Rond la coupole

Tel 06 678 55 58
05 518 08 08
Evc_agence@yahoo.fr

Ponte-Noire

Av Schoelcher 1er Etage Immeuble
(face Maïne Lumumba) Grand Marché
Tel 06 088 36 36

Pays L'Égypte à la croisée des chemins

Après la chute d'Hosni Moubarak puis la destitution de Mohamed Morsi en 2013, le maréchal Al-Sissi dirige le pays dans un contexte social qui demeure très sensible. Au plan économique, la découverte d'un immense champ gazier au large du pays et l'agrandissement du canal de Suez devraient permettre de booster la croissance du pays. Reste cependant à composer avec les tensions internes et l'environnement sécuritaire extrêmement instable de la région.

L'Égypte, souvent identifiée à l'aune de son histoire millénaire, a connu ces dernières années une sorte d'accélération du temps qui l'a propulsée au devant d'une actualité où se sont mêlés les drames humains comme les espoirs les plus fous. En guise de rappel, on se souvient qu'en janvier 2011 le peuple décide de mettre un terme à la présidence autoritaire d'Hosni Moubarak, élu en 1981 et successeur d'Anouar el-Sadate, assassiné cette année-là après sa participation à la signature du traité de paix israélo-égyptien de septembre 1978 (dit Accords de Camp David).

Dans la foulée de la révolution tunisienne, celle qui se déroule en Égypte – avec pour épilogue la fameuse place Al-Tahrir – va déboucher sur l'élection en 2012 de Mohamed Morsi, leader du parti Liberté et Justice, émanation politique de la confrérie des Frères musulmans, organisation panislamique presque centenaire. Mais ce dernier va se révéler incapable de fédérer le pays et de faire face aux mouvements de contestation qui vont aller crescendo. A tel point que de nouvelles manifestations massives, en juin 2013, vont rebattre les cartes et amener l'armée à le destituer.

Ce nouveau bouleversement politique n'est pas allé sans conséquences, le nouveau régime militaire utilisant une main de fer pour instaurer des lois sécuritaires drastiques. On estime à plus de 1 400 le nombre de manifestants pro-Morsi tués par les forces de l'ordre, quelque 15 000 membres, sympathisants des Frères musulmans ou opposants au régime militaire emprisonnés, et des condamnations à mort prononcées par centaines, dont celles du guide de la confrérie islamiste, Mohamed Badie, et du président déchu, Mohamed Morsi. Une logique justifiée par ce que d'aucuns – à commencer par l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-

Ghali – désignent comme « un état de guerre contre les Frères musulmans », accusés par le nouveau régime d'avoir « entrepris de changer l'âme éternelle de l'Égypte et de vendre le pays ».

Car la vague islamiste qui menace l'Égypte est aussi multiforme. Le nord du Sinaï est ainsi le théâtre d'affrontements réguliers entre l'armée égyptienne et « l'Etat islamique », autrement connu sous le sinistre nom de Daesh. En juillet dernier, des attaques dans la région se sont soldées par la mort de 70 soldats et civils égyptiens, et une centaine de combattants tués du côté des djihadistes. Des affrontements précédés par l'assassinat, quelques jours avant, du procureur général d'Égypte, le plus haut représentant de l'Etat tué depuis le début de la vague d'attaques djihadistes en 2013.

Une résonance avec le mythe nassérien

A la tête de cette nouvelle Égypte se trouve le maréchal Abdel Fattah al-Sissi. Cet ancien



Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi.

chef du renseignement militaire et membre du Conseil suprême des forces armées (CSFA), organe qui dirigea le pays après la destitution d'Hosni Moubarak, fut aussi ministre de la Défense du régime de Mohamed Morsi. Un poste qui lui vaudra d'engranger un crédit certain auprès des militaires, augmentant notamment les salaires des soldats comme des officiers et débloquant des crédits pour rénover les infrastructures militaires. Mais lors des manifestations de juin 2013 contre Morsi, il décide de s'opposer au président élu afin, dit-il, d'empêcher « l'effondrement des institutions de l'État » et prend la tête d'un coup d'Etat militaire le 3 juillet suivant. Puis, en janvier 2014, il démissionne du Conseil suprême des forces armées pour préparer sa candidature à l'élection présidentielle, au terme de laquelle il est élu en mai suivant.

Les défis que doit relever le nouvel homme fort de l'Égypte ne manquent pas, après trois longues années de crise sécuritaire et économique. Et cette incarnation du renouveau égyptien passe par un retour à la stabilité intérieure, en dépit d'une pauvreté endémique qui mine le peuple, dès lors facilement enclin au mirage d'une société nouvelle qui ne serait régie que par les lois du Coran. Sur le plan international, c'est justement cette capacité à se définir comme unique rempart contre les fondamentalistes de tout bord qui va lui assurer de nombreux soutiens au-delà des frontières égyptiennes.

Décrit à la fois comme « nationaliste et conservateur » mais soucieux de préserver son alliance stratégique avec les Etats-Unis, les discours d'al-Sissi empruntent au mythe de Gamal Abdel Nasser, l'homme du renversement de la monarchie égyptienne du roi Farouk, de la lutte contre l'influence britannique dans son pays, et chantre du panarabisme. De formation militaire comme al-Sissi, Nasser

L'Égypte en chiffres

- Population : 89,28 millions hab.
- Croissance PIB 2014 : 2,3%
- Répartition PIB par secteurs d'activité
 - Primaire : 14%
 - Secondaire : 37,5%
 - Tertiaire : 48,3%
- Taux d'inflation : 10,1%

Source World Factbooks.



Le canal de Suez.



La plage de Charm el-Cheik.

reste aussi dans les esprits comme celui qui, en 1956, présida à la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez pour financer la construction du barrage d'Assouan à la suite du retrait anglo-américain. Et, comme un retour de l'histoire, c'est ce canal qui constitue aussi, aujourd'hui, un levier de popularité pour le nouveau président égyptien...

Un canal qui suscite bien des attentes

Creusé entre 1859 et 1869 sous la direction du Français Ferdinand de Lesseps, le canal de Suez – qui relie Port-Saïd sur la Méditerranée, à Suez, sur le golfe éponyme, au nord de la mer Rouge – s'étend sur 193 kilomètres le long du désert du Sinaï. Sa construction a permis aux navires de rallier l'océan Indien sans avoir à contourner le continent africain, ou, le cas échéant, d'éviter le recours à la voie terrestre pour transporter les marchandises entre ces deux endroits. Cette voie constitue également une source de revenus importante pour l'Etat égyptien. Actuellement, elle lui rapporte chaque année quelque 5,5 milliards d'euros. Depuis sa nationalisation par Nasser en 1956, le canal de Suez constitue un emblème de l'identité égyptienne. Et dans son opération de (re)conquête du pays, le maréchal al-Sissi a réussi à concrétiser un projet que son prédécesseur, Mohamed Morsi, avait déjà en tête : l'élargissement du canal. Le tout dans un temps record puisqu'il n'a fallu qu'un an pour que celui-ci aboutisse, sur la base d'un investissement de 8,5 milliards d'euros, financés à 80% par une souscription populaire à laquelle de nombreux Égyptiens ont adhéré, le solde provenant de fonds privés et de capitaux saoudiens.

Inauguré avec faste le 6 août dernier, en présence notamment du président français François Hollande, ce « nouveau canal » se compose d'une nouvelle voie de navigation parallèle, longue de 35 kilomètres sur sa partie orientale, et a nécessité l'élargissement du canal historique sur 37 kilomètres pour permettre le passage de plus gros cargos. Pour quels avantages ? Un temps d'attente

pour les bateaux réduit à onze heures contre dix-huit heures jusqu'à présent, une circulation dans les deux sens, et surtout la perspective, d'ici 2023, d'accueillir deux fois plus de navires (97 passages quotidiens attendus contre 49 aujourd'hui). Car l'enjeu principal est évidemment économique, les ressources générées par le canal étant espérées à hauteur de 13 milliards d'euros d'ici à 2023. Et, dans une échéance plus courte, un impact sur le PIB égyptien avec une croissance supérieure ou égale à 5% espérée pour l'année 2016, un taux jamais atteint depuis 2010. D'une manière plus générale ce canal revisité est voué à faciliter le commerce entre l'Europe et l'Asie, et son dragage va permettre le passage de bateaux dotés de tirants d'eau plus importants. En outre il pourrait aussi participer au développement des grandes plateformes d'Europe du Sud face aux ports de l'Europe du Nord.

Pour autant, cette facilité nouvelle offerte aux navires de circuler s'avérera-t-elle forcément providentielle ? Certains en doutent, compte tenu notamment de la diminution du trafic maritime, conséquence parmi d'autres de la crise financière mondiale de 2008. Un point de vue corroboré par une experte maritime de Bloomberg, citée par notre confrère *Le Monde*, qui souligne que « pour le moment, la vitesse n'est pas un facteur clé pour les porte-conteneurs, le type de navires qui empruntent le plus le canal ». Une chose est sûre, cette notion de vitesse s'est avérée décisive dans le choix du nouvel homme fort égyptien de bâtir en un temps express un projet qui se veut le ciment d'une unité nationale largement fissurée ces dernières années.

Une nouvelle manne énergétique, mais un tourisme en berne

Les récits populaires en témoignent, la chasse au trésor suppose une fouille en règle des tréfonds de la terre. Mais c'est en creusant à plus de 4 100 mètres sous la mer que le groupe pétrolier italien Eni a récemment découvert une manne qui devrait avoir un impact déterminant sur les ressources éner-



Les splendeurs de Louxor.

gétiques de l'Égypte. Baptisé Zorh, il s'agit ni plus ni moins du plus grand gisement gazier jamais trouvé en Méditerranée, estimé à 850 milliards de mètres cubes de réserves. Les premiers forages devraient commencer début de 2016, avec une livraison des premières cargaisons de gaz attendues pour 2017 dans le meilleur des cas.

Cette découverte, annoncée en août dernier, est plutôt providentielle pour l'Égypte dont le déficit énergétique conduit le pays à importer l'essentiel de ses besoins en matière, après avoir été longtemps un exportateur de gaz, notamment vers la Jordanie et Israël. Cette question du déficit énergétique a d'ailleurs des conséquences sur l'organisation sociale du pays, soumis à de fréquentes coupures d'électricité. Au niveau économique, cette manne énergétique devrait aussi permettre de renforcer le tissu industriel du pays. Cela dit, Eni devra avoir recours à de nouveaux forages pour évaluer

l'ampleur exacte des réserves et mesurer de manière plus pointue son exploitation dans des conditions économiques satisfaisantes. En termes de ressources, longtemps, le pays a pu également compter sur le tourisme et ses devises. Mais après une reprise observée en 2014, nul doute que l'attentat perpétré le 31 octobre dernier dans un avion de la compagnie russe Kolavia au départ de Charm el-Cheikh, haut lieu touristique entre la mer Rouge et les montagnes du Sinaï, va lourdement impacter le secteur, d'autant que les touristes russes constituaient jusqu'alors le plus fort contingent touristique en Égypte, près de 80 000 d'entre eux se trouvaient ainsi dans le pays au moment de cet attentat. De surcroît, les assassinats perpétrés par l'Etat islamique le 13 novembre dernier à Paris risquent de sonner pendant longtemps le glas des destinations touristiques au Moyen-Orient.

DIIDIER BRAS

AC ARCHITECTURE - IMAGERIE ET CONSTRUCTION
 ETUDES ARCHITECTURALES, INGENIERIES (5 LICENCES ROBOTAT CERTIFIEES ISO 2000-9001)
 SIEGE SOCIAL: 221 AVENUE NELSON MANDELA / TEL. : (+242) 05.551.09.74 / 06.666.24.86
 BP : 14756 BRAZZAVILLE / E MAIL : alicetudes@gmail.com

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

MEMORIAL PIERRE SAVORGNAN DE BRAZZA, VUE DE NUIT

UN REVE PEUT DEVENIR UNE REALITE

L'Afrique face aux défis du changement climatique

Dans un contexte global de crises économiques, instabilités sociopolitiques et tensions sécuritaires, on pourrait considérer que la question du climat est secondaire. Pourtant, si elle n'est pas rapidement prise en compte, cette problématique pourrait avoir un impact grave sur la production agricole, la sécurité alimentaire et la disponibilité en eau en Afrique. Une situation difficile à accepter pour un continent faiblement contributeur aux causes de ce problème...

Un fonds vert encore en devenir

Un mécanisme de transfert de fonds des pays les plus riches vers ceux qui sont les plus vulnérables au changement climatique. Tel est l'objectif du Fonds vert pour le climat, officiellement lancé en 2011 lors de la Conférence de Durban sur les changements climatiques (COP 17). Initialement, l'objectif fixé par les États signataires était d'abonder ce fonds à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Toutefois, les promesses de financement actuelles ne dépassent pas actuellement les 10 milliards de dollars. Gageons qu'au regard des difficultés économiques actuelles le financement de ce fonds aura du mal à atteindre ses objectifs.

L'annonce de l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA) est tombée à point nommé, deux semaines avant l'ouverture de la Conférence de Paris (COP 21) sur les changements climatiques (1). Les dix premiers mois de l'année 2015 ont été les plus chauds depuis 1880, date à laquelle on a commencé à relever les températures sur l'ensemble de la planète. Un record qui avait déjà été battu au terme de l'année précédente (2). De quoi alimenter, plus que jamais, le débat entre écologistes convaincus et climato-sceptiques, le plus souvent d'accord sur le constat de ces hausses de températures sur la planète, mais en opposition sur l'ampleur et les causes de celles-ci. Au cœur de cette controverse, le rôle de l'activité humaine, mais aussi les conséquences prévisibles de ce réchauffement planétaire. L'influence de l'activité humaine dans le changement climatique a toujours été mise en exergue dans les différents travaux menés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Cet organisme intergouvernemental, dépendant de l'Organisation des Nations unies (ONU) et créé en 1988, a publié son premier rapport d'évaluation en 1990, faisant d'emblée apparaître que les activités humaines augmentaient notamment la concentration des gaz à effet de serre – ces composants gazeux qui absorbent le rayonnement infrarouge émis par la surface de notre planète, provoquant donc un « effet de serre », processus naturel résultant de l'influence de l'atmosphère sur les flux thermiques, et, *in fine*, sur les températures enregistrées au sol. Quant aux conséquences du réchauffement climatique sur la planète, les conjectures sont nombreuses, variant du scénario apocalyptique à quelques mutations mineures qui seraient résolues par une adaptation progressive à cette nouvelle donne...

Des pays fortement exposés

Dans un cas comme dans l'autre se pose la question des actions à mener pour tenter d'infléchir la tendance. Et cette problématique interpelle à des niveaux bien différents. Dans le cas de l'Afrique, on constate en effet une vulnérabilité particulière aux conséquences d'un réchauffement notable, alors que sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre est insignifiante en comparaison avec l'Europe, les États-Unis ou la Chine (ces deux derniers pays étant responsables de 42% du total de ces émissions selon une étude de l'ONG Global Carbon Project réalisée en 2013).

Déjà impacté par les importations de déchets toxiques en provenance des pays les plus industrialisés, le continent africain – qui est aussi celui qui émet de moins de dioxyde de carbone (une tonne de CO₂ par habitant selon les chiffres de Global Carbon Project) – sera-t-il au premier rang des victimes de ce réchauffement climatique alors que sa responsabilité en la matière est bien peu engagée ? Fin 2013, le cabinet britannique d'analyse des risques Maplecroft avait publié une étude qui recensait les pays les plus menacés par cette évolution climatique (3). Derrière le Bangladesh dont on connaît la grande vulnérabilité dans un scénario d'élévation du niveau des océans, dix États africains faisaient partie des quinze pays les plus exposés dans le monde (Guinée-Bissau, Sierra

Leone, Soudan du Sud, Nigeria, République démocratique du Congo, Éthiopie, Érythrée, République centrafricaine, Tchad, Sénégal). Le rapport reliait notamment la vulnérabilité du continent à sa géographie, pointant entre autres « de grands systèmes fluviaux exposés à des phénomènes de graves inondations », mais aussi « des risques élevés de tempêtes locales, notamment en Afrique centrale, et de sécheresses dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne ».

L'eau, au centre des préoccupations

En mars dernier, un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) abondait en ce sens, soulignant en outre que l'Afrique est le continent disposant des plus faibles moyens pour faire face aux risques de submersion marine ou aux sécheresses à répétition entraînés par le réchauffement climatique, étant aussi celui dont « les conditions climatiques changent le plus rapidement ». L'une des conséquences attendues de cette évolution climatique concerne l'accès à l'eau. Le PNUE relève ainsi que « le réchauffement de la planète, l'augmentation de la population et les changements croissants dans l'affectation des terres pour la production agricole continueront à aggraver la situation. Par ailleurs, les changements climatiques – et notamment les changements de variabilité du climat entraînant sécheresses et inondations – compliqueront la recherche de solutions ». Au-delà de ce problème de l'accès à l'eau potable, ce sont aussi les risques d'inondations qui menacent bon nombre de villes côtières africaines. Dans une perspective plus lointaine, toujours selon le PNUE, « dans un monde où la hausse des températures attendrait les 4 degrés, les estimations en ce qui concerne l'Afrique suggèrent que le niveau de la mer pourrait augmenter plus vite que la moyenne mondiale et atteindre jusqu'à 80 cm au-dessus des niveaux actuels le long des côtes des océans Indien et Atlantique d'ici 2 100 ». Perspective lointaine et encore bien improbable, certes, mais calculée sur la progression actuelle des émissions de gaz à effet de serre... Et même sans adhérer à cette projection lointaine, les experts des Nations unies considèrent qu'un « réchauffement climatique de 2 degrés menacerait plus de 50% de la population du continent africain de sous-alimentation ».

El Niño, l'enfant terrible

« El Niño gagne en puissance et la vie de millions d'enfants est en jeu, particulièrement sur la côte Est de l'Afrique. » Tel est le cri d'alarme que vient de lancer le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en préambule à la COP 21 de Paris. Ce phénomène climatique, qui prend sa source dans le Pacifique Sud et a déjà provoqué une sécheresse massive cette année en Inde et au Pakistan, risque de se poursuivre début 2016. Conséquences des mauvaises récoltes

De l'importance des zones forestières

Plusieurs signes attestent d'un certain nombre de modifications d'ores et déjà visibles sur le continent. C'est notamment le cas du lac Tchad qui a perdu 80% de sa superficie en quarante ans, victime de l'aridité croissante de la zone du Sahel, mais aussi, c'est à souligner, des besoins accrus en eau douce pour l'irrigation. C'est aussi le cas de la dizaine de glaciers du Kilimandjaro (au nord-est de la Tanzanie, montagne culminant à 5 900 mètres d'altitude en surplomb de la forêt tropicale) dont la fonte – amorcée toutefois depuis le début du XX^e siècle – a connu une accélération remarquable depuis le début des années 2000, perdant 29% de leur volume total. Ces chiffres émanent d'une étude récente dirigée par le scientifique Pascal Sirguey, de l'université d'Otago en Nouvelle-Zélande. Elle étaye la thèse, maintes fois avancée, d'une possible disparition de ces glaciers à l'horizon 2030-2040.

Dans le cas présent, cette situation est aussi la conséquence de la déforestation qui sévit dans la région, la végétation dense de la forêt tropicale locale étant une composante essentielle du cycle biogéochimique de l'eau. Ce problème de la déforestation est en effet un élément important dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le bois de chauffage et le charbon fournissent encore la plus grande partie de l'énergie utilisée en Afrique et les exportations de bois de construction et produits dérivés représentent une ressource économique pour de nombreux pays, particulièrement en Afrique centrale ; soit une nécessité qu'on ne peut balayer d'un revers de main. Toutefois, la prise de conscience progressive de ces enjeux et les actions de reforestation participent à infléchir des pratiques d'abattage qui avaient atteint leur apogée sur la période 1980-1995 (la FAO évoquait alors la disparition de 10 % du total de la couverture forestière du continent). Rappelons qu'à elle seule, la forêt tropicale humide du Congo est la deuxième forêt la plus extensive du monde et constitue une réserve importante de carbone pour le monde entier. Une manière de rappeler qu'à défaut d'avoir un rôle majeur dans les causes du réchauffement climatique, le continent peut aussi participer de sa solution.

DIDIER BRAS

et des difficultés d'accès à l'eau potable, l'Unicef souligne que « Les enfants sont affectés de façon disproportionnée par le type de catastrophes naturelles provoquées par El Niño », indiquant que la pluie et la chaleur favorisaient l'écllosion de maladies comme la malaria, la dengue, le choléra et la diarrhée « qui sont les principales causes de décès chez les enfants ». L'Éthiopie et la Somalie risquent d'être les deux pays les plus touchés par ce phénomène.

(1) Cette conférence n'avait pas encore eu lieu à l'heure où nous mettons sous presse. Nous y reviendrons dans une prochaine édition.
(2) Il convient de noter que ces records de température se sont produits en l'absence d'El Niño (lire encadré), ce courant chaud du Pacifique très influent sur le climat de la Terre. Celui-ci apparaît, en moyenne, tous les cinq à sept ans.
(3) Pour en savoir plus (disponible uniquement en anglais) : https://maplecroft.com/about/news/ccvi_2013.html



L'Internet évolue,
nous aussi

Parce qu'Internet est devenu essentiel à la performance des entreprises, Yattoo.com fait évoluer son catalogue de services afin de parfaitement répondre à des besoins toujours plus complexes.

Services d'accès internet pour les Entreprises



Services d'accès internet pour les Particuliers



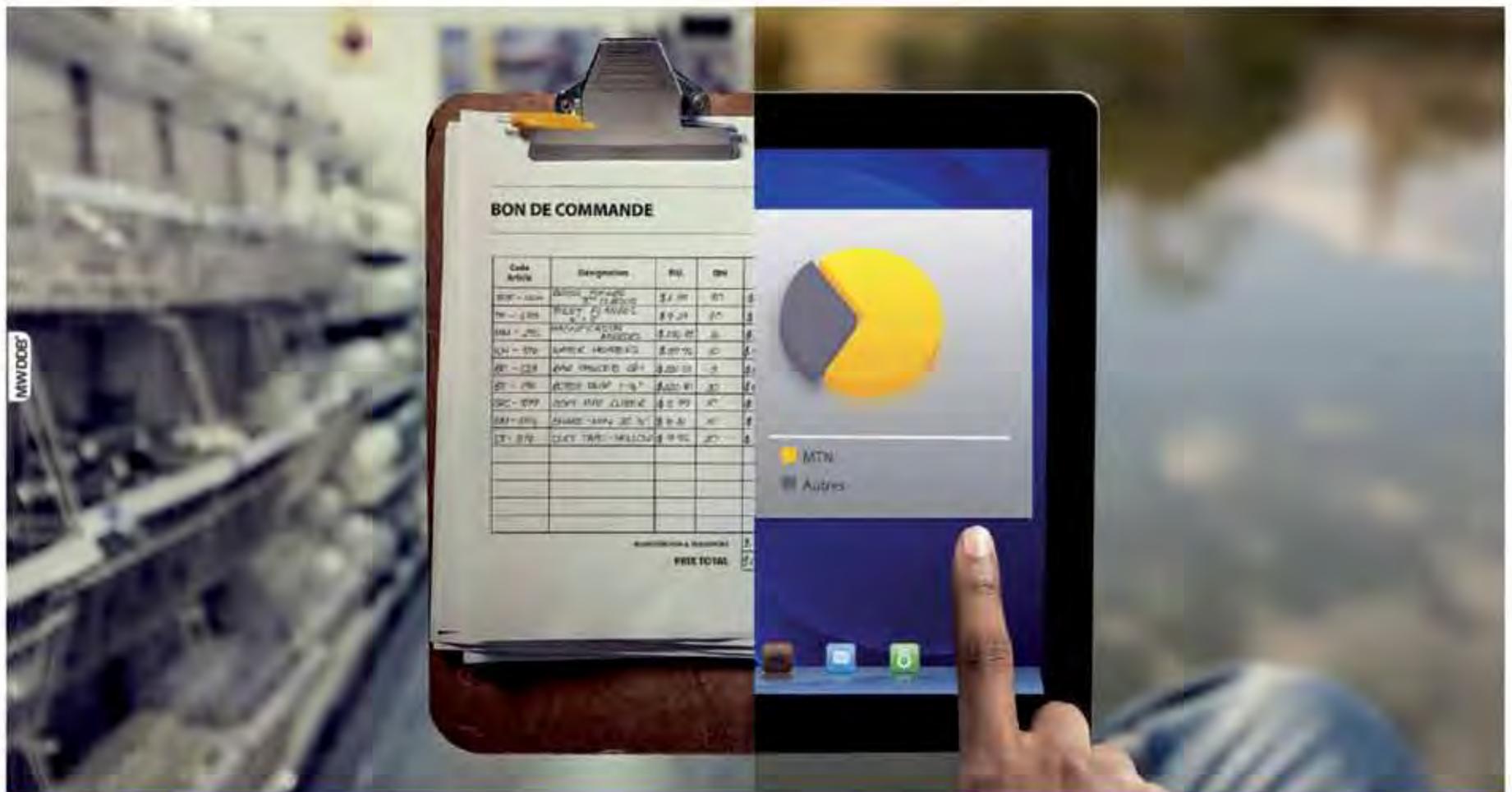
Services spécialisés pour les Entreprises



Pointe-Noire :
319, Avenue Charles De Gaulle

Brazzaville :
Boulevard Denis Sassou-Nguesso

T: (+242) 06 600 0000 | www.yattoo.com | info@yattoo.com



Dans le Nouveau Monde, vous savez, à chaque instant, comment se porte votre entreprise

- Des forfaits internet haut débit compétitifs
- Flexibilité: Choix multiple adapté à chaque business
- Une installation facile et rapide
- Des technologies convergentes

✉ Mtnbusinessnews@mtncongo.net  www.mtncongo.net/business

MTN *Flow*

 @MTN_125  MTN CONGO  MTN CONGO



Ce Nouveau Monde de l'entreprise, il est pour vous.